



Insérer logo partenaire ici

Rapport de résultats 2021

PRODAKOR

RD Congo

Table des matières

1	ACRONYMES	5
2	APERÇU DE L'INTERVENTION	6
2.1	FICHE D'INTERVENTION	6
2.2	AUTO-EVALUATION DE LA PERFORMANCE	7
1.1.1	<i>Pertinence</i>	7
1.1.2	<i>Efficacité</i>	8
1.1.3	<i>Efficiences</i>	9
1.1.4	<i>Durabilité potentielle</i>	9
1.1.5	<i>Conclusions</i>	10
3	SUIVI DES RESULTATS	12
3.1	EVOLUTION DU CONTEXTE	12
3.1.1	<i>Contexte général et institutionnel</i>	12
3.1.2	<i>Contexte de gestion</i>	13
3.2	PERFORMANCE DE L'OUTCOME	16
3.2.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	16
3.2.2	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	17
3.3	PERFORMANCE DE L'OUTPUT	20
3.3.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	20
3.3.2	<i>État d'avancement des principales activités</i>	21
3.3.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	23
3.4	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2	29
3.4.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	30
3.4.2	<i>État d'avancement des principales activités</i>	31
3.4.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	31
3.5	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3	44
3.5.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	44
3.5.2	<i>État d'avancement des principales activités</i>	46
3.5.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	47
3.6	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 4	51

3.6.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	51
3.6.2	<i>Etat d'avancement des principales activités</i>	51
3.6.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	52
3.7	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 5	56
3.7.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	56
3.7.2	<i>État d'avancement des principales activités</i>	57
1.1.6	<i>Analyse des progrès réalisés.</i>	58
4	SUIVI BUDGETAIRE	61
5	RISQUES ET PROBLEMES	61
6	SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES	74
6.1	AVEC LES AUTRES INTERVENTIONS DU PORTEFEUILLE	74
6.2	AVEC LES PROJETS POUR TIERS	74
6.3	AUTRES SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES	74
7	THEMES TRANSVERSAUX	75
7.1	ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE	75
7.2	GENRE	76
7.3	DIGITALISATION	76
7.4	EMPLOIS DECENTS	77
8	LEÇONS APPRISSES	77
8.1	LES SUCCES	77
8.2	LES DEFIS.....	78
8.3	QUESTIONS D'APPRENTISSAGE STRATEGIQUE	78
8.4	SYNTHESE DES ENSEIGNEMENTS TIRES.....	79
9	PILOTAGE	80
9.1	MODIFICATIONS APORTEES A L'INTERVENTION	80
9.2	DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI.....	81
9.3	REORIENTATIONS STRATEGIQUES ENVISAGEES	83
9.4	RECOMMANDATIONS.....	83
10	ANNEXES	84
10.1	CRITERES DE QUALITE	84
10.2	CADRE LOGIQUE ET/OU THEORIE DE CHANGEMENT MIS A JOUR	88

10.3	FICHES DE SUIVI DE PROCESSUS DE CHANGEMENT (OPTIONNEL).....	91
10.4	APERÇU DES MORE RESULTS.....	91
10.5	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) ».....	92
10.6	RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION.....	97
11	TABLES DES IMAGES.....	98
12	TABLES DES FIGURES.....	98
13	TABLES DES TABLEAUX.....	99

1 Acronymes

Dresser la liste de tous les acronymes utilisés dans le Rapport des résultats (classement alphabétique ; voir exemples ci-dessous)¹

APSKO	Association des Producteurs de Semence du Kasai Oriental
ASBL	Association Sans But Lucratif
CAP	Centre d'Alevinage Principal
CARG	Conseil Agricole et Rural de Gestion
CIPOUD	Concours Intégral des Paysans pour le Développement
CIRAD	Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement
COMPAR	Comité des Partenaires
COPROSEM	Conseil Provincial des Semences
CPM	Country Portfolio Manager
DT	Délégué Technique
DTF	Document Technique et Financier
ECT	Expert en Coopération Technique
EDUKOR	Education au Kasai Oriental
EST	Expertise Sectorielle et Technique
ETR	End Term Review
FA	Fiche d'Activités
FAIF	Fonds d'Appui aux Initiatives des Femmes
GEAKA	Groupe d'Exploitants Agricoles de Kajiba
IM	Intervention Manager
INERA	Institut National d'Etude et de la Recherche Agronomique
IPA	Inspection Provinciale de l'Agriculture
IPDR	Inspection Provinciale du Développement Rural
ITA	Inspection Territoriale de l'Agriculture
ITAV	Institut Technique Agricole et Vétérinaire
ITK	Itinéraire Technique Agricole
ITDR	Inspection Territoriale de Développement Rural
ITP	Institut Technique Professionnel
MTR	Mid Term Review
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation Paysanne
OPB	Organisation paysanne de Base
PFP	Promotion de la Femme Paysanne
PDA	Pôle de Développement Agricole
PIT	Project Information Tool
PICS	Purdue Improved Cowpea Storage
PNIA	Programme National d'Investissement Agricole
PPV	Production et Protection des Végétaux
PRODAKOR	Programme de Développement Agricole dans la Province du Kasai Oriental
PRODAT	Programme de Développement Agricole de la Tshopo

PRODDIM	Programme de Développement Diemu Mukenyi
PRODEKOR	Programme de Désenclavement du Kasai Oriental
PRODI	Projet Ditunga
R & D	Recherche et Développement
RDC	République Démocratique du Congo
SENASEM	Service National des Semences
SIM	Système d'Information sur les Marchés
SIP	Système d'Information sur les Prix
SMCL	Structure Mixte de Concertation Locale
SMS	Short Message Service
SNV	Service National de Vulgarisation
STD	Service Technique Déconcentré
SQD	Semence de Qualité Déclarée
UAAPM	Union des Associations Agro-Pastorales de Mukumbi
UADAT	Union des Associations pour le Développement Agricole de Tshilenge
USD	United States Dollar

2 Aperçu de l'intervention

2.1 Fiche d'intervention

Intitulé de l'intervention	Programme de Développement Agricole dans la province du Kasai Oriental - PRODAKOR
Code de l'intervention	RDC1217111
Localisation	Provinces du Kasai Oriental et de Lomami
Budget total	Contribution belge : 19,500,000 EUR Selon le DTF original : 11.000.000 EUR Transfert d'Edukor (14/03/2019) : 1,000,000 EUR Transfert Budgétaire de PRODEKOR (17/11/2019) : 1.500.000 EUR DTF additionnel (11/05/2020) : 6.000.000 EUR
Institution partenaire	Ministères provinciaux en charge de l'Agriculture du Kasai Oriental et de Lomami
Date de début de la Convention spécifique	03/07/2013
Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture	Octobre 2013
Date prévue de fin d'exécution	31/12/2020 Prolongation 31 décembre 2022
Date de fin de la Convention spécifique	02/07/2021 Prolongation 02 juillet 2023

Groupes cibles	<p>* Cibles directs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les Organisations Paysannes de Base ; - Unions des Organisations Paysannes de base ; - Ministères provinciaux en charge de l’Agriculture ; - Ministères Provinciaux en charge du Développement Rural, du Genre, Famille et Enfant ; - Inspections Provinciales de l’Agriculture, Pêche et Elevage (IPAPEL) ; - Inspections Provinciales du Développement Rural (IPDR) ; - Service National des semences (SENASAEM) ; - Institut National d’Etude et Recherche Agronomique (INERA, Station de Ngandajika). <p>* Cibles indirects :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Agriculteurs - Entrepreneurs agricoles privés.
Impact	Le déficit alimentaire et la pauvreté dans la province du Kasai Oriental et Lomami sont réduits par la relance durable du secteur agricole
Outcome	Les revenus des exploitations familiales provenant de leurs activités agricoles sont augmentés de façon durable dans un processus respectueux de l’environnement, en inscrivant les interventions dans les dynamiques du marché et en tenant compte des contraintes et des besoins différenciés des femmes et des hommes
Outputs	<p>1. Les services d’innovation technique, d’expérimentation paysanne et d’appui-conseil destinés aux exploitations agricoles familiales sont améliorés.</p> <p>2. Les services de conservation, de transformation et de commercialisation des produits des exploitations agricoles familiales sont améliorés.</p> <p>3. La gouvernance du secteur agricole dans la province est améliorée.</p> <p>4. Le leadership des femmes rurales est renforcé.</p> <p>5. Un pôle de développement agricole est créé au centre du terroir de Ngandajika.</p>
Année couverte par le rapport	2021

2.2 Auto-évaluation de la performance

1.1.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	A

L’intervention PRODAKOR demeure toujours très pertinente tout d’abord par rapport aux besoins des populations bénéficiaires et une situation de sécurité alimentaire toujours fragile. En effet, selon le rapport publié en février 2021 du cadre intégré de la sécurité alimentaire (IPC), 2 millions (38%) des orientaux-Kasaïens font encore face à une insécurité alimentaire aiguë. C’est d’ailleurs cette raison qui a justifié la distribution de semences et d’outils par les organisations humanitaires

telles que CRS et FAO pour relancer la production agricole dans quelques zones localisées et jugées très fragiles (zone de retour des déplacés causés par la crise de Kamuena nsapu comme Miabi et Kabeya Kamuanga et le secteur de Tshipuka dans le territoire de Tshilenge) de la province. La situation de la Lomami n'est guère meilleure si on se réfère aux zones évaluées.

Le besoin est traduit également par l'adoption d'un nombre limité de techniques agroécologiques mais aussi par un nombre limité de bénéficiaires et de bassins de productions (et de territoires) couverts par l'intervention. En effet, PRODAKOR touche un peu plus de 20000 producteurs concentrés sur 15 bassins de production répartis dans 6 territoires. En termes de performance agronomique, il reste du chemin à faire dans l'adoption large par exemple des engrais verts. En effet, le rendement moyen de maïs qui tourne autour de 1000 kg/ha dénote un progrès réel si on le compare au rendement du début de projet. Par contre, comparé au pic de près de 4 tonnes de maïs à l'hectare que peut offrir le paquet d'itinéraires techniques agroécologiques promus par PRODAKOR, il montre l'ampleur du travail à faire pour approcher les rendements réels au pic observé dans certaines zones.

PRODAKOR est aussi pertinent parce qu'il est parfaitement aligné sur les politiques congolaises de développement ainsi que sur la politique belge de coopération au développement. Pour la RDC, la référence reste le Plan National d'Investissement Agricole, publié en septembre 2013 par le Ministère national de l'Agriculture, Pêche et Elevage. Ce plan vise à stimuler une croissance annuelle soutenue du secteur agricole congolais de plus de 6% ; une croissance indispensable pour réduire la pauvreté, assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations et enfin générer durablement des emplois et des revenus. Aujourd'hui, force est de reconnaître que des gaps sont encore observables par rapport aux objectifs du PNIA. Dès lors, la continuation du PRODAKOR en tant que contributeur aux objectifs du PNIA et du développement agricole de la RDC en général trouve toute sa pertinence.

Pour la Belgique, il s'agit de la Note stratégique Agriculture et sécurité alimentaire intitulée « De la subsistance à l'entrepreneuriat », publiée par la Direction Générale de la coopération au Développement (DGD), en mars 2017. L'avenant du DTF 2020-2022 place la démarche entrepreneuriale au cœur des axes stratégiques et opérationnels devant guider sa mise en œuvre et dans le but d'assurer la durabilité des acquis.

1.1.2 Efficacité

	Performance
Efficace	B

L'année 2021 n'a pas été du tout facile compte tenu de la persistance de la pandémie COVID 19 qui a continué d'impacter les activités de PRODAKOR. Des retards substantiels ont été constatés dans les appuis comme celui de CODEART (Diagnostic de l'atelier d'AIDN) ou de CIRAD (Evaluation de l'expérience palmier pendant laquelle l'Expert Principal n'a pu faire le déplacement du Kasai). Dans le cadre du développement local, l'analyse fonctionnelle du site pressenti pour accueillir le centre logistique malgré le grand retard avant son lancement (analyse conduite par SHER) n'a pu livrer les résultats attendus. L'appui du Contrat-cadre développement local n'a pu aussi être livré dans les délais.

Malgré ce contexte difficile, l'exécution de PRODAKOR sur le plan efficacité en 2021 a été très satisfaisante. En effet, les cibles de 2021 de l'Outcome ont été toutes dépassées. Le revenu moyen issu des activités agricoles des ménages dans les bassins appuyés est passé de 168 \$ en 2020 à 220,6 \$ par saison agricole en 2021. S'agissant du niveau d'adoption des innovations agricoles durables dans les ménages des bassins agricoles, il est passé de 74% en 2020 à 76% en 2021. Une bonne organisation des équipes opérationnelles et de support, qui ont pu travailler en parfaite intelligence est sans doute à la base de cette efficacité.

Si la tendance observée se maintient, les cibles de l'Outcome en fin de projet (fin 2022) devraient être facilement et totalement atteintes.

Malgré cette efficacité globale, les progrès pour l'output 5 axé sur l'émergence d'un pôle de développement agricole à Ngandajika restent modestes. Cette modestie est essentiellement due à

la nouveauté et à la complexité de l'approche développement territorial et surtout à son intégration dans une approche projet existante. Dès lors, la revue à la baisse des ambitions attendues de ce résultat s'avère plus que nécessaire.

1.1.3 Efficience

	Performance
Efficience	B

L'efficience de PRODAKOR en 2021 est assez satisfaisante si on compare les résultats obtenus avec les ressources engagées pour les réaliser particulièrement pour l'Outcome. En effet, il a été possible de réaliser 110% de la cible associée au revenu et 103% de la cible associée aux innovations avec 101% du budget révisé en Q4 ou 92% du budget initial (Q1).

Cette relative bonne efficience s'explique par la bonne organisation de l'équipe. De plus, certaines activités routinières ont été menées en 2021 avec moins de ressources financières. C'est le cas notamment des appuis-conseils menés avec les IPA et les IPDR avec notamment une prise en charge diminuée conformément au principe d'appui dégressif convenu avec les STD au début de la phase d'extension en 2020. L'organisation des missions de terrain a été aussi améliorée avec des missions mieux combinées qu'en 2020. Tout ceci a contribué à une meilleure efficience dans un contexte de grande stabilité du taux de change dollars US / Francs Congolais.

Malgré cette relative bonne efficience, l'équipe du projet reste convaincue que des progrès sont encore possibles surtout au niveau des acquisitions de biens. En effet, il n'est pas rare que les prix de plusieurs biens soient majorés d'au moins 50% (par rapport à ce qui serait possible d'obtenir sur le marché). Les raisons avancées souvent telles que la pratique de paiement différé d'Enabel (avec les coûts d'opportunités engendrés) et l'obligation de conformité avec les lois (paiement des taxes que tout le monde devrait faire) restent non convaincantes. De meilleurs rapports qualité-prix sont de toute évidence possibles. L'optimisation des missions de terrain, en les combinant davantage, est aussi une niche à explorer pour économiser davantage des ressources et gagner davantage en efficience.

1.1.4 Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	C

PRODAKOR continue à l'échelle des bénéficiaires individuels ou organisationnels (OPB et unions) de « semer les germes » de la durabilité en introduisant les principes de l'entrepreneuriat mais aussi du marché. La logique antérieure du « don total ou sans contribution » qui dominait les appuis de PRODAKOR est progressivement abandonnée. Les appuis donnés dorénavant exigent des bénéficiaires une contrepartie plus importante. Par exemple, les bénéficiaires piscicoles ont été obligés de déposer leurs contributions avant de recevoir des alevins « subventionnés ». Dans le cadre de la stratégie Exit du palmier à huile, seuls quelques pépiniéristes parmi les plus dynamiques et les plus entrepreneurs ont reçu les semences prégermées du lot 2021. Les recettes issues de leurs ventes (subventionnées uniquement pour ce lot) serviront de fonds de roulement pour continuer l'approvisionnement en semences à partir de 2022. Les semences de base produites dans le cadre de l'appui à l'INERA ont été vendues aux agri-multiplicateurs. Les bénéficiaires des dépôts secondaires ont été obligés de fournir des briques cuites, des moellons et du sable.

D'autre part, les principes d'auto-prise en charge continuent d'être inculqués aux OPB appuyées. Celles qualifiées d'autonomes démontrent aujourd'hui une capacité réelle d'initiatives dans la direction de l'auto-prise en charge. C'est le cas par exemple des OPB RDP (qui mobilise elle-même les services d'un tracteur pour le labour) ; de GEAK et KABA qui ont pu s'octroyer des bœufs de

trait et envoyer quelques membres de leurs organisations se former en traction bovine chez AIDN à Ngandajika. De plus, plusieurs des OPB (niveau 3 et 4) ont été aussi formées sur les techniques de résolution de problèmes.

Ces actions plus haut dénotent une certaine durabilité surtout quant à la capacité de certains bénéficiaires à valoriser/fructifier les réalisations de PRODAKOR au-delà de sa fin.

Malgré ces actions initiées par PRODAKOR, plusieurs OPB nécessitent encore un accompagnement comme l'atteste la majorité des OPB qui se trouvent aux niveaux 1 et 2. Le souci relatif à la capacité des STD à continuer l'appui-conseil persiste. Il est fondé sur la faible voire la non-mobilisation de budget pour soutenir leur présence sur le terrain et à y mener des activités conséquentes afin d'ancrer durablement les acquis dans la zone. Ce souci est par ailleurs fondé sur plusieurs autres aspects tels que la prise en charge de l'entretien des routes réhabilitées par PRODEKOR : des routes qui sont essentielles pour l'évacuation des produits agricoles. Les services gouvernementaux n'ont pris aucun engagement lors des concertations sur l'entretien des routes tenues cette année.

La petite lueur d'espoir est donnée par l'inscription suivie d'un début d'exécution de lignes dédiées à l'appui au STD dans le budget de 2021 par le gouvernement provincial de la Lomami.

Ainsi la durabilité reste toujours hypothétique pour PRODAKOR.

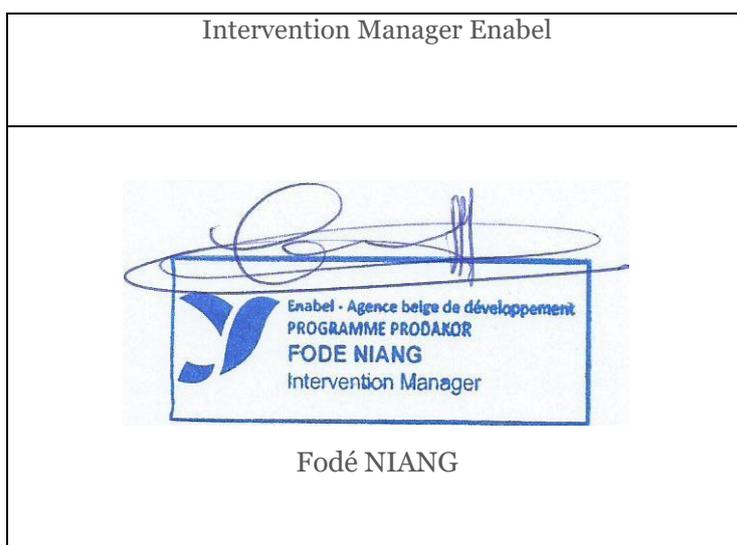
1.1.5 Conclusions

2021 a été marquée par plusieurs faits qui peuvent être résumés comme suit :

- Un contexte sanitaire toujours difficile avec la persistance de la pandémie COVID 19. Celle-ci continue d'impacter le PRODAKOR notamment dans la délivrance des appuis externes.
- Un contexte politique national fragile avec une CENI très contestée et aussi plusieurs gouverneurs destitués. Cette fragilité s'observe aussi par l'état de siège décrété à l'Est du pays.
- Sur le plan économique, un franc congolais stable et une augmentation sensible des recettes de l'état accompagnée par une légère inflation.
- Le contexte opérationnel est marqué par la présence d'autres partenaires parmi lesquels CRS et FAO intervenant dans divers secteurs, y compris dans celui agricole, sans nécessairement suivre et appliquer les mêmes logiques, stratégies et approches d'intervention
- Des progrès satisfaisants de l'Outcome ; des progrès qui s'inscrivent dans les tendances de 2020 en ce qui concerne l'augmentation des revenus agricoles mais aussi du taux d'adoption d'innovations des ménages agricoles appuyés. Cette bonne performance peut s'expliquer par plusieurs facteurs parmi lesquels (1) un niveau appréciable de mobilisation des agents des IPA et IPDR permettant aux agriculteurs de bénéficier de conseils technico-organisationnels appropriés et à temps opportun pour améliorer leur pratique, (2) une pluviométrie satisfaisante (3) les retombées des investissements antérieurs (palmiers à huile dont la production est dans une phase de croissance), des unités de transformation et de stockage plus importantes et qui commencent à impacter les revenus.
- Des réalisations variables en termes d'outputs avec de bonnes performances dans les outputs 1 à 4 ; l'Output 2 (stockage, transformation et commercialisation). Pour ce qui est de l'Output 5, la complexité de l'approche développement territorial et surtout son intégration dans une « approche projet » fait que les progrès restent encore limités.
- Des réalisations assez efficaces. Le niveau d'atteinte de la cible de l'Outcome relative au taux d'adoption des innovations a été satisfaisant (76% contre de 74% en 2020). Quant au revenu issu des activités agricoles, entre 2020 et 2021, il a progressé de manière

significative (168 \$ en 2020 à 220,6 \$ par saison agricole). A ce rythme, la cible finale sera atteinte sans difficulté majeure.

- Des soucis de durabilité surtout pour assurer la continuité des services d'appui-conseil par les STD (IPA et IPDR) conformément à leur mandat afin de consolider voire élargir les acquis obtenus jusque-là dans les bassins de production non couverts par PRODAKOR. Ce souci demeure aussi pour l'INERA surtout pour jouer sa partition dans une filière semencière renaissante mais complexe. Il demeure aussi pour les OPB dont seulement 16 sur 1295 remplissent les critères d'OPB autonomes.
- Malgré ces soucis, PRODAKOR s'efforce de renforcer les principes entrepreneuriaux et de marché dans ses appuis ; des principes qui sont les gages d'une certaine durabilité. Les formations de certaines OPB sur les méthodes de résolution des problèmes trouvent aussi leur justification dans le souci d'améliorer la durabilité des acquis du projet.



3 Suivi des résultats

3.1 Evolution du contexte

3.1.1 Contexte général et institutionnel

Le contexte politique général reste dominé par l'éclatement de l'alliance CASH-FCC en fin d'année 2020 et la « requalification » d'une nouvelle majorité à l'Assemblée nationale et au Sénat pour soutenir la politique de l'actuel Chef de l'Etat. Comme conséquence de cet éclatement, les gouverneurs de plusieurs provinces dont le Kasai Oriental et la Lomami ont été destitués par leurs assemblées provinciales respectives et remplacées par des intérimaires qui gèrent les affaires courantes. Des élections étaient prévues en décembre 2021 pour les remplacer ; des élections qui seront organisées par une nouvelle CENI (Commission Electorale Nationale Indépendante) contestée par l'opposition actuelle. L'actualité politique est aussi caractérisée par l'état de siège décrété par le gouvernement de la RDC au niveau des provinces du Nord Kivu et de l'Ituri afin de régler les problèmes endémiques d'insécurité dans la partie EST de la RDC.

Le contexte économique est caractérisé par une augmentation significative des recettes de l'état suite à l'audit initié de plusieurs services générateurs. La RDC devrait connaître aussi une croissance de près de 5% de son PIB ; croissance boostée par les cours du cuivre et du cobalt. De plus, il est noté une relative stabilité du Franc Congolais contrairement à 2020. Le dollars US s'échange toujours aux environs de 2000 FC. Par ailleurs, certaines denrées comme le poulet ou le poisson congelé ou les prix de certains services comme les billets d'avion ont été significativement diminués sous l'égide du gouvernement.

Sur le plan sanitaire, 2021 n'a pas été de tout repos avec la persistance de la pandémie COVID 19. Cela a occasionné des retards importants dans la délivrance des nombreux appuis particulièrement ceux liés la mise en œuvre du résultat commun (Ouput5). C'est le cas notamment de l'analyse fonctionnelle du centre logistique, de l'appui du contrat-cadre pour la mise en œuvre du développement local, ou l'appui au diagnostic de AIDN ainsi que la mission d'évaluation de l'expérience palmier.

Sous un autre registre, la Banque Africaine de développement (BAD) a signé une convention de financement de 70 millions de dollars pour mettre en place le projet de Développement Agro-industriel de Ngandajika (PRODAN) (Style Bukanga Nlonzo). Ce projet devra commencer sous peu. Dans la même lancée, le programme volontariste agricole a commencé ses interventions dans la zone de Nkuadi (Territoire de Tshilenge). Contrairement à PRODAKOR, le programme est orienté vers une agriculture conventionnelle intensive avec un recours à des variétés hybrides importées jumelé à une utilisation massive d'engrais chimiques mais aussi un recours à une motorisation lourde des activités productives. Cette orientation rend difficile la collaboration avec PRODAKOR. Selon les informations en notre possession, le rendement du maïs n'a guère dépassé 1,5 tonnes à l'hectare malgré toute l'intensification en intrants et en motorisation. Probablement les résultats économiques devraient être encore loin des attentes si on devait amortir la machinerie lourde et abondante nettement sous-utilisée à ce jour.

Dans le domaine humanitaire, FAO (Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture) a distribué des semences à 10.000 ménages récemment retournés d'un déplacement interne lié au phénomène de Kamwena Nsapu dans la zone de Miabi, Kabeya Kamuanga et Kasansa. Dans la même direction CRS a, de son côté, distribué des semences et des outils aratoires à 2800 ménages accueillant des malnutris à Kabimba. Ces distributions dans le court terme ont été des opportunités pour l'écoulement des semences des agri-multiplieurs appuyés par PRODAKOR.

Dans le moyen terme, elles peuvent défavoriser l'orientation du marché telle que prônée par PRODAKOR.

Le contexte opérationnel est marqué par une pluviométrie généralement satisfaisante dans tous les bassins comme le montre le graphique ci-dessous. En effet, une hauteur de pluviométrie annuelle moyenne de 1492 mm de pluies a été observée dans les 29 stations suivies avec respectivement 764 mm pour la saison B et 730 mm en saison A. Paradoxalement la saison B est plus pluvieuse que la saison A. Ces pluviométries dépassent les exigences minimales des cultures vivrières (600 mm pour le maïs, le manioc et le niébé ; 500 mm pour l'arachide et le soja). De plus, elles ont été aussi bien réparties dans les saisons avec 88 jours de pluies dans l'année. Cette pluviométrie est un peu déficitaire pour ce qui concerne le palmier à huile.

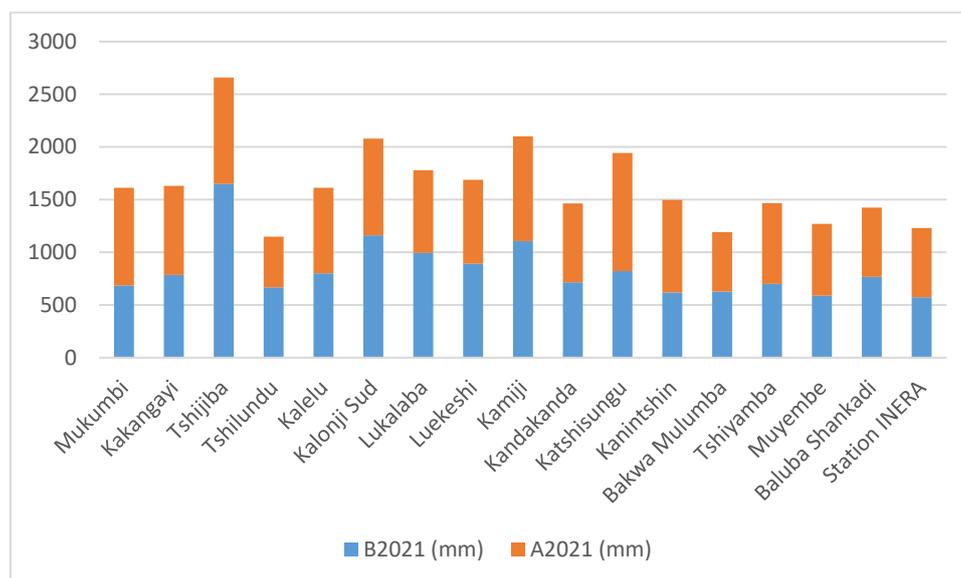


Figure 1 : Pluviométrie 2021 (mm) bassins production zone d'intervention PRODAKOR

Si cette pluviométrie est bénéfique pour les cultures vivrières, elle contribue néanmoins à accélérer la dégradation des routes de desserte agricole ; des routes presque livrées à leur propre sort depuis la fin de PRODEKOR en juin 2020. La dégradation progressive des pistes de desserte agricole rend difficile l'accès à certaines zones comme Kamiji (ou les activités du projet qui étaient arrêtées avec l'avènement du mouvement Kamuena Nsapu venaient d'être reprises) mais aussi l'évacuation des produits agricoles vers les grands centres de consommation.

Les activités aussi nombreuses, nouvelles que complexes (traction animale, pisciculture, développement local avec le volet énergie et aussi le volet centre logistique) n'ont pas facilité les choses. Le soutien attendu n'a pas toujours été à la hauteur des attentes avec des périodes d'hésitations et de discussions.

3.1.2 Contexte de gestion

3.1.2.1 Modalités de partenariat

La convention de subside avec INERA a été prolongée en septembre 2021 pour couvrir la saison A2021 afin de renforcer les acquis dans la production et la conservation de semences souches, prébases et bases. Il s'agit également de mener à terme le processus d'homologation de 14 variétés d'intérêt local ; un processus qui n'a pu aboutir dans la CdS initiale. Cette prolongation offrira l'opportunité de lever les faiblesses récurrentes constatées au niveau de l'INERA notamment dans l'organisation de ses activités mais aussi leur rapportage.

De nouveaux protocoles de collaboration ont été signés avec les IPA et les IPDR des deux provinces couvrant les saisons agricoles B 2021 et A 2021 afin de consolider les acquis des appuis-conseils fournis aux OPB à la fois sur les techniques agricoles mais aussi sur leur structuration. Ces protocoles ont sans doute contribué aux performances observées cette année tant au niveau du résultat 1 que du résultat 3. Malgré les appuis qui découlent de ces protocoles, les STD font toujours face à des difficultés logistiques (vétusté de leurs matériels roulants : véhicules, motos et vélos) et organisationnelles (faible capacité de management, de supervision et de suivi des activités du partenaire local et le niveau d'appropriation est toujours un sujet à caution).

Au moyen de grandes fiches d'activités (en lieu et place de conventions de subside ou de collaboration), PRODAKOR a appuyé (1) AIDN pour fabriquer quelques outils de traction bovine et (2) les divisions provinciales en charge du genre pour mettre en œuvre une partie des plans d'actions "genre" élaborés en 2020. S'agissant d'AIDN, des charrettes, charrues et herses ont été ainsi fabriquées et mises à la disposition de 7 porteurs de projets. Pour les divisions en charge du genre, il était question de mettre en œuvre une partie des plans d'actions élaborés en 2020 et destinés à lever les blocages et contraintes rencontrés par les femmes rurales. Il convient toutefois de relever que les actions les plus significatives se sont limitées aux missions de plaidoyer afin de favoriser l'accès des femmes rurales à la terre. La réactivité de ces services s'est avérée très lente pour concevoir puis mettre en œuvre plus d'activités figurant dans ces plans d'action.

Par ailleurs, PRODAKOR a été bénéficiaire des services de plusieurs accords/contrats engagés de façon centralisée par la représentation RDC. Parmi ceux-ci, on peut mentionner :

- Celui avec le consortium développement local dont la mobilisation a nécessité le déploiement de beaucoup d'énergie. La première mission d'appui ne semblait pas être à la hauteur des attentes. La deuxième a été mieux appréciée par les staffs.
- Celui Infrastructure avec SHER qui devait conduire l'analyse fonctionnelle du site pré-identifié pour accueillir le centre logistique de Ngandajika. En plus du retard observé, l'appui n'a pas été à la hauteur.
- Celui avec MDF pour la formation en suivi-évaluation. Cette formation a été bien appréciée par les participants de PRODAKOR mais une partie du livrable attendu (la révision du système de suivi -évaluation) n'était pas effectivement satisfaite.
- Celui pour la formation en Kobo Collect.

3.1.2.2 Modalités opérationnelles

Les modalités opérationnelles actuelles restent pertinentes pour la mise en œuvre du projet. En cette année 2021, les réunions du comité de pilotage (SMCL) ont été tenues à trois reprises incluant deux sessions régulières et une extraordinaire consacrée à un léger réajustement budgétaire. De façon globale, ces réunions permettent de s'accorder sur les orientations pertinentes du projet. C'est le cas notamment lorsque l'équipe du projet avait sollicité une révision budgétaire pour (1) recruter un Expert en Développement local, (2) prendre en charge la construction d'embarcadères pour 4 bacs et (3) acheter 3 véhicules avec des ressources anciennement dédiées au volet énergie et au centre logistique.

En marge des réunions régulières de la SMCL, 2 séries de visites de terrain avec les autorités provinciales ont été organisées. Ces visites avaient pour but d'une part de les mettre au courant dans les moindres détails des réalisations de terrain mais aussi de les engager dans l'appui aux actions du projet. En plus des ministres provinciaux en charge de l'agriculture, il a été noté la présence de leurs collègues en charge du plan et du genre ainsi qu'un représentant du gouverneur de chaque province (tous membres aussi de la SMCL). Par ailleurs, ces visites étaient bouclées par

des séances de restitution impliquant des représentants des deux assemblées provinciales ainsi que des organisations de la société civile locale.

L'accompagnement des partenaires sur terrain a été amélioré par la systématisation de réunions régulières de suivi. C'est le cas notamment avec l'INERA dans le cadre de la CSUB mais aussi des IPA et IPDR dans le cadre de protocole de collaboration.

Par ailleurs, la coordination Provinciale Enabel a initié des rencontres régulières avec les organisations internationales présentes dans la zone afin de mieux connaître et harmoniser les interventions respectives tout en créant des synergies.

3.2 Performance de l'outcome



PRODAKOR vise de façon ultime la réduction du déficit alimentaire et de la pauvreté des populations rurales du Kasai Oriental et de Lomami. Pour y arriver, il doit favoriser une croissance des revenus des agriculteurs ; une croissance qui doit découler directement (Pour le Kasai et la Lomami) de l'augmentation de leurs productions et/ou de leurs rendements. Ces revenus sont aussi dépendants des activités post récolte qui peuvent apporter de la valeur ajoutée ainsi que de la gouvernance du secteur. L'agriculture familiale reste le mode de production dominant dans la zone d'intervention de PRODAKOR. Sa productivité est encore améliorable pour lui permettre de davantage de contribuer au développement de la zone. C'est en quoi PRODAKOR est en train de travailler afin de lever les contraintes qui s'opposent à son développement.

3.2.1 Progrès des indicateurs²

Les indicateurs rattachés à l'Outcome ont été mesurés sur la base d'un échantillon de 1432 agriculteurs répartis dans tous les bassins de production appuyés par Enabel.

Pour ce qui est du premier indicateur, les pratiques considérées comme innovations et comptabilisées dans la mesure de l'indicateur sont de plusieurs ordres :

- Utilisation de semences améliorées en particulier certifiées ;
- Association maïs + légumineuses ;
- Utilisation de la jachère améliorante de Mucuna pruriens (une légumineuse) ;
- Utilisation d'autres légumineuses (arachide, niébé, soja, pois carré...) comme engrais verts;
- Respect strict des écartements de semis ;
- Utilisation de biopesticides.
- Introduction de variétés améliorées de palmier à huile
- Introduction de pratiques agroforestières dans le système de production
- Introduction de la pisciculture avec souches de poissons améliorées
- Implication active dans un dispositif de vente groupée des produits agricoles.

En ce qui concerne le deuxième indicateur relatif au revenu, l'enquête a essayé de le déterminer par spéculation agricole pour les 5 principales spéculations que sont le maïs, le niébé, l'arachide, le manioc et l'huile de palme. Les autres spéculations y compris celles animales sont regroupées dans la rubrique dénommée AUTRE.

-

Le tableau ci-dessous résume les réalisations de 2021 mesurées à travers les deux indicateurs de l'Outcome tout en rappelant celles de 2019 et 2020 ainsi que les cibles de 2021 et finales (fin de projet).

Tableau 1: Indicateurs de l'Outcome

Outcome : Les revenus des exploitations familiales provenant de leurs activités agricoles sont augmentés de façon durable dans les provinces du Kasai oriental et de Lomami, dans un processus respectueux de l'environnement en inscrivant les interventions dans les dynamiques du marché et en tenant compte des contraintes et des besoins différenciés des femmes et des hommes.					
<i>Indicateurs/marqueurs de progrès</i>	<i>Valeur de base 2019</i>	<i>Valeur année 2020</i>	<i>Valeur année 2021</i>	<i>Cible année 2021</i>	<i>Cible finale année 2022</i>
Niveau d'adoption des innovations durables par les ménages dans leurs exploitations familiales.	0	74 %	76 %	70%	75%
Revenu brut moyen des agriculteurs issu des activités agricoles / saison agricole	< 50 USD	168 USD	220,62 USD	200 USD	250 USD

Le tableau montre que les cibles de cette année 2021 aussi bien en termes d'adoption des innovations et qu'en termes de revenus des activités issues de l'agriculture ont largement été dépassées.

3.2.2 Analyse des progrès réalisés

3.2.2.1 Indicateur 0.1 : Niveau d'adoption des innovations durables par les ménages dans leurs exploitations familiales.

L'adoption des innovations a connu en 2021 une nouvelle hausse avec un pourcentage d'agriculteurs de 76% qui ont adopté l'une ou l'autre des innovations considérées par PRODAKOR. Le paquet d'innovation comprend les techniques agro-écologiques utilisables dans les parcelles vivrières mais aussi d'autres innovations telles que la pratique de l'agroforesterie, celle de la culture de palmiers avec des variétés améliorées, la pisciculture avec des souches améliorées de poissons, ou une implication active dans les opérations de vente groupées. Comme en 2020, on constate toujours une adoption plus consistante au niveau des hommes. Par exemple en saison A où le taux moyen d'adoption était de 81%, on a enregistré un taux de 83% chez les hommes contre 77% chez les femmes.

Ainsi, le taux d'adoption continue de suivre la tendance haussière de 2020 après ses replis de 2018 et 2019 comme le montre le graphique ci-dessous. Les efforts d'appui-conseil, avec une mobilisation de plus d'agents des IPA en 2020 puis en 2021 en sont la cause. Le fléchissement du niveau d'adoption à partir de l'année 2018 et qui s'accroît en 2019 est consécutif aux mesures du plafonnement budgétaire intervenu en 2018 et qui n'a pas permis d'avoir des nouvelles conventions de subside avec les IPAPEL et IPDR pour l'accompagnement des agriculteurs. La mise en pratique des techniques agroécologiques n'était pas encore non plus ancrée dans les habitudes des agriculteurs, l'accompagnement était rendu nécessaire jusqu'à leur appropriation.

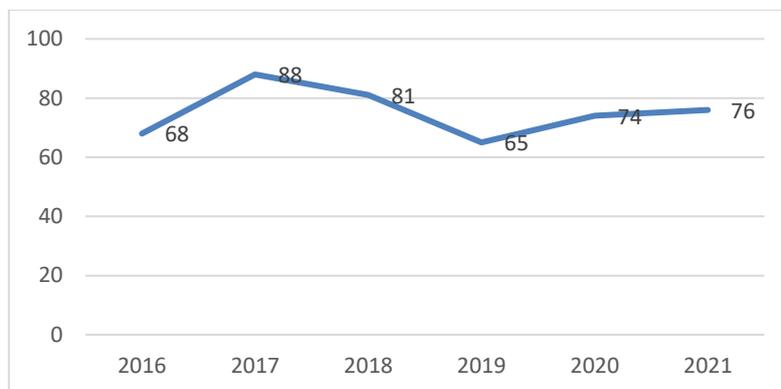


Figure 2 : Taux d'adoption des innovations en fonction des années

L'adoption des innovations n'est pas limitée uniquement aux ménages accompagnés dans les bassins de production d'intervention de PRODAKOR. Elle concerne aussi les ménages non accompagnés. Cette adoption a aussi augmenté substantiellement cette année 2021 comme le montre le graphique ci-dessous. L'amplification des émissions radio sur des thématiques liées aux innovations promues par PRODAKOR pourrait jouer un rôle important dans cette forte hausse. A cela s'ajouterait l'influence qu'exercent les agriculteurs accompagnés particulièrement les agriculteurs et planteurs de référence sur leurs collègues non accompagnés.

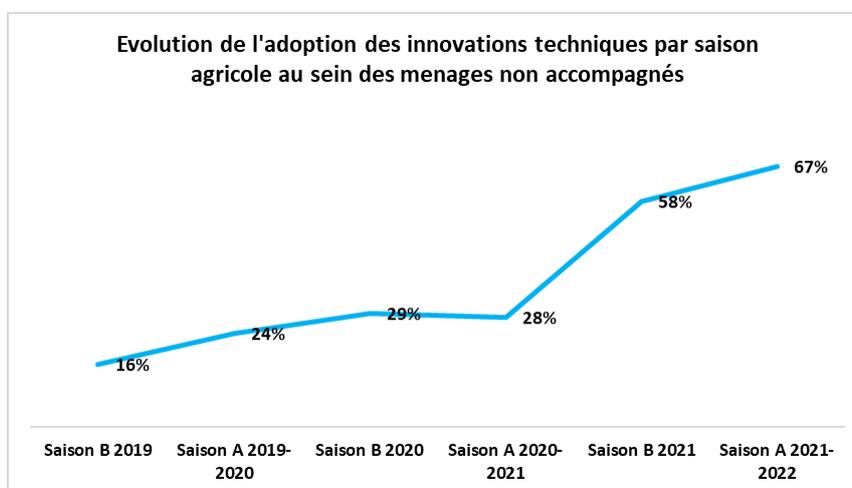


Figure 3: Evolution de l'adoption des innovations au sein des ménages non accompagnés

L'impact des émissions radiophoniques sur l'adoption des itinéraires techniques et de manière plus générale va être évalué au début de 2022 pour confirmer la pertinence de cette option pour la promotion des innovations.

3.2.2.2 Indicateur 02 : Revenu brut moyen des agriculteurs issu des activités agricoles

Dans la même tendance des années antérieures, cet indicateur a progressé à un rythme significatif cette année 2021. La moyenne de revenu de la saison B2021 et A2021/2022 s'élève à 220,62 USD. Cela constitue un dépassement de 20,62 dollars par rapport à la cible de 2021. Le revenu agricole est allé même frôler la cible finale en atteignant la valeur de 245 USD pour la saison A (qui est la plus grande saison agricole) contre 196 en saison B.

Par ailleurs, cette même enquête montre aussi que le revenu issu de l'agriculture au Kasai et Lomami est généré principalement à 95% par 5 spéculations que sont le maïs, le niébé, l'huile de palme, le manioc puis l'arachide comme le montre le tableau ci-dessous. Le maïs reste toujours la plus grande contributrice au revenu (40% en 2021). Comme on s'y attendait la contribution de

l'huile de palme dans la structure du revenu s'est encore accrue. Cette tendance à la hausse de la contribution de l'huile de palme devrait augmenter les années à venir comme conséquence de la dynamique montante de la production dans les palmeraies améliorées.

Tableau 2: Structure du revenu agricole

Revenu brut moyen des agriculteurs issu des activités agricoles 2021			
Spéculation	Revenu en FC	Revenu en USD	% de chaque spéculation au revenu total du ménage
Mais	174791,5	87,40	40%
Niébé	64084,5	32,04	15%
Arachide	80123,5	40,06	18%
Manioc	29000	14,50	7%
Huile de Palme	70250	35,13	16%
Autres	23000	11,50	5%
TOTAL	174791,5	220,62	100%

La hausse significative de cet indicateur peut s'expliquer par le concours de plusieurs facteurs parmi lesquels on peut citer sans être exhaustif :

- Un bon accès aux semences de qualité par la plupart des agriculteurs appuyés dans les saisons B et A 2021.
- Une pluviométrie satisfaisante dans la plupart des bassins de production.
- Un dispositif d'appui-conseil dense voire renforcé en 2021 permettant des conseils de proximité et un niveau de rendement acceptable.
- La dynamique de croissance de la production des palmiers à huile variété PalmElit surtout ceux de 2015, 2016 et 2017 dont la production est dans une phase de croissance. Pour les bénéficiaires de ces palmeraies, l'augmentation de la contribution du palmier à huile qui est passé de 11% à 16% entre 2020 et 2021 est réelle.
- Des ventes groupées plus importantes en 2021 notamment pour les produits principaux que sont le maïs et l'huile de palme.
- Un volume de produits agricoles transformés avec par exemple une augmentation des quantités de maïs transformées en farine dans les Unions de plus de 25% ainsi que de la valeur ajoutée aux mains des agriculteurs. La mise en service des égreneuses acquises en début 2021 a beaucoup facilité l'égrenage à bonne date et le maintien de la qualité du maïs et sa commercialisation au moment approprié et de façon groupée. Les malaxeurs motorisés de palmiers à huile ont contribué à générer plus d'huile (taux d'extraction amélioré d'une moyenne 24%) et aussi de meilleure qualité (moins d'acidité).
- Un usage plus important des unités de stockage permettant de conserver la qualité et la valeur de certains produits agricoles.
- Par ailleurs, il y a lieu de noter que (1) l'amélioration du leadership des femmes qui peuvent bénéficier d'un cadre plus propice à leur épanouissement (favorisé par les espaces

d'échanges, l'alphabétisation ou la disposition des autorités administratives et coutumières à faciliter leur accès à la terre agricole) mais aussi (2) l'amélioration de la gouvernance du secteur avec notamment des OPB avec plus d'autonomies et d'initiatives dans leurs activités quotidiennes ont dû favoriser cette augmentation des revenus issus des activités agricoles.

3.3 Performance de l'output



L'output 1 qui est centré autour des « maillons amont » des chaînes de valeur comporte 5 sous-résultats touchant quatre principales filières que sont (1) la filière semences vivrières, (2) la filière cultures vivrières, (3) la filière palmier à huile et (4) la filière piscicole.

En marge de ces quatre filières recevant un appui substantiel, le projet a initié quelques actions ponctuelles visant à relancer la traction bovine mais aussi le développement d'un maraîchage moderne porté par l'ITAV de Ngandajika.

L'agroforesterie et le reboisement commencent à être amplifiés comme action devant soutenir le développement de la filière vivrière depuis l'arrivée en fin 2020 d'experts spécialisés dans ce domaine.

3.3.1 Progrès des indicateurs

Le tableau suivant résume les progrès qui ont été observés en 2021 dans l'output 1 en comparaison avec réalisations de 2019 et 2020 ainsi qu'aux cibles de 2021 et de 2022.

Tableau 3: Indicateurs de l'Output 1

Output 1 : Les services d'innovation technique, d'expérimentation paysanne et d'appui-conseil destinés aux exploitations agricoles familiales sont améliorés.					
Indicateurs/marqueurs de progrès	Valeur de base 2019	Valeur année 2020	Valeur année 2021	Cible année 2021	Cible finale
1.Pourcentage d'agriculteurs qui ont accès physique aux semences de qualité.	46%	74%	73%	65%	65%
2.Pourcentage d'agriculteurs qui utilisent des techniques agroécologiques dans leurs champs des cultures vivrières	46%	70%	61%	63%	65%
3.Pourcentage des agriculteurs qui disposent d'au moins 50 ares de plantation améliorée de palmier à huile avec respect des itinéraires techniques	58%	60%	61%	65%	70%
4.Pourcentage d'agriculteurs qui attestent avoir bénéficié d'un appui conseil des techniciens agricoles (privés ou agents de l'Etat)	91%	98%	98%	92%	95%
5. Nombre d'alevins produits par le CAP-Tshioji.	ND	ND	37490	30.000	45.000

6 Nombre des ménages dont leurs activités piscicoles ont été relancées par l'appui du Programme dans les territoires de Ngandajika de Tshilenge et de Luilu	ND	ND	33	54	200
7. Rendement des étangs piscicoles des ménages appuyés par le programme	ND	ND	ND	600	600

Une première lecture du tableau montre que pour 3 indicateurs, les cibles de 2021 ont été dépassées tandis que pour 3 autres, celles-ci n'ont pas été atteintes. Pour ces dernières (les cibles non atteintes), il y a lieu de noter que les réalisations sont très proches des prévisions.

3.3.2 État d'avancement des principales activités

Tableau 4: Etat d'avancement des activités de l'Output 1

État d'avancement des principales activités ³	État d'avancement Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées	En sérieux retard
Sous-Résultat 1.1 Le secteur semencier est renforcé et assure une meilleure accessibilité des produits à l'utilisateur final				
1.1.1. Production de semences de prébase selon des plans de production et gestion transparente au niveau de l'INERA et/ou au niveau d'agri-multiplicateurs professionnalisés		x		
1.1.2 Production de semences certifiées au départ de semences de base par des associations de producteurs et agri-multiplicateurs professionnalisés		x		
1.1.3 Production de semences de qualité déclarée (SQD) au départ de semences certifiées par des associations de producteurs et agri-multiplicateurs professionnalisés		x		
1.1.4 Homologation des variétés d'intérêt local voire nationale		x		
1.1.5 Renforcement des capacités entrepreneuriales des agri-multiplicateurs		x		
1.1.6 Appui à l'autonomisation de COPROSEM		x		
Sous-Résultat 1.2 L'innovation et la diversification au sein des exploitations familiales sont appuyées par la recherche et développement (R&D)				
1.2.1 Introduction de techniques innovantes par le biais de la recherche participative		x		
1.2.2. Facilitation à l'accès à des outils, équipements et petits intrants technologiquement appropriés		x		
1.2.3 Aménagement de l'étable fumière au niveau de l'ITAV			x	
1.2.4 Renforcement des capacités en agroforesterie et en reboisement			x	
1.2.5 Mise en place de parcelles agroforestières et de reboisement modèles			x	

3

1.2.6 Mise en place de la parcelle Expérimentale maraîchère au niveau de l'ITAV Ngandajika			X	
Sous-Résultat 1.3 La fonction d'appui conseil aux producteurs est améliorée				
1.3.1 Mettre en place et suivre une stratégie d'appui-conseil		X		
1.3.2. Accompagnement des agronomes des secteurs, les OPB et les prestataires de proximité dans leurs zones de fournitures de service et d'appui-conseil		X		
1.3.3. Etablissement des liens avec les établissements d'enseignement technique de formation professionnelle agricole		X		
Sous-Résultat 1.4. La culture du palmier à huile est consolidée dans le Kasai Oriental et la Lomami				
Réalisation d'une évaluation scientifique des actions « palmiers » réalisées pendant la première phase		X		
Appui au renforcement du développement des vergers familiaux de palmiers à huile.		X		
Accompagnement des organisations de producteurs dans la conduite des vergers familiaux		X		
Sous-Résultat 1.5. Appui au développement des activités aquacoles				
1.5.1. Réhabilitation des infrastructures piscicoles du Centre d'Alevinage Principal (CAP) de Tshioji nécessaires au (re)développement des activités piscicoles et à l'enseignement théorique et pratiques de la pisciculture au sein de l'ITAV Ngandajika		X		
1.5.2. Identification des pisciculteurs encore actifs dans les Territoires de Ngandajika et de Tshilenge et analyse de la filière pisciculture et pêche dans ces territoires.		X		
1.5.3. Appui aux pisciculteurs actifs pour redynamiser la filière piscicole et organisations de formation sur les techniques d'aménagement des étangs, de mise en charge et de conduite de la pisciculture			X	
1.5.4. Actions test de repeuplement des étangs naturels				X

Comme mentionné dans le tableau ci-dessus, la plupart des activités rattachées à cet output sont dans les délais. Cependant, il est à noter que certaines activités ont connu du retard dans leur exécution parmi lesquelles :

- La mise en place des parcelles agroforestières et de reboisement modèles. Le retard de cette activité peut être expliqué par plusieurs facteurs parmi lesquels (1) le départ prématuré de l'expert Sylviculture et reboisement (qui a démissionné quelques temps après son arrivée), (2) la difficulté de trouver des semences forestières. Par ailleurs, il n'a pas été facile de (3) s'accorder vite avec les services techniques provinciaux en charge de l'environnement sur les modalités de leur collaboration dans l'activité d'agroforesterie et de reboisement.
- La mise en place de la parcelle expérimentale maraîchère au niveau de l'ITAV de Ngandajika. La confection du dossier de ce marché a pris beaucoup de temps. En effet, il a nécessité le concours du chef de PROGEAU qui n'était pas toujours disponible. Cependant, les travaux de marché ont commencé en fin 2021.
- L'aménagement de l'étable fumièrre de l'ITAV. La raison de ce retard vient d'une différence de points de vue dans la conception ; différence qui a obligé de revoir celle-ci après que le marché ait été attribué une première fois. Malgré ce retard, l'exécution de ce marché a démarré en fin 2021.

- L'appui aux pisciculteurs actifs a aussi connu un petit retard dû à la non-disponibilité en quantité suffisante d'alevins au niveau de CAP Tshioji. Cette situation devrait être dépassée avec les actions imminentes favorisant la reproduction des poissons.
- Dans le même registre, les actions tests de repeuplement des étangs naturels ont connu un très grand retard. Elles devaient être lancées à la suite de l'étude ethnosociologique des étangs ; une étude qui n'a pas encore livré son rapport. Le draft reçu a été retourné au consultant qui n'a pas encore pu faire le retour exigé. Il est possible que ces actions ne soient pas réalisées.

3.3.3 Analyse des progrès réalisés

Sous-Résultat 1.1: Le secteur semencier est renforcé et assure une meilleure accessibilité des produits à l'utilisateur final

Comme montré dans le tableau des indicateurs, l'accès aux semences de qualité pendant cette année 2021 est très satisfaisant avec un taux de 73% sur les 60% ciblés en fin de projet. Ce résultat appréciable est le fruit d'un appui bien ciblé sur quatre acteurs principaux que sont l'INERA (CSUB), les Agri-multiplicateurs et le COPROSEM et le SENASEM.

En ce qui concerne l'INERA, son appui lui a permis d'augmenter sensiblement sa production en 2021 par rapport à la situation d'avant-appui (2019) comme le montre le graphique ci-dessous :

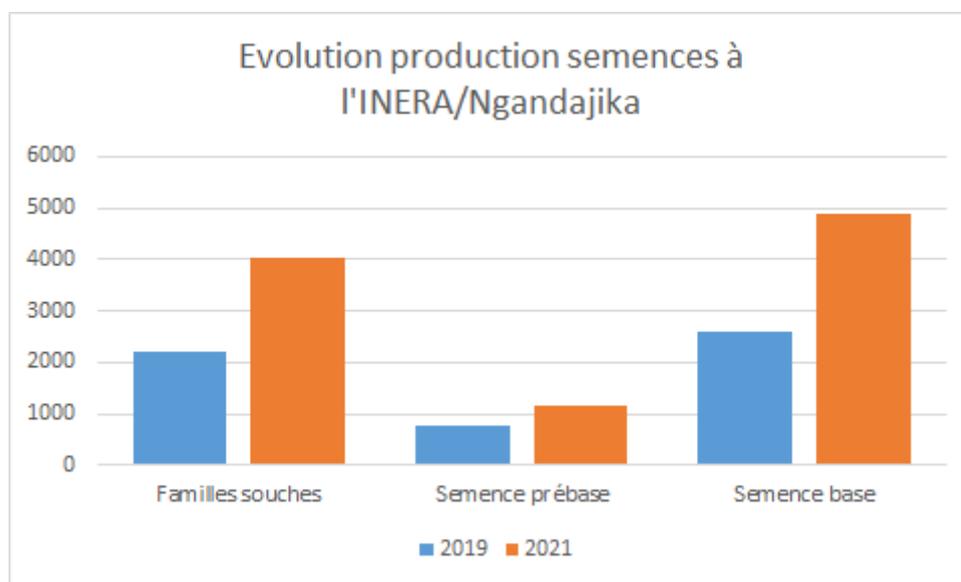


Figure 4: Evolution production semences de l'INERA / Ngandajika

Aussi, les capacités d'INERA ont été significativement accrues en matière de production et de conservation de semences avec un dispositif fonctionnel de leur conservation à froid.



Image 1 : Conservation des semences souches à froid

Par ailleurs, l'appui de l'INERA lui a permis d'entamer le processus d'homologation de 14 nouvelles variétés améliorées (soja, maïs, arachides, niébé et manioc) d'intérêt local (résistance au changement climatique). Cette homologation devrait aboutir au cours du premier semestre de 2022.



Image 2 : Séance INERA-SENASEM : Caractérisation d'une variété de manioc pour l'homologation

En ce qui concerne les agri-multiplicateurs, le processus d'appui entamé en 2020 d'un groupe de 25 d'entre eux a continué en 2021. Après avoir reçu 1320 kg des semences de Base de 5 variétés déjà homologuées, ces agri-multiplicateurs ont été, au cours de l'année 2021, formés en marketing des semences, dotés en sacs PICS et appuyés en frais d'inspection des champs semenciers et analyse des lots des semences. En plus de ces 25 agri-multiplicateurs accompagnés, 3 autres dont 1 de Lupatapata et 2 de Tshilenge se sont ajoutés au groupe grâce à leurs performances. Ils ont été pris en charge partiellement à l'étape des frais pour les analyses des lots des semences. Ces 28 agri-multiplicateurs ont produit en saison A2020/2021 et B2021, 51,8 t/ 57,8 t des semences certifiées qui ont été presque entièrement achetées par les producteurs mais aussi par CRS et FAO redistribuées à des producteurs vulnérables dans le cadre de leur action humanitaire. Cela a sans doute contribué au taux satisfaisant d'accès à des semences améliorées.

En saison A2021, ces agri-multiplicateurs ont acquis à prix subventionné à 50% la semence livrée par l'INERA comme contrepartie de sa CdS et qui était destinée aux acteurs de développement local de Ngandajika.

En ce qui concerne le COPROSEM, l'appui a concerné l'organisation de 3 réunions au cours de l'année 2021. Ces réunions ont permis : (i) de valider les « Mécanismes de fonctionnement autonome et durable du COPROSEM » et (ii) de faire le bilan des réalisations du sous-secteur semencier pour la campagne 2020/2021.

Malgré son niveau satisfaisant, l'accès aux semences aurait pu être davantage amélioré si (1) le COPROSEM avait plus d'autonomie afin de mieux prévoir les différentes demandes de semences

(base au niveau des agri-multiplicateurs et certifiée au niveau des producteurs), (2) les agri-multiplicateurs étaient plus entrepreneurs en ayant une approche marketing plus agressive tout en maîtrisant aussi leurs coûts (réalisation du compte d'exploitation) et (3) s'il existait une bonne coordination entre agri-multiplicateurs. De plus, une plus grande spécialisation permettrait de faire des économies d'échelle qui seront bénéfiques à la filière. Par ailleurs, l'harmonisation de la tarification des opérations de contrôle et certification ainsi que l'ouverture à la SQD qui ne semble pas être vue d'un bon œil du côté SENASEM seraient aussi très bénéfiques à la filière.

Sous-Résultat 1.2 : L'innovation et la diversification au sein des exploitations familiales sont appuyées par la Recherche & Développement

En plus des ITK classiques expérimentés dans les OPB, un renforcement de capacités portant sur les principes agroécologiques, l'agroforesterie ainsi que la mise en défens/pare-feu de zones de régénération naturelle et de d'exploitation agricole a été effectué pour 36 agents du service étatique (agriculture, environnement, SNV et INERA Ngandajika), de 20 bénéficiaires agroforestiers ainsi que de 22 personnes de l'ITP Mazzarello en synergie avec EDUKOR. Ce renforcement de capacités s'est fait en deux vagues, la première vague a concerné des acteurs dits "dynamiques" à l'extérieur de la zone d'intervention leur permettant ainsi une immersion dans un environnement différent tout en étant similaire de la zone d'intervention (sol majoritairement sableux, cas du Kasai-Oriental); ainsi 16 acteurs (services étatiques, bénéficiaires agroforestiers et ITP Mazzarello) ont vu leurs capacités renforcées dans les domaines précédemment cités et un plan d'aménagement du site de l'ITP Mazzarello (5 hectares) a été élaboré. La seconde vague s'est faite via des restitutions. En effet, les 16 acteurs ont pu restituer, sous forme de renforcement de capacités accéléré, à leurs paires/collègues/homologues, permettant ainsi un renforcement de capacités de 62 personnes fait par les acteurs dynamiques. L'agroforesterie et le reboisement ont, quant à eux, nécessité un état des lieux des Exploitations Agricoles Familiales (EAF) ainsi que celui des sites reboisés par le PRODEKOR afin de proposer des modèles agroforestiers qui reflètent les besoins de la communauté. Suite à cet état des lieux, 20 agriculteurs/trices de références ont été identifiés par les services étatiques pour la mise en place de 3 modèles agroforestiers à savoir la culture en couloir (CEC), la culture intercalaire (CI) et l'embocagement (à l'intérieur duquel le CEC et/ou le CI peut être mis en place). Un modèle sylvo-bananier sera mis en place au niveau de la station de recherche de l'INERA Ngandajika. Au total, les modèles agroforestiers qui seront mis en place s'étendront sur 72 hectares. Des pépiniéristes (12) pour l'agroforesterie, qui feront de la pépinière une AGR, ont été identifiés pour les pépinières agroforestières. Afin de s'assurer à 80% de l'entretien des plantules qui seront mis au niveau de chaque bénéficiaire, l'approche d'achat a été adoptée avec les bénéficiaires. Ils sont disposés à payer la plantule à 150 FC (transport inclus) payé en plusieurs fois auprès des pépiniéristes.

Pour le reboisement, les 6 territoires de PRODAKOR seront concernés ainsi que le territoire de Kabinda dans lequel le reboisement fait par le PRODEKA a donné de bons résultats dus à l'investissement notable de la communauté. Au total 49 hectares (prévision actuelle) seront reboisés en début 2022, en raison de 7 hectares par territoire. Ce nombre évoluera lors de la transplantation des plans actuellement en pépinière. Un total de 14 pépiniéristes (6 au Kasai et 8 dans la Lomami), suivis par le service de l'environnement de chaque province d'intervention, s'occupent des pépinières. L'approche communautaire a été adoptée pour le reboisement, ce qui a déjà donné lieu à des sessions de sensibilisation dans les villages où les sites à reboiser ont été identifiés permettant ainsi, en collaboration avec les agents de l'environnement, d'identifier les pépiniéristes pour le reboisement communautaire. Celui-ci consiste à octroyer un demi hectare du site à reboiser à un membre de la communauté pour y cultiver une spéculature vivrière et, chemin faisant, assurer l'entretien du site.

Quant à Concernant la traction animale, elle se met en œuvre depuis le mois d'avril, en synergie avec EDUKOR, dans le territoire de Ngandajika en collaboration avec AIDN ainsi que l'ITAV de

Tshioji. L'atelier d'AIDN a été doté en matières premières pour fabriquer 8 charrues, 8 herseuses, 8 sarceuses/buteuses, 8 charrettes et 16 jougs. Ces équipements de traction bovine ont été cédés aux acteurs du PDA qui les ont rétrocédés à 7 porteurs de projet préalablement formés en entrepreneuriat et en culture attelée/traction bovine (théorique et pratique) sur base d'un mécanisme de location-vente (40% du montant total du matériels pour le sortant de l'ITAV et 50% pour les agriculteurs de référence). Un draft de manuel de formation élaboré en collaboration avec AIDN et ITAV-a servi à cette formation. Finalisé, le manuel servira à former d'autres agricultures et/ou sortants de l'ITAV intéressés par la culture attelée/traction bovine en 2022.

Concernant la conduite du périmètre expérimental maraîcher à l'ITAV, il est présentement en cours d'aménagement. En 2022, le programme travaillera avec les responsables d'ITAV pour déterminer les modalités de son lancement.

Sous-Résultat 1.3 : La fonction d'appui conseil aux producteurs est améliorée

Concernant l'appui-conseil, le taux d'accès est aussi satisfaisant (95%). Il s'explique essentiellement par la grande mobilisation respectivement de 181 agents IPA en Saison B2021 et 219 en Saison A2021 ainsi que le renforcement direct des capacités d'au moins 47 parmi eux et indirectement 219. L'encadrement a touché 17 594 agriculteurs à travers 1143 OPB et 449 agriculteurs & planteurs de référence qui ont mis en place 7 ITK (Maïs + Mucuna ; Maïs + Niébé ; Maïs après jachère Mucuna ; Maïs + Arachide ; Maïs + Soja ; Maïs + Vigna Radiata ; Maïs + Vigna Angularis) à travers 612 parcelles expérimentales, 23 champs communautaires et 139 champs individuels en saison B2021 contre 693 parcelles expérimentales, 188 champs communautaires et 258 champs individuels en saison A2021. Avec l'utilisation des ITK vulgarisés, le rendement moyen du maïs a été de 917 kg/ha en Saison B2021. Pour une vulgarisation à plus large échelle des bonnes pratiques, des émissions radiodiffusées sur des thèmes tels que la semence de qualité, la lutte contre les feux de brousses, etc. ont été organisées en supplément aux appuis-conseils délivrés par les agents des IPA à travers deux radios communautaires de Ngandajika (Radios DITUNGA et LUSEMA).

Sous-Résultat 1.4 : La culture du palmier à huile est consolidée dans le Kasai Oriental et la Lomami

Il est noté une légère hausse de l'accès à la culture de palmier à huile avec variété améliorée comme l'atteste l'indicateur associé au sous-résultat 4 qui est passé de 60% à 61% entre 2020 et 2021. Cette hausse s'explique par l'installation en cours des plantules issus des semences prégermées reçues en 2020. Ainsi, le cumul de superficies de la variété améliorée PalmElit s'élèvera à près de 2 727 ha à travers la zone d'intervention d'ici la fin du premier trimestre 2022. A cela, s'ajoutent les semences de 2021 qui permettront d'emblaver près de 580 ha vers la fin de 2022.

Ainsi, si les emblavures des lots de 2021 et 2020 finissaient en 2022, la cible finale de PRODAKOR en matière d'accès à la culture de palmier à huile avec variété améliorée devrait être atteinte sans difficulté.



Image 3: Visite d'une pépinière de palmier variété PalmElit à Luamuella avec autorités provinciales

L'option consistant à renforcer les vergers à base de palmier amélioré dans les exploitations familiales du Kasai a été jugée très pertinente si on se réfère aux conclusions de l'évaluation menée par CIRAD et à laquelle a participé l'INERA. Celle-ci (évaluation) confirme les nombreux avantages de ces palmiers améliorés parmi lesquels la couverture des espaces savanicoles ainsi que ses retombées sur la protection des sols fragiles de la zone mais aussi et surtout sa plus-value économique. En effet, malgré un déficit hydrique qui pourrait être observé dans la zone, un revenu potentiel de près de 1200 USD par hectare et par an pourrait être généré par ces vergers à base de palmier amélioré.



Image 4: Visite d'une palmeraie à Kakangayi (Miabi) Evaluation Expérience PRODAKOR

Parmi les autres observations de l'évaluation, on peut noter entre autres (1) la tolérance au déficit hydrique de la variété PalmElit et (2) la relative bonne gestion des palmeraies qui permet une bonne production suite notamment à l'utilisation de bonnes pratiques culturales. Toutefois, pour améliorer davantage la production, il est recommandé une approche rationnelle incluant une association avec légumineuse de couverture, la valorisation des déchets végétaux (rafles, feuilles de palme, résidus des récoltes) pour l'amélioration de la matière organique du sol et le maintien de l'humidité, la lutte adaptée ou intégrée contre les nuisibles observés et l'organisation des

formations et accompagnements techniques des activités pépinières et de la mise en culture pour les prochaines emblavures.

Afin d'amplifier les retombées positives de l'expérience palmier à huile au-delà de la fin du projet, une Stratégie Exit de l'Action Palmier à Huile (SEAPH) a été élaborée. Son objectif est de faire émerger de véritables pépiniéristes capables de suppléer l'absence d'Enabel en portant l'approvisionnement en semences prégermées au-delà du projet. Dans ce cadre, 36 pépiniéristes ont été sélectionnés. Leurs capacités techniques et entrepreneuriales sont en train d'être renforcées. En plus des équipements de travail, PRODAKOR leur a donné 92,500 semences prégermées (~580 ha). Les plantules issues de ces semences seront vendues à prix subventionnés. Les recettes issues de ces ventes leur serviront de fonds de roulement pour commander de nouveaux lots de semences par la suite.

Par ailleurs, la Stratégie Exit Action Palmier à Huile (SEAPH) vise à rompre avec la pratique antérieure du « don sans contribution ou contrepartie » ; une pratique qui a montré ses limites. L'accompagnement des 36 pépiniéristes sélectionnés se poursuivra durant l'année 2022.

Sous-Résultat 1.5 : Appui au développement des activités aquacoles

En termes de nombre d'alevins produits par le CAP Tshioji, sur un objectif de 30000 unités, 37490 essentiellement de *Tilapia nilotica* ont été produits par cette structure. La grande partie de cette production d'alevins, notamment 25650 soit 68,4% a été achetée à prix subventionnés à hauteur de 60% par les ménages piscicoles actifs identifiés par PRODAKOR. 11840 alevins soit 31,6% ont été achetés par les autres ménages piscicoles non directement appuyés par PRODAKOR, supportant totalement le coût des alevins dont le prix unitaire est fixé à 100FC (équivalant à 0,05\$ pour un taux de change USD/FC de 2000). La subvention supportée par PRODAKOR, en réalité, s'inscrit dans la continuité de l'appui donné jusqu'ici par PRODAKOR au CAP. En effet, le manque à gagner (ou la valeur de la subvention) est fourni par PRODAKOR sous forme essentiellement d'aliments poissons qui jusqu'ici sont commandés de Kinshasa en attendant la mise en place très prochaine de l'unité de production mixte d'aliment poisson-volaille retenue comme priorité d'investissement par les acteurs du PDA.

Après les appuis en aménagement des étangs, en petits matériels puis en renforcement de capacités, ces achats d'alevins marquent le départ de la relance des activités piscicoles de 33 ménages, soit 61,1% de la cible du projet. Ces ménages continuent de bénéficier d'un coaching de proximité sur le terrain.

En cette année 2021, puisque ce sont quelques ménages qui viennent de mettre en charge leurs étangs, l'indicateur se rapportant au rendement des étangs des ménages piscicoles appuyés, n'a pas été mesuré. En effet, les ménages piscicoles devaient d'abord remettre leurs étangs dans les normes techniques avant production ; une remise en normes qui a nécessité un peu plus de temps que prévu. De plus, la production d'alevins au CAP-Tshioji pour répondre à la demande des ménages bénéficiaires nécessite beaucoup plus de temps surtout pour le Clarias qui se reproduit très lentement en conditions naturelles. Il est attendu à ce que la production d'alevins puisse augmenter significativement en 2022 avec les actions entreprises en 2021 notamment avec la formation en reproduction assistée (voir photo) mais aussi avec la mise en service de l'écloserie dont le matériel et le local dédié viennent d'être réceptionnés.



Image 5: Injection d'Extrait Hypophysaire : Formation sur la reproduction assistée

3.4 Performance de l'output 2⁴



L'output 2 qui est axé sur les aspects post-récolte porte successivement sur les volets conservation, transformation et commercialisation des produits agricoles. 2021 a permis d'intensifier les activités amorcées en 2020 avec un focus sur 5 Unions d'OPB, 17 OPB niveau 3 et de 46 agriculteurs de référence (dont 11 femmes) et 24 planteurs de référence (dont 4 femmes). Ces activités ont été mises en œuvre avec l'accompagnement par 31 agents des IPDR de la Province de Kasai Oriental et de celle de Lomami.

Les appuis du programme ont consisté en renforcement des capacités des agents des IPDR et des structures paysannes par les formations, les appui-conseils et l'octroi des équipements de transformation de produits agricoles (malaxeurs motorisés d'extraction d'huile de palme et égreneuses motorisées de maïs).

En vue d'évaluer les progrès réalisés dans cet output, 3 indicateurs ci-dessous mentionnés dans le DTF ont été suivis cette année :

- *Pourcentage d'agriculteurs qui utilisent le service de vente groupée des produits agricoles ;*
- *Pourcentage d'agriculteurs qui transforment leurs produits avant la commercialisation.*
- *Pourcentage d'agriculteurs qui entreposent leurs produits dans des structures d'entreposage adaptées.*

3.4.1 Progrès des indicateurs

Tableau 5: Indicateurs de l'Output 2

Output 1 : Les services de conservation, de transformation et de commercialisation des produits des exploitations familiales sont améliorés					
Indicateurs	Valeur de base 2019	Valeur année 2020	Valeur année 2021	Cible année 2021	Cible finale année 2022
1. Pourcentage d'agriculteurs qui utilisent le service de vente groupée des produits agricoles	68	64	70	75	80
2. Pourcentage d'agriculteurs qui transforment leurs produits avant la commercialisation	39	15	68	55	60
3. Pourcentage d'agriculteurs qui entreposent leurs produits dans des structures d'entreposage adaptées	68	53	72	76	80

Les réalisations de 2021 pour les indicateurs 1 et 3 sont légèrement (Successivement 5% et 4%) en deça de la valeur cible, par contre celles pour l'indicateur 2 dépassent la valeur cible.

Il y a lieu de noter cependant que comparées à 2020, les réalisations de 2021 connaissent une progression exponentielle surtout pour les indicateurs 2 (Transformation) et 3 (entreposage). Ces performances sont dues sans doute pour la transformation à l'augmentation du nombre d'extracteurs d'huile de palme et d'égreneuses motorisées de maïs mis à la disposition des paysans ainsi qu'au profit apporté par la vente groupée des produits agricoles auprès des producteurs accompagnés qui ont été obligés d'entreposer davantage la production destinée à la vente groupée.

Ce progrès montre combien les services de conservation, de transformation et de commercialisation mis à la disposition des exploitations familiales de la zone d'intervention du PRODAKOR améliorent progressivement leur position dans les chaînes de valeur agricole; objet fondamental de ce résultat. En effet, avec les facilités de stockage, de transformation et de commercialisation, les producteurs des 4 Unions appuyées ont pu générer une marge brute supplémentaire de 4708 USD (en plus de la valeur du maïs grain) sur le maïs (transformé en farine); de l'argent qui se trouverait sans doute entre les mains d'autres acteurs si les facilités de stockage de transformation et de commercialisation) n'étaient pas effectives.

3.4.2 État d'avancement des principales activités

Tableau n° 6 Etat d'avancement des activités de l'output 2

État d'avancement des <u>principales</u> activités 5	État d'avancement Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées	En sérieux retard
Sous-résultat 2.1 : Les OPA et groupements disposent des équipements de transformation et de stockage				
2.1.1. Faciliter l'accès aux équipements de stockage et de transformation des produits agricoles		X		
2.1.2. Accompagner les propriétaires dans la gestion et la maintenance des investissements		X		
Sous-résultat 2.2 : Améliorer les capacités des OPA et de leurs faitières dans la commercialisation				
2.2.1. Appui aux activités de marketing et de commercialisation des produits agricoles		X		
2.2.2. Accompagnement en entrepreneuriat agricole		X		

Toutes les activités prévues en 2021 ont été réalisées dans les délais prévus (voir tableau ci-dessus). Cela a permis de faire des réalisations consistantes dans l'output 2 comme le montrent les indicateurs.

Toutefois, quelques activités, telles que la fourniture de 5 tricycles motorisés et de 11 égreneuses motorisées de maïs ayant été ajoutées au dernier trimestre de l'année sont à la phase finale et seront bouclées au premier trimestre 2022.

3.4.3 Analyse des progrès réalisés

3.4.3.1. Les OPA et groupements disposent des équipements de transformation et de stockage

En termes de progrès dans la transformation des produits agricoles avant la commercialisation, les réalisations de 2021 sont très satisfaisantes. Avec 68%, elles dépassent même la cible finale du projet qui est 60%.

Il y a lieu de rappeler que l'appui à la transformation s'est concentré sur 5 Unions, 17 OPB du niveau 3 et 46 agriculteurs et 24 planteurs de référence. Ces derniers ont été aussi accompagnés dans le volet de stockage et commercialisation des produits agricoles par 31 agents des IPDR dont 15 de la Province de Kasaï Oriental et 16 de celle de Lomami appuyés par le programme. L'usage des unités de transformation mis à la disposition des exploitations agricoles par les structures bénéficiaires (Union, OPB 3 et privé) montre qu'elles sont adaptées aux conditions des bénéficiaires grâce notamment à une technologie facile à être dupliquée dans les ateliers locaux de Mbuji mayi ou Mwene Ditu moyennement équipés et avec disponibilité de service après-vente (maintenance et réparation) dans les centres ruraux.

1° Transformation du maïs grain en farine de qualité

Tableau 6: Production de farine de maïs

UNIONS	Nbre OPB impliquées	Nbre personnes impliquées	PRODUITS TRANSFORMES						
			Maïs Kg	Farine ordinaire kg (service)	Farine de qualité kg	Rendement %	Valeur maïs USD	Valeur Farine USD	MB
CIPOUD	2	4	2185,6		1850	89	910	1387	477
FUTULUKAY	0	0	0		0	0	0	0	0
PRODDIM	6	31	19140		16270	85	7972	12203	4231
		52	16200	16200					
UADAT	0	0	0		0	0	0	0	0
TOTAL		87	3752		18120		8882	13590	4708
Moyenne de rendement						86			

Pour cette année 2021, 34 320 kg de farine de maïs ont été produits par deux Unions (CIPOUD et PRODDIM) sur les quatre bénéficiaires des équipements de production de farine de maïs de bonne qualité. De ces 34 320kg, la production de la farine de bonne qualité a été de 18 120kg et celle de la farine ordinaire de 16 200kg.

Les 95% de cette farine sont l'oeuvre de l'Union PRODDIM et les 5% de l'Union CIPOUD.

Quant à la qualité technique des équipements, ces derniers donnent encore un rendement d'environ 86% qui est jusqu'à ce jour supérieur à la norme (75%).

Avec 32 470Kg de farine produits par PRODDIM, où le seuil de rentabilité de ces équipements est de 10 152,5Kg de maïs traités par année, cette Union est donc la seule à être capable d'amortir ses équipements de transformation du maïs. Un défi de taille pour les autres Unions est d'arriver vite à atteindre voire à dépasser les seuils de rentabilité. En plus de la dotation prochaine en équipements de transports (tricycles), des échanges avec chacune d'elles afin de mettre en place des stratégies spécifiques pour une grande performance vont se tenir en 2022.

Malgré la non-atteinte des seuils de rentabilités par les autres Unions productrices de farine de maïs avec les équipements donnés par PRODAKOR, la production continue de croître de façon substantielle comme le montre le graphique ci dessous. Ceci représente un motif de satisfaction.

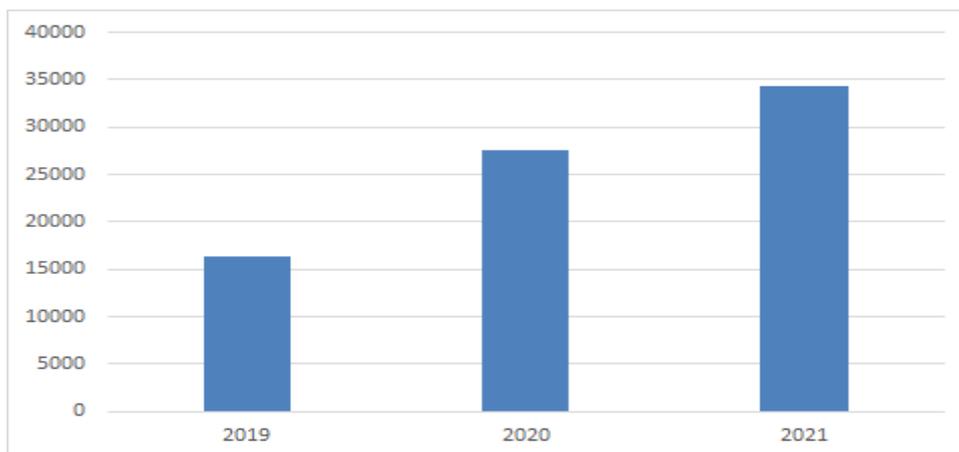


Figure 5: Evolution de la quantité de farine de maïs produite

Cette évolution exponentielle présentée sur ce graphique montre comment les producteurs recourent au fil des années à la production de la farine de maïs de bonne qualité, surtout qu'elle rajoute une plus-value d'environ 50% (année 2021) par rapport à la vente de maïs grain de consommation dont le système de vente groupée a permis une plus-value autour de 34% par rapport à la vente à la récolte en 2021.



Image 6: Farine de maïs de "qualité" conditionnée et prête pour la vente à Kanyenga

L'évolution de la production de la farine de qualité de maïs suit la même tendance que celle du nombre des ménages qui transforment leur maïs grain en farine avant de le commercialiser. Le nombre de ménage qui transforment le maïs en farine de "qualité supérieure" s'est accru de 38% entre 2020 et 2021.

2° Extraction d'huile de palme

Avec l'augmentation des malaxeurs motorisés d'extraction d'huile de palme, leur nombre est passé de 4 en 2019 à 18 en 2021. Ces 18 extracteurs d'huile de palme ont produit au total 29 173,3kg (soit 32 415litres) d'huile de palme sur 138 348kg de noix de palme, soit un rendement de 24%.

Tableau 7: Quantité d'huile de palme produite en 2021

Structures	Nbres OPB impliquées	Nbre personnes impliquées	PRODUITS D'HUILE		
			Noix (kg)	Huile (kg)	Rendement (%)
FUTULUKAY	0	7	6606	1651,5	25%
PRODDIM	0	22	808	202	25%
UADAT	0	25	7200	1800	25%
PFP	0	35	49640	8799	18%
CALIKAK	1	15	16085	3502,5	22%
YAMBA	1	6	4448	1112	25%
REGINE	0	13	2132	533	25%
MANYONGA	1	1	3668	982	27%
THILONBA		15	4624	1156	25%
KATOMBE	0	13	10455	2084	20%
KATOSI	0	24	7140	1272	18%
UADR	2	8	2184	546	25%
SHAUMBA	0	18	2714	678,5	25%
KALANDA	0	1	1024	256	25%
KATALAYI	0	1	571	142,75	25%
BUKASA JDD	0	1	9920	2520	25%
MUKENDI	0	15	1224	306	25%
MBAYA	1	5	7905	1630	21%
TOTAL	6	225	138348	29173,3	24%

225 paysans ont eu recours aux services de ces extracteurs motorisés dont la plupart ont été mis en service vers mi-2021.



Image 7: Malaxeur motorisé



Image 8: Presse motorisée

Bien que les quantités de fruits traitées soient intéressantes surtout pour les malaxeurs de 2021, la plupart des extracteurs n'ont pas atteint leur seuil de rentabilité qui s'élève à 89 760kg de noix de palme par an (malaxeur motorisé) et de 150 930Kg (presse motorisée). Pour la plupart de ces extracteurs, cette non-atteinte du seuil est due d'une part au fait que les plantations de la variété Tenera PalmElit, auxquelles ces équipements sont destinés en priorité, sont au début de leur production (cinquième année d'installation) alors que leur production maximale commence à la huitième année; et, d'autre part, par la faible mobilisation des noix de palme d'autres planteurs qui sont au-delà de 2km du site de l'implantation de l'équipement. L'appui en tricycles motorisés avec remorque devrait contribuer à améliorer les quantités traitées ainsi que la performance de ces extracteurs.

Ces extracteurs motorisés contribuent aussi à l'amélioration de la qualité des huiles. En effet, le taux d'acide gras libre des huiles produites par ces extracteurs motorisés varient entre 0,46% et 1,14% (donc dans la norme). Un échantillon d'huile collectée dans la zone; une huile produite par des malaxeurs manuels artisanaux a donné des taux d'acidité variant entre 2,2% à 3%.



Image 9: Huile de palme en clarification

Outre la plus-value sur la quantité d'huile extraite ainsi que dans le gain de temps, les extracteurs motorisés allègent considérablement le travail d'extraction traditionnellement supporté par les femmes tout en améliorant la qualité des huiles (acidité plus faible). Par contre, le malaxeur motorisé présente quelques faiblesses parmi lesquelles:

- Recours excessif à une grande quantité d'eau dans une zone moins servie en points d'eau,
- Longue durée de cuisson de noix \pm 2 heures pour 180kg noix,
- Manque de matériels appropriés pour la clarification et la décantation d'huile de palme,
- Faible capacité d'utilisation de sous-produits.

Ces faiblesses méritent de faire l'objet des améliorations dans le futur.

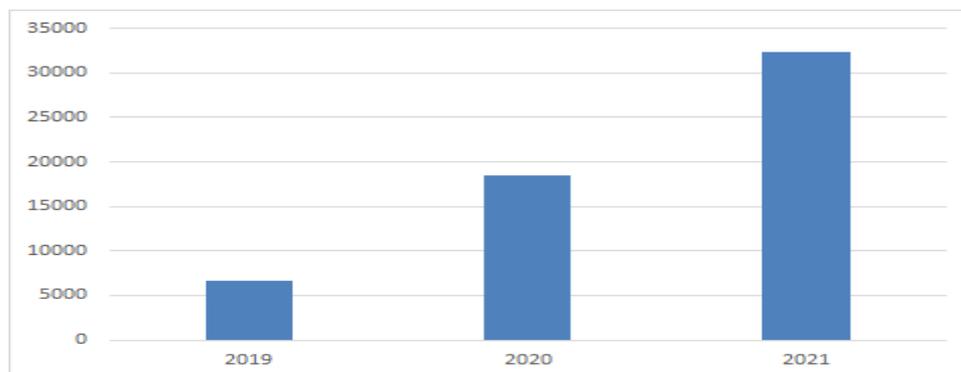


Figure 6: Evolution de la production d'huile de palme par les extracteurs améliorés 2019-2021

Comme montre le graphique ci-haut, les services d'extraction d'huile de palme mis à la disposition des exploitants familiaux augmentent progressivement au fil des années. La production (29173kg soit 32 415 litres) de 2021 est ±le double de celle de 2020 (18 466 litres) et 5 fois de celle de 2019 (6 708 litres).

Par ailleurs, en ce qui concerne le nombre d'utilisateurs des équipements d'extraction d'huile de palme mis à la disposition des paysans, le graphique ci-dessus montre qu'il y a eu hausse en 2021 (225 ménages) de 45% par rapport en 2019 (155 ménages) et de 25% (179 ménages) par rapport au 2020. Malgré cette hausse du nombre d'utilisateurs, des efforts devront être faits pour en augmenter le nombre; ce qui contribuerait à atteindre voire à dépasser le seuil de rentabilité, une étape fondamentale pour le renouvellement de ces équipements. Comme pour la farine de maïs, les tricycles qui seront mis à la disposition de quelques Unions faciliteront le rassemblement des productions et contribueront à augmenter les utilisateurs.

3° Egrenage de maïs

A coté des extracteurs motorisés d'huile de palme, les égreneuses motorisées de maïs constituent les équipements les plus sollicités par les producteurs. Elles permettent de réduire sensiblement le temps d'égrenage ainsi que sa pénibilité surtout pour les femmes et les enfants. De plus, elles font participer les hommes dans cette tâche qui était aussi traditionnellement dévolue aux femmes. Avec une dotation en égreneuses motorisées en fin 2020, début 2021, leur nombre est passé de 4 (en 2019) à 15 en 2021. Ce qui a permis d'égrener 100 614kg de maïs cette année 2021 (voir tableau ci-dessous).

L'expérience de 3 bénéficiaires (Néo Dinanga, Katangatanga et Katundu) de cette année montre bien que son rendement avoisine 700kg/heure.

76% de kg de maïs égrené sont de trois structures suivantes :

- PRODDIM : 36 998kg de maïs soit 36,7%,
- Néo-Dinanga: 19 768kg de maïs soit 19,6%,
- Katangakatanga: 18 800kg de maïs soit 18,7%

Le seuil moyen de rentabilité annuelle de cette égreneuse étant de 46 000kg de maïs égrené par an (ou 23000 kg par saison au Kasai), le tableau ci dessous montre que deux bénéficiaires (PRODDIM et UADAT) ont pu dépasser ce seuil à la première année de mise en service. En effet, la plupart des égreneuses n'ont pu commencer à fonctionner qu'avec la production de maïs de la saison B 2021. Dans la même lancée, le tableau montre que les structures KATANGAKATANGA et NEO DINANGA s'approchent de ce seuil. Ainsi, il est très probable qu'avec une bonne gestion y compris de petits efforts de marketing que la plupart des égreneuses dépasseront le seuil de rentabilité dès cette

année 2022 permettant aux bénéficiaires de disposer suffisamment de ressources pour pérenniser ces équipements.

Tableau 8: Quantité de maïs égrené et nombre d'utilisateurs des égreneuses

N°	Structure	Maïs grain (en kg)	Nombre d'utilisateurs
1	CIPOUD	4 176	15
2	FUTULUKAY	0	0
3	PRODDIM	36 998	47
4	UADAT	30000	1
5	GEAK 1er	0	0
6	YAMBA	9 442	12
7	KATANGAKATANGA	18 800	18
8	NEO DINANGA	19 768	51
9	KATUNDU	3 300	1
10	UADR	850	10
11	ATDI	3 630	18
12	FEMME VERTUEUSES	900	10
13	LUMU DIPUNGI	2 500	20
14	ATUETU	250	6
15	Centre Logistique Ngandajika	0	0
TOTAL		130614	209

Source: structures bénéficiaires

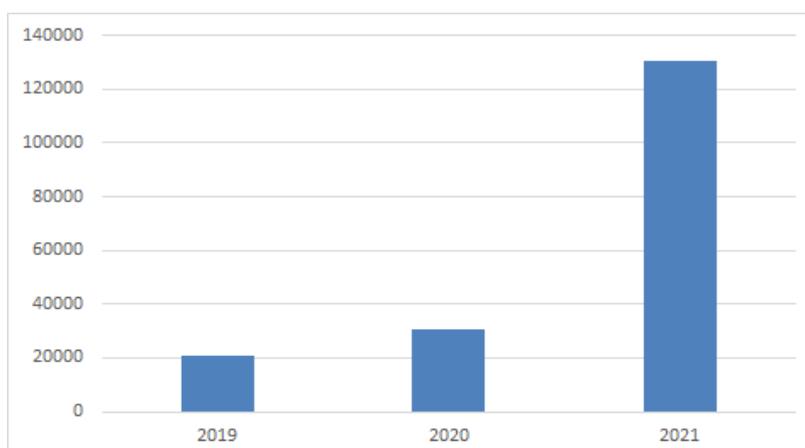


Figure 7: Evolution des quantités de maïs égrené 2019 – 2021 par les équipements motorisés

Les égreneuses motorisées de maïs dans la zone d'intervention ont facilité grandement le travail d'égrenage de maïs. Cela s'est traduit par l'augmentation des quantités égrenées qui sont passées de 30 641kg de maïs grain 2020 à 130614kg en 2021.



Image 10: Egreneuse motorisée à Kamanda

Le grand engouement manifesté par les ménages agricoles sur l'égreneuse motorisée de maïs et les potentialités d'une rapide valorisation de cet équipement ont justifié une commande additionnelle de 12 égreneuses qui attendent d'être installées. Comme pour les autres unités de transformation des produits agricoles, cette livraison devra être accompagnée par la mise en place de stratégies de leur meilleure gestion y compris l'augmentation du nombre d'utilisateurs de ces égreneuses. En effet selon les chiffres, il y a une moyenne de 16 utilisateurs par égreneuse; un chiffre très modeste pour le moment. Les tricycles mis à la disposition de certaines Unions contribueront certainement à booster le nombre d'utilisateurs ainsi que les quantités égrenées dès l'année 2022.

5° Entreposage des produits agricoles

Comme mentionné dans le tableau ci-dessous, 229 870kg de maïs, 42 076kg de niébé, 149 520kg de cossette de manioc et 6 450litres d'huile de palme des membres des OPB de 4 Unions et des commerçants ont été entreposés dans les dépôts de ces Unions durant l'année 2021.

182 514kg de maïs grain, 34 155kg de niébé, 142 800kg de cossette de manioc ont été entreposés par les commerçants contre 47 356kg de maïs grain, 7921kg de niébé, 6720kg de cossette de manioc et 6 450litres d'huile de palme des membres des Unions. Ce résultat montre que les dépôts construits au niveau de sites de production ont eu un impact positif chez les producteurs et permettent dans une certaine mesure de rapprocher producteurs et grossistes et de réduire ainsi les intermédiaires commerciaux; acteurs qui grugent les marges des producteurs sans réellement apporter une vraie valeur ajoutée. Par ce fait, le pouvoir de négociation des exploitants familiaux et leur position dans la chaîne de valeur agricole se trouvent améliorés par la présence de ces dépôts.

Le plus grand stock de maïs a été réalisé par PRODDIM (78%) et de niébé et manioc par CIPOUD (respectivement 81% et 99%) et d'huile de palme par FUTULUKAY (95%).

Tableau 9: Quantités de produits agricoles stockés dans les dépôts principaux

UNIONS	Nbre personne impliqués	Quantité des produits			
		Maïs (en kg)	Niébé (en kg)	Manioc (en kg)	Huile conditionnée (litre)
CIPOUD	62	30 690	34 258	148 680	0
FUTULUKAY	5	19 892	0	0	6 150
PRODDIM	56	179 288	7 818	840	300
UADAT	0	0	0	0	0
TOTAL	123	229 870	42 076	149 520	6 450

Au regard du graphique ci-après, l'entreposage des produits agricoles se présente de la manière suivante :

- Une hausse de l'entreposage du maïs en 2020 qu'en 2019 et 2021. Cela s'explique entre autres par le fait que l'Union UADAT n'ait pas entreposé dans son magasin, préférant acheminer le maïs des membres directement sur le marché de Lukalaba. (Voir tableau ci-haut)
- Le niébé et le manioc en cossettes ont connu une augmentation de leur entreposage en 2021 par rapport à 2019 et 2020. Une baisse pour l'huile de palme en 2021 par rapport à 2020. En 2019, l'entreposage était quasi nul. ~~plus en 2020 qu'en 2021 et pas en 2019.~~

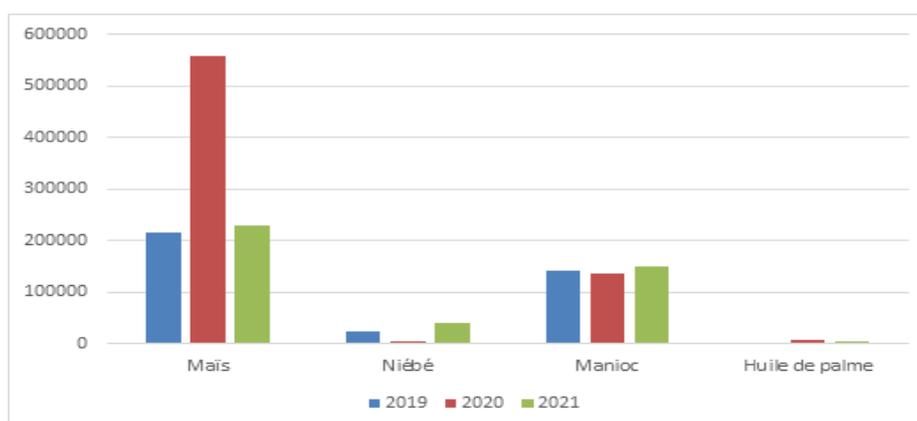


Figure 8: Evolution des quantités de produits agricoles entreposés entre 2019 et 2021

Quant à l'évolution du nombre des ménages qui entreposent leurs produits agricoles depuis la mise en service des dépôts construits par le programme, le graphique ci-dessous montre qu'il y a une diminution des usagers en 2021 par rapport à 2020. L'option de vendre en 2021 ses produits agricoles sur le marché de Lukalaba a fait que l'Union UADAT ait moins besoin d'entreposer ses produits agricoles dans son dépôt à Nkuadi. Une rencontre avec les membres de cette Union sera organisée pour élaborer une stratégie de valorisation de ce dépôt sur la base de ce constat. A l'image des unités de transformation, les problèmes de transport impactent aussi négativement les usagers des unités de stockage.

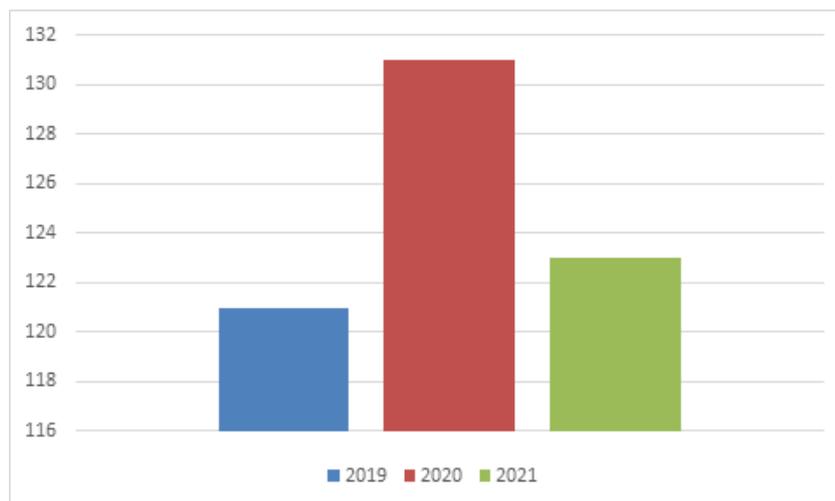


Figure 9: Evolution du nombre d'utilisateurs des dépôts 2019-2021

3.4.3.2. Les capacités des OPA et faitières dans la commercialisation sont améliorées

1° Appui aux activités de marketing et de commercialisation des produits agricoles

11 structures composées de 9 Unions (avec 52 OPB membres de ces 9 unions) et 2 OPB au niveau 3 ont organisé une vente groupée (VG) des produits agricoles en 2021. Au total, 348 producteurs membres de ces OPB ont participé à ce système de commercialisation de produits agricoles. De ces 11 structures, huit ont mobilisé les produits des 4 à 10 OPB chacune et quatre de ces huit tendent à se structurer en nouvelle Union des organisations paysannes agricoles. Le tableau ci-dessous donne les quantités des produits vendus par ce système.

Tableau 10: Quantité des produits vendus en vente groupée

UNIONS / OPB	Nbre OPB impliquées	Nbre personnes impliquées	Quantité des produits vendus							
			Maïs Kg	Valeur Vente USD	Niébé Kg	Valeur Vente USD	Manioc Kg	Valeur Vente USD	Huile conditionnée litre	Valeur Vente USD
CIPOUD	1	5	5.722	1431	103	52	5880	2450	0	0
FUTULUKAY	4	18	30.876	11826	0	0	0	0	6150	6458
PRODDIM	10	31	40.728	20.364	7818	9382	0	0	300	128
PFP	0	58	0	0	0	0	0	0	11329	9970
UOPDC	5	43	36.800	18.400	4587	5504	0	0	0	0
UOPTC	5	12	47.520	23.760	0	0	0	0	0	0
UOPK	7	100	34.265	14.271	0	0	0	0	0	0
YAMBA	1	3	14.482	7.241	0	0	0	0	0	0
TUDIKOLELA	1	3	1.275	319	0	0	0	0	0	0
UADR	6	20	2.380	4.760	757	1635	0	0	0	0

ATDI	5	83	4.410	1.835	0	0	0	0	0	0
UADAT	9	30	14.330	14330	8158	20395	0	0	0	0
TOTAL	54	406	23278 8	118536	21423	36968	5880	2450	17779	16555

Pour cette année, environ 75% du maïs vendu viennent du Territoire de Ngandajika avec l'UOPTC 47 520kg suivi de PRODDIM 40 728kg, de UOPDC 36 800kg, de UOPK 34 265kg et de Yamba 14 482kg; 16% de maïs soit 36 598kg dont 30 876kg de Futulukay et 5 722kg de CIPOUD sont du Territoire de Luilu; 8% soit 18 740kg du Territoire de Tshilenge; et 1% soit 2 380kg du Territoire de Kamiji.

Quant au Niébé, 58% soit 12 405kg proviennent du Territoire de Ngandajika; 38% soit 8 158kg du Territoire de Tshilenge, 3,5% soit 757kg de Kamiji et 0,5% soit 103kg de Luilu.

Il se dégage aussi que les marges brutes sont à la hausse cette année. Cela est dû à la vente d'une grande partie de maïs et de niébé au prix de semences auprès d'ONG Internationales telles que CRS et FAO qui achetaient aussi de la semence tout venant.



Image 11: Huile de palme conditionnée en vente à Mwene Ditu

17 779 litres d'huile de palme conditionnées dans les bidons de 5 litres et de 20 litres ont été vendus par 3 structures avec une prédominance chez l'OPB PFP avec 11 329 litres suivi de l'Union FUTULUKAYI avec 6 450 litres et enfin 300 litres pour l'Union PRODDIM.

Au total 277,870 kg de denrées agricoles ont été vendus de façon groupée pour générer 174511 USD procurant une moyenne de 429 USD comme recette moyenne par personne.

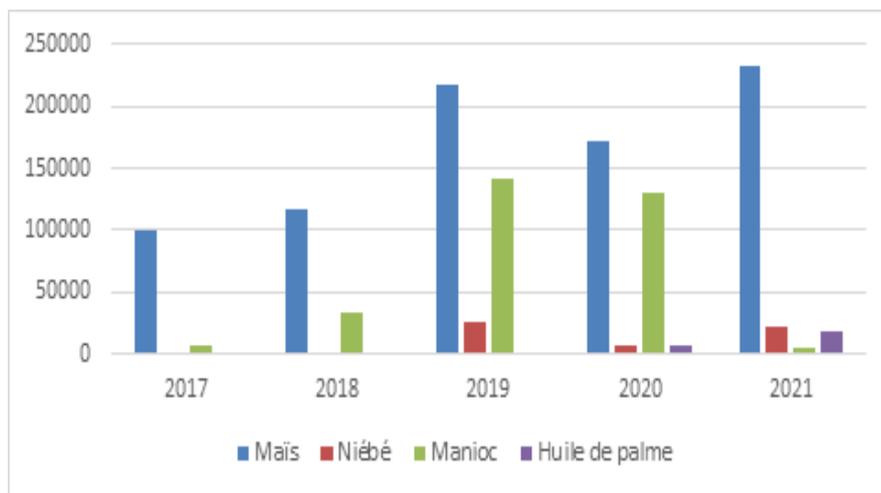


Figure 10: Evolution des ventes groupées 2017-2021

Le graphique ci-dessus montre qu'il y a eu hausse de la vente de maïs et d'huile de palme conditionnées dans les emballages de 5 l et 20l en 2021 par rapport aux années antérieures; par contre les quantités de manioc et d'huile de palme vendues sont à la baisse. La quantité de niébé vendue cette année est plus élevée qu'en 2020 et légèrement inférieure par rapport à 2019. Par ailleurs, le nombre des ménages qui ont participé à la commercialisation de produits agricoles par le système de vente groupée a augmenté de 178% par rapport à l'an 2020, de 235,5% par rapport à l'année 2019 et de 544% par rapport à l'année 2018, soit ±7 fois plus (63 ménages en 2018 et 406 ménages en 2021).

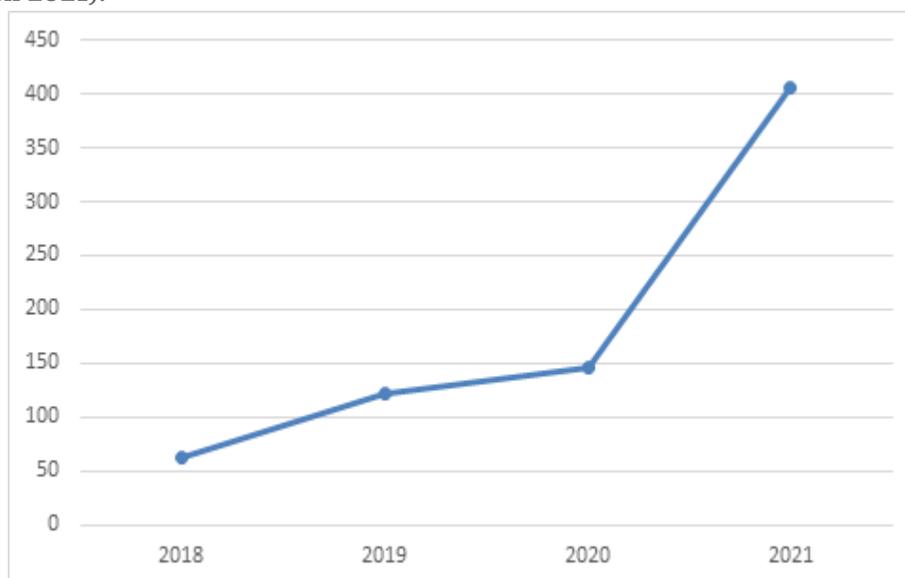


Figure 11: Evolution du nombre de ménages participant aux ventes groupées

Le succès de ce système de commercialisation des produits agricoles est démontré par le nombre croissant des participants aux opérations. Cette croissance numérique des ménages à ce système dans la zone d'intervention a créé des besoins de nouvelles infrastructures de stockage étant donné que les anciens dépôts construits en 2019 sont éloignés de nouveaux de VG. Cette problématique a conduit le programme à opter pour l'appui aux constructions de 6 dépôts relais avec la contribution des bénéficiaires d'une valeur de 35% sur le coût total de l'ouvrage. Cette activité est en phase de mobilisation des matériaux; et les constructions proprement dites se réaliseront au premier trimestre 2022.



Image 12: Matériaux locaux (sable et briques cuites) mobilisés pour les dépôts secondaires

2° Accompagnement en entrepreneuriat agricole

Les capacités des agents des IPDR, des membres des OPB 3, les agriculteurs et planteurs de référence ont été renforcées cette année par:

- Les formations sur:
 - Les activités post-récoltes et de commercialisation des produits agricoles en système de vente groupée, où il y a eu 107 apprenants ou participants dont 13 IPDR KOR, 14 IPDR LOM, 38 Agriculteurs de référence, 18 planteurs de référence et 12 OPB et 5 Unions des OPB.
 - Le montage et la maintenance des malaxeurs motorisés d'extraction d'huile de palme avec 32 participants dont 28 techniciens et 14 bénéficiaires.
 - L'élaboration du plan d'affaires avec 26 participants dont 14 du Kasai Oriental et 12 de Lomami, tous agents des IPDR.
- Les Appui-conseils des OPB 3, Unions des OPB, des agriculteurs et planteurs de référence sur la gestion d'une petite entreprise agricole, le système de vente groupée de produits agricoles, la gestion et la maintenance des équipements de transformation.



Image 13: Formation des producteurs sur la commercialisation des produits agricoles

3.5 Performance de l'output 3⁶



Une amélioration des maillons semences et production (objet de l'output 1) ainsi que des maillons post-récolte (objet de l'output 2) ne saurait suffire pour augmenter sensiblement les revenus des ménages agricoles. L'amélioration de la gouvernance du secteur agricole est plus que nécessaire justifiant l'output 3 qui lui est consacré. Les indicateurs de suivi de cet output sont restés au nombre de 4, mais celui en rapport avec l'entretien des pistes agricoles selon les dynamiques locales a connu un changement dans son énoncé, qui a été acté par les membres de la SMCL.

Ainsi donc, les indicateurs retenus pour le résultat 3 en cette phase de transition sont les suivants :

- *Pourcentage d'OPB autonomes sur le plan technique et organisationnel qui fournissent des services de qualité auprès de leurs membres ;*
- *Pourcentage des agents des deux administrations (IPA et IPDR) appuyés par PRODAKOR qui ont amélioré leurs capacités d'appui-conseil technique et de structuration au niveau des organisations paysannes ;*
- *Nombre de notes produites par les services techniques à l'intention des autorités provinciales pour le pilotage du secteur agricole ;*
- *Nombre de tronçons routiers entretenus directement par les acteurs-bénéficiaires dans les villages ou avec le soutien des structures étatiques, suite à un réel engagement communautaire ou à un plaidoyer initié par les acteurs-bénéficiaires locaux. Le suivi qui est réalisé en cette année 2021 est repris dans le tableau ci-dessous.*

L'évolution de ces indicateurs tel qu'ils ont été suivis durant l'exercice 2021 est résumée dans le tableau ci-dessous.

3.5.1 Progrès des indicateurs

Tableau 11: Indicateurs de l'Output 3

Output 3 : La gouvernance du secteur agricole dans la province est améliorée					
<i>Indicateurs</i>	<i>Valeur de base 2019</i>	<i>Valeur année 2020</i>	<i>Valeur année 2021</i>	<i>Cible année 2021</i>	<i>Cible finale année 2022</i>
1. <i>Pourcentage d'OPB autonomes sur le plan technique et organisationnel qui fournissent des services de qualité auprès de leurs membres</i>	44	46		48	50

2. Pourcentage des agents des deux administrations (IPAPEL et IPDR) appuyés par PRODAKOR qui ont amélioré leurs capacités d'appui conseil technique et de structuration au niveau des organisations paysannes	10	11	72%	13	15
3. Nombre de notes produites par les services techniques à l'intention des autorités provinciales pour le pilotage du secteur agricole	0	2	4	5	9
4. Pourcentage des usagers satisfaits de l'état des routes entretenues retenues selon la nouvelle dynamique	0	NA	NA	10	15

Pendant cette année 2021, l'équipe du PRODAKOR n'a pu faire le suivi que de 3 indicateurs sur les 4 retenus, pour la simple raison que les activités d'entretien des pistes agricoles à travers les dynamiques locales n'ont pas pu être mises en œuvre comme planifiées. En effet, en plus du temps pris les dynamiques locales pour exprimer leurs demandes de petits matériels, le processus de son acquisition a connu des retards avec un fournisseur qui a demandé par la suite une rallonge du délai. Cette situation a repoussé la matérialisation de la mise en œuvre de la stratégie, alors qu'immédiatement après les ateliers de concertations, l'engouement des acteurs pour se mettre au travail était très fort, car ils étaient galvanisés par ce qui avait été dit lors des ateliers.

1° Pour ce qui est du premier indicateur, l'intitulé n'a pas changé, mais les conditions de capture des données ont totalement changé et poussent finalement à modifier également l'intitulé de cet indicateur.

Au mois de juillet 2021 s'est déroulée sur terrain une enquête de reclassification des OPB en différents niveaux. Au lieu de 3 niveaux, la nouvelle classification s'est étalée sur 4 niveaux (**I, II, III et IV**) en fonction de la maturité organisationnelle et fonctionnelle et aussi au niveau de la reconnaissance officielle des OPB par l'Etat en vertu de la loi qui organise la formation et le fonctionnement des association sans but lucratif (ASBL) en RDC. Cette situation a posé un problème pour le suivi de cet indicateur qui était établi pour suivre les OPB réparties sur 3 niveaux seulement. Or, les prévisions de départ d'atteindre au moins 48% de 38 OPB de niveau III en 2021 ont été dépassées, car la nouvelle classification établie qu'il y a actuellement 516 OPB de niveau III dans les deux provinces Kasai Oriental et Lomami et qu'il y a même 13 OPB qui sont actuellement au niveau IV, c.à.d celles qui ont atteint le niveau d'autonomie complète selon la classification sur base des nouveaux critères.

Il faudra donc pendant l'exercice 2022 revoir l'intitulé de cet indicateur ainsi que le mode de capture des données. Mais à l'heure actuelle, nous pouvons considérer que les prévisions de départ ont été très largement atteintes voire dépassées.

2° Pour ce qui est du deuxième indicateur, la méthode de calcul de cet indicateur a changé un peu dans le but de le rendre plus objectif. Ainsi, un échantillon d'agents d'IPA ont été soumis à un questionnaire portant sur les thématiques de travail mais aussi leur posture et à la suite de cela, leur appréciation a été faite. Un pourcentage de réussite de 60% a été décidé. Il y a lieu de rappeler que **208 agents ont été mobilisés cette saison comprenant 181 agents d'IPA et 27 agents d'IPDR** (Inspections Provinciales du Développement Rural). Ils ont bénéficié **du renforcement de capacités pour améliorer leurs compétences mais aussi leur posture. On constate** que le nombre le plus élevé d'OPB se situe au niveau III, suivi ensuite du

niveau II et qu'il y a très peu d'OPB au niveau I. Ce qui peut démontrer l'efficacité de l'accompagnement qui est assuré auprès des agriculteurs.

Mais en ce qui concerne le suivi direct de cet indicateur, on peut constater que 39 agents se sont démarqués du grand nombre et ont vu l'amélioration substantielle de leurs connaissances ainsi que de leurs capacités de travail. Il y a néanmoins des efforts à fournir pour que l'amélioration constatée puisse concerner un plus grand nombre d'agents.

3° Pour ce qui est du troisième indicateur, il avait été prévu la production et l'expédition de 5 notes techniques à l'intention des autorités provinciales sur différents sujets pour lesquelles elles devaient être soit informées, soit invitées à décider sur une situation particulière.

Les inspections provinciales de développement rural de deux provinces, Kasai Oriental et Lomami, ont produit un total de 4 notes techniques adressées aux deux Gouverneurs de Provinces et aux Ministres provinciaux en charge de l'agriculture et du développement rural. Ces notes techniques traitaient de problèmes de la procédure d'obtention des autorisations provisoires de fonctionnement délivrées par le Gouverneur au bénéfice des OPB, en application de l'article 5 alinéa 2 de la loi n°004/2001 du 20 juillet 2001 qui traite du fonctionnement des ASBL et des établissements d'utilité publique en RDC. Et elles donnaient aussi l'information sur la synthèse des résultats de l'enquête sur la nouvelle classification des OPB accompagnées par les IPA et IPDR, avec l'appui technique et financier du PRODAKOR ; en spécifiant leur nombre par niveau, par bassin de production et par filière d'activités (*cultures vivrières, palmier à huile ou mixte*).

4° Pour ce qui est du quatrième indicateur, comme dit plus haut, cet indicateur n'a pas été suivi, pour la simple raison que les activités d'entretien des pistes agricoles selon les dynamiques locales n'ont pas encore démarré sur terrain. Seules les réunions de concertation ont pu se tenir et les responsables des communautés locales ont pris des engagements fermes pour pouvoir se mettre au travail dès qu'ils seront en possession des petits matériels de cantonnement manuel que le PRODAKOR devait fournir (*engagement pris par PRODAKOR aussi*), mais l'effectivité des travaux sur terrain se fait encore attendre.

3.5.2 État d'avancement des principales activités

Tableau 12: Etat d'avancement des activités de l'Output 3

<i>État d'avancement des principales activités</i>	<i>État d'avancement</i> <i>Les activités sont :</i>			
	<i>En avance</i>	<i>Dans les délais</i>	<i>Retardées</i>	<i>En sérieux retard</i>
1. Améliorer la collecte et l'échange d'informations sur les interventions du secteur agricole		X		
2. Appuyer la capitalisation des expériences des différents acteurs du secteur agricole afin d'harmoniser les approches et d'augmenter l'impact des interventions			X	
3. Appuyer la structuration, la concertation et le renforcement des capacités des acteurs du secteur agricole sont améliorés		X		
4. Améliorer la fonctionnalité des infrastructures de communication/transport				X

3.5.3 Analyse des progrès réalisés

L'analyse des progrès pour l'amélioration de la gouvernance du secteur agricole s'est attardée sur les changements observés, c.à.d les résultats intermédiaires obtenus au sein de quatre sous-résultats que sont : *l'amélioration de la collecte et l'échange d'informations sur les interventions du secteur agricole avec différents intervenants dont les autorités provinciales; la capitalisation des expériences des différents acteurs du secteur agricole; la structuration, la concertation et le renforcement des capacités des acteurs du secteur agricole* et enfin *les infrastructures de communication/transport permettent une circulation minimale des personnes et des biens.*

1° Pour ce qui est de la collecte et du partage des informations, en 2021, deux visites de terrain des autorités provinciales ont été organisées dans les deux provinces, au mois de mai et de novembre 2021, soit 100% d'exécution sur les prévisions. Ces visites ont permis aux autorités de voir, de manière concrète, la qualité de la mise en œuvre effective des activités et les résultats que ces activités produisent au profit des agriculteurs. L'occasion leur était offerte également pour échanger directement avec les agriculteurs et les agents de services techniques de l'Etat sur : *les conditions de mise en œuvre des activités, leur degré de satisfaction, les problèmes qui se posent et les solutions qui sont envisagées pour les résoudre.* Les autorités ont manifesté publiquement leur satisfaction sur tout le travail abattu sur terrain. Il y a lieu de rappeler que l'activité visait aussi à faciliter l'appropriation et le portage du projet par les autorités.



Image 14: Autorités provinciales visitant une palmeraie améliorée

Le problème qui se pose cependant aux autorités, c'est la double faiblesse de la capacité financière et managériale des gouvernements provinciaux qui ne leur permet pas, à l'heure actuelle, de construire une administration de qualité et de soutenir financièrement les activités afin de garantir leur durabilité au-delà de la période de présence du PRODAKOR. Ce problème n'a pas de réponse satisfaisante à ce jour.

2° Pour ce qui est de la capitalisation des expériences, les informations sont collectées au fur et à mesure de la mise en œuvre du projet et qui vont contribuer à la production des documents de capitalisation. Quelques outils de communication sous forme de Newsletter, des capsules vidéo et des synthèses vidéo des visites des autorités sont produites, diffusées et archivées. Mais il n'y a

encore aucun travail de capitalisation réalisé en 2021, à l'image du document sur **la fertilité des sols par l'usage du mucuna** produit antérieurement. Cet aspect sera l'une des activités majeures de l'exercice 2022 qui va marquer aussi la fin de la période de transition, car sa mise en œuvre concrète sur terrain est en retard.

3° Pour ce qui est de la structuration, la concertation et le renforcement des capacités des acteurs du secteur agricole, l'année 2021 a été particulièrement riche en matière de formations de renforcement des capacités des agents de l'Etat, accompagnateur des agriculteurs, surtout ceux appartenant aux IPDR, car plusieurs formations ont été organisées à leur intention, sur des sujets divers, en fonction de l'évolution des capacités des agriculteurs. Il s'agit des thèmes ci-après : *Leadership et gouvernance associative ; Méthode de Résolution des Problèmes ; Entrepreneuriat et gestion des microentreprises agricoles ; L'élaboration d'un plan d'affaires ; Elaboration et gestion de projets.*

Les effets de ces formations montrent que les capacités d'accompagnement de ces agents ont augmenté, c'est pourquoi il y a de plus en plus d'OPB de niveau 3 et déjà quelques-unes sont au niveau 4 ; un plus grand nombre d'agriculteurs et planteurs de référence et aussi une production des rapports de qualité, qui donnent les informations essentielles. L'amélioration des capacités de ces agents sur plusieurs sujet est essentielle, de manière à leur éviter une certaine monotonie dans leur travail d'accompagnement. L'adjonction des nouveaux sujets est une preuve qu'on avance et qu'on n'a pas à s'attarder sur des sujets qui sont déjà maîtrisés par les bénéficiaires.

Du côté des agriculteurs, on constate également une bonne entente et bonne collaboration avec les agents de l'Etat qui les accompagnent, une amélioration des connaissances et des compétences qui se traduisent par des meilleures productions et un accroissement de revenus issus de leurs activités agricoles (moyenne de 197 USD par saison agricole en saison B 2021).



Image 15: Séance d'animation des membres d'une OPB par un agent de l'IPDR à Tshilunde

La reclassification des OPB a retenu finalement un total de **1 295 OPB**, dont **639 pour la province du Kasai Oriental** et **656 pour la Province de Lomami**. Ce total se répartit aussi selon le niveau atteint par chaque OPB de la manière suivante : 57 OPB de niveau I ; 709 OPB de niveau II ; 516 OPB de niveau III et 16 OPB de niveau IV. Cette classification montre un plus grand nombre d'OPB de niveau II et de niveau III. Ce qui exprime une bonne évolution des associations des agriculteurs et de la qualité du travail de leurs accompagnateurs sur terrain. Les activités dans ce domaine sont donc à jour.

Cette reclassification a permis aux équipes des IPDR KOR et LOM qui ont un effectif total de 27 agents commis au travail d'accompagnement des OPB de niveaux 3 et 4 d'augmenter également les effectifs des ménages agricoles accompagnés, comme le montre le graphique ci-dessous :

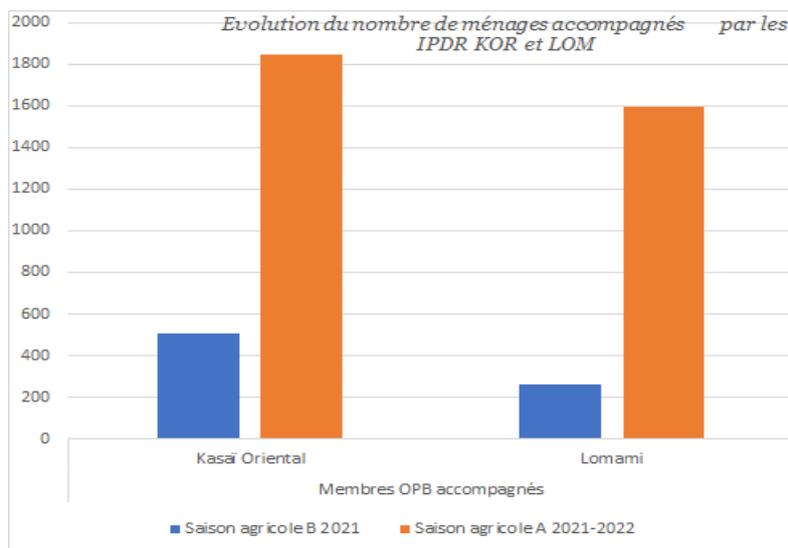


Figure 12: Evolution du nombre de ménages accompagnés par les IPDR & IPA

On peut voir sur ce graphique que l'IPDR Kasai Oriental (KOR) a accompagné 504 ménages en saison B 2021 (qui va du mois de février jusqu'au mois de juin) et que ce nombre est monté à 1 850 ménages en saison A 2021 – 2022 (qui va du mois de septembre jusqu'au mois de janvier de l'année suivante). Cette tendance est la même pour l'IPDR Lomami (LOM) qui a accompagné 260 en saison B 2021 et près de 1 594 ménages pour la saison A 2021-2022. Cette différence entre les saisons s'explique aussi par le fait que plusieurs ménages agricoles ne font pas les champs en saison B ; une saison à pluviométrie très variable. La majorité des agriculteurs préfèrent investir plus d'efforts à la grande saison A.

4° Pour ce qui est de l'amélioration de la fonctionnalité des infrastructures de communication/transport, les activités en relation avec la mise en service de 4 Bacs construits/ou réhabilités par le projet PRODEKOR qui avait déjà clôturé ses activités en juin 2020 se sont poursuivis, malgré des nombreux obstacles liés aux nouvelles exigences des partenaires publics qui n'étaient pas en adéquation avec la stratégie de gestion transparente de ces infrastructures. Un long travail d'explication et de persuasion a finalement permis de lever tous ces obstacles permettant du coup de successivement de (1) mettre en place les comités de gestion (2) de recruter les intermédiaires financiers chargés de collecter les droits de traversée des bacs (3) d'ouvrir des comptes bancaires dédiés à la gestion des recettes et (4) mettre en service les bacs. A ce jour, les 4 bacs sont effectivement mis en service permettant de constater l'augmentation des trafics de motos et véhicules légers menant vers ces axes.

En 2022, le travail d'accompagnement des comités de gestion devra se poursuivre, afin d'aider à asseoir une gestion transparente de ces infrastructures.



Image 16: Cérémonie de mise en service Bac de Ntamba Kabila

Les résultats obtenus à ce jour dans ce domaine montrent que les deux premiers Bacs mis en service en **2017 (Bac de Kalelu)** et de **Kazadi Musoko (en 2018)** selon la stratégie de gestion mis en place par PRODEKOR et actuellement suivi par PRODAKOR pour les 4 autres Bacs, ne connaissent aucune rupture des services. Le personnel affecté et l'intermédiaire financier sont régulièrement payés, les entretiens et les réparations des bacs sont effectués sans problème. Seul le problème d'entretien permanent des routes d'accès vers ces bacs ne donne pas encore une totale satisfaction.

Pour ce qui est de l'entretien des routes selon les dynamiques locales, les concertations avec les acteurs/bénéficiaires ont effectivement eu lieu au mois d'août 2021 dans les deux provinces, les routes qui seront concernées par cette action-pilote ont été identifiées en commun accord avec les bénéficiaires. Mais les actions d'entretien par le cantonnage manuel n'ont pas encore commencé effectivement, faute d'outillage à livrer aux acteurs locaux (engagement du PRODAKOR). Les activités dans ce domaine accusent effectivement du retard.



Image 17: Travaux de groupes ateliers de concertation sur l'entretien des routes par les dynamiques locales

Les services techniques ayant pris part aux concertations, notamment l'Office des Voies de Desserte Agricole (OVDA), anciennement connu sous le sigle de DVDA, ainsi que la CPR (Commission Provinciale Routière) ont fait le plaidoyer auprès du FONER pour obtenir le financement des routes prioritaires ciblées lors des concertations. Le FONER a accepté d'appuyer financièrement leur

entretien. Mais seulement cet appui n'est que de 3 mois renouvelables, avec des moments d'interruption, qui restent préjudiciables au maintien permanent en bon état des routes. L'organisation des travaux sur terrain ainsi que la qualité du travail réalisé ne donnent pas encore satisfaction. Il y a encore des efforts à fournir.

3.6 Performance de l'output 4



Les indicateurs associés au résultat (Output) R4 qui porte sur la promotion du leadership des femmes rurales dans la PRODAKOR sont :

- A. Le nombre des femmes qui émergent comme agricultrices de référence ;
- B. Le nombre des organisations paysannes des femmes ayant une activité économique qui procurent des revenus partagés entre les membres.

Pour rappel, une OPB féminine est une organisation avec plus de la moitié des membres sont des femmes et/ou la moitié du comité de gestion sont des femmes.

3.6.1 Progrès des indicateurs

Le tableau suivant résume les progrès qui ont été observés en 2021 dans l'output 4 en comparaison avec réalisations de 2019 et 2020 ainsi qu'aux cibles de 2021 et de 2022.

Tableau 13: Indicateurs de l'Output 4

Output 3 : Le leadership des femmes rurales est renforcé					
Indicateurs	Valeur de base 2019	Valeur 2020	Valeur 2021	Cible 2021	Cible finale 2022
Le nombre des femmes qui émergent comme agricultrice des références.	39	67	89	45	50
Le nombre des organisations paysannes des femmes ayant une activité économique qui procurent des revenus partagés entre les membres.	1	2	8	4	6

Il ressort de ce tableau que déjà, les réalisations à un an de la fin du projet dépassent les cibles attendues en fin de projet pour tous les deux indicateurs de ce résultat. Il s'avère cependant nécessaire de garder le cap afin de maintenir ces statuts d'agricultrices de référence ou organisations paysannes des femmes qui procurent des revenus partagés par les membres. Une perte de ces statuts conduirait à une dépréciation des cibles de la dernière année et à la non-atteinte des résultats attendus en fin de projet.

3.6.2 Etat d'avancement des principales activités

Tableau 14: Etat d'avancement des activités de l'Output 4

État d'avancement des principales activités	État d'avancement :			
	En avance	Dans les délais	Retardées	En sérieux retard
Sous-résultat 4.1 : Environnement favorable à l'empowerment des femmes dans la sphère privée est créé				
1 Appuyer, au niveau du CPF et des communautés, l'expression des difficultés et des blocages rencontrés par les femmes rurales et accompagner la recherche des voies et moyens permettant de les lever.		x		
2. Renforcer les capacités et les compétences des femmes rurales, particulièrement en lien avec les appuis du Fonds aux initiatives féminines.		x		
Sous-résultat 4.2: Un Fonds d'Appui aux Initiatives Féminines est opérationnel et soutien des actions qui permettent d'améliorer les capacités économiques des femmes.				
3. Appui aux activités qui contribuent à l'épanouissement des femmes rurales.		x		
4. Soutien aux activités économiques des femmes rurales pouvant leur procurer une autonomie financière.		x		

Pour l'année 2021, l'essentiel des grandes activités prévues a été réalisé dans les délais. De plus plusieurs de ces activités ont été menées en collaboration étroite avec des partenaires étatiques en charge de la coordination du genre et mais aussi avec des partenaires de la société civile au niveau des deux provinces (Division genre, le conseil provincial des femmes). L'implication des institutions d'ancrage du programme comme les Inspections de l'agriculture et du développement rural a été aussi assurée chaque fois que cela était pertinente sans oublier la synergie et l'appui technique des collègues du programme.

3.6.3 Analyse des progrès réalisés

Sous-Résultat 4.1. Un environnement favorable à l'empowerment des femmes dans la sphère privée est créé.

D'une manière générale au Kasai, les femmes jouent un rôle de premier plan dans le secteur agricole. Cependant, elles ne bénéficient toujours pas des retombées à la hauteur de leur rôle et de leur implication dans ce secteur. Dans les bassins de production où PRODAKOR intervient, l'amélioration de l'environnement pour le rendre favorable aux femmes est de plus en plus évidente. Cela est manifesté par l'augmentation significative des femmes qui émergent comme agricultrices de référence ainsi que par le nombre d'OPB féminines où les femmes jouent un rôle significatif surtout celles orientées vers des activités génératrices de revenus. En 2021, le nombre d'agricultrices de référence est passé à 89 (après 39 et 67 successivement en 2019 et 2020) soit une augmentation de plus de 32% et le nombre d'OPB féminines qui génèrent des revenus est passé de 2 à 8. La diversité des actions entreprises par le projet y a sans doute contribué. Parmi ces actions, il est possible de mentionner :

a) Intégration de l'approche genre dans les autres outputs.

Des séances de travail avec les responsables des autres outputs 1, 2 et 3 ont permis de mettre en œuvre une approche plus sensible au genre, intégrant davantage les besoins spécifiés des femmes. Dans certaines situations, cette stratégie a amené à leur allouer carrément des quotas dans des activités ou appuis. C'est le cas notamment de la distribution des malaxeurs motorisés d'huile de palme ou d'égreneuses de maïs où quelques femmes ont pu être sélectionnées comme bénéficiaires.



Image 18: OPB de femmes bénéficiant d'un malaxeur motorisé

b) Soutien personnalisé aux (candidats)-agricultrices de référence.

Dans le cadre du résultat 1, apporter davantage de soutien personnalisé aux femmes qui ont du vrai potentiel pour être agricultrices de référence afin de maintenir leur statut a été aussi une des actions menées cette année. Ces femmes-agricultrices ou candidates-agricultrices de référence reçoivent des visites plus fréquentes que leurs collègues masculins de la part des agents des IPA pour combler le gap constaté dans le passé et qui faisait que les femmes n'étaient pas toujours disponibles lors des séances d'appui-conseil. Afin de renforcer davantage leur positionnement dans la production agricole, les 89 agricultrices de référence actuelles vont être appuyées dès début 2022 en petits outillages agricoles.



Image 19: Une agricultrice de référence devenue agri-multiplicatrice

c) Alphabétisation ciblée des femmes

Celle-ci cible certaines femmes dans quelques Unions et OPB appuyées par le PRODAKOR. Elle vise à capaciter les femmes dans l'écriture, la lecture, la réalisation des calculs de base et ainsi les disposer à plus d'autonomie dans la gestion de leurs activités personnelles. En 2021, 140 femmes ont ainsi pu compléter leur cycle d'alphabétisation tandis que 500 autres ont amorcé le leur et devraient le boucler dans le premier trimestre de 2022. L'alphabétisation contribue sans doute à renforcer le leadership des femmes dans le Kasai et Lomami.



Image 20: Des femmes de l'Union Futulukayi en pleine séances d'alphabetisation

d) Animation d'espace d'échanges sur les problématiques des femmes

Plusieurs espaces d'échanges traitant des pratiques qui nuisent ou favorisent l'épanouissement des femmes ont été organisés en 2021. 10 animateurs communautaires locaux des thèmes transversaux « ACLT » ont été engagés à cette fin. Une moyenne de 1700 personnes par mois participe dans une quarantaine de villages. Parmi les participants, il y a souvent les leaders locaux (chefs des villages, pasteurs des églises, jeunes ...). Ces animateurs sont accompagnés par les services genre au niveau des territoires. Les thèmes abordés (Violences sexuelles « reproduction responsable, mariage précoce, violence physique, abus et exploitation sexuelle...). Le but poursuivi est l'amélioration des rapports hommes-femmes, la lutte contre les violences basées sur le genre, le soutien aux actions portées par des femmes et ainsi la promotion d'un leadership féminin inclusif dans les actions de développement. En attendant une évaluation sur l'impact de cette activité sur les femmes, quelques indices montrent que cette activité contribue sans doute à rendre plus favorable aux femmes leur environnement et contribue à renforcer l'idée d'une masculinité positive.

e) Plaidoyer pour l'accès à la terre

Dans le cadre de l'implémentation des plans d'action des services étatiques en charge du genre, PRODAKOR a appuyé l'organisation d'une campagne de plaidoyers pour l'accès aux terres agricoles en faveur des femmes dans 5 territoires. Suite à cela, près de 243 chefs coutumiers se sont engagés à mettre à la disposition des femmes des terres agricoles, avec des engagements consignés dans des documents. Ces plaidoyers ont été couplés avec des activités de sensibilisation populaire tenues en mode face à face mais aussi à travers des émissions radiophoniques dans le but de les conscientiser à saisir cette opportunité pour améliorer leurs superficies culturales en introduisant des demandes auprès des chefs et propriétaires terriens. Même s'il est encore tôt de se prononcer, il reste sans doute que cette activité devrait impacter positivement l'environnement des femmes rurales ainsi que leur leadership.



Image 21: Photo de famille avec autorités coutumières et administratives après séance de plaidoyer pour l'accès à la terre en faveur des femmes

Toutes les actions mentionnées plus haut à des degrés variés ont sans doute contribué à créer un environnement plus propice à l'expression du leadership des femmes rurales tout en améliorant leur efficacité. Ces actions devraient être maintenues dans la suite du projet.

Sous-résultat 4.2: Un Fonds d'Appui aux Initiatives Féminines (FAIF) est opérationnel et soutien des actions qui permettent d'améliorer les capacités économiques des femmes

En plus d'un environnement propice, le leadership des femmes rurales ne pourrait réellement s'exprimer que si elles améliorent leurs capacités économiques en termes de revenus. Cette amélioration fait l'objet de ce sous-résultat.

La mise en œuvre du FAIF est un des instruments que PRODAKOR s'est donné pour effectivement atteindre ce résultat. Après les 5 projets économiques financés en 2019, PRODAKOR a soutenu en 2020-2021, 16 autres projets économiques des femmes ; des projets qui œuvrent dans différents domaines (maraîchage, production agricole, élevage, pisciculture, savonnerie, extraction d'huiles ...) et qui touchent plus de 200 bénéficiaires. Les leçons apprises en 2019 ont conduit à engager deux encadreurs pour assurer un suivi étroit et garantir la survie des projets. L'importance des activités d'élevage a justifié le choix d'un autre vétérinaire pour accompagner les bénéficiaires sur les aspects liés à la santé, à l'alimentation, à

l'hygiène et la gestion de la production animale (y compris le choix des géniteurs).



Image 22: Oignons récolté par OPB Diku Diétu ; bénéficiaire du FAIF

Présentement parmi tous ces projets et à des niveaux variés, huit (8) génèrent des revenus partagés entre les membres. Comme le montre le tableau ci-dessous, sur une durée qui varie entre 3 et 12 mois, des revenus moyens individuels de 263878,8 FC ont pu être générés pour 131 femmes. Il est même observé un pic de 612407 FC pour les 32 employés de l'OPB PFP sur une période de 12 mois. Le résultat appréciable de PFP est le fruit de plusieurs années d'accompagnement dans la production de savons et d'huile de palme de qualité. L'activité est maintenant bien implantée au sein de la structure qui dispose d'un leadership assez fort. Par contre, les revenus générés au niveau des 7 autres structures sont présentement plus modestes surtout en termes de valeurs absolues. L'appui à ces 7 structures est

plus récent. En relativisant ces revenus avec le temps qui est réellement investi dans ces activités, ces revenus ne sont pas si négligeables. En effet pour la plupart des membres des structures bénéficiaires, les activités FAIF ne revêtent pour le moment **qu'un caractère d'appoint si on observe le temps y effectivement consacré** qui s'additionne aux revenus d'origine agricole (Agriculture au sens large). Ces membres s'adonnent à une diversité d'activité de production ou de ménages.

Tableau 15: Revenus partagés des OPB féminines appuyées

Structure	Nombre de membres	Sous-secteur d'activité	Durée de l'activité (Mois)	Revenu (FC)	Revenu par membre (FC)
DITANTA DIETU	12	Maraîchage	3 mois	929.700	77475
BOBUMUABUETU	13	Maraîchage	3 mois	1.236.000	95077
DIKU DIETU	11	Maraîchage	3 mois	1.176.600	106964
TSHANZEVU	15	Maraîchage	3 mois	1.876000	125000
PFP	32	Production d'huile et savons	1 an	19597023	612407
BETHEL	7	Elevage lapins	1 an	2600000	371,428
DISANKA	16	Elevage lapins	1 an	6974500	435,909
FS MPUNGA	25	Elevage lapins	1 an	1108000	44320
Total				29147323	263878,8

En plus des revenus générés, certains projets FAIF bien que ciblant un petit nombre de bénéficiaires impactent aussi plusieurs bénéficiaires indirects. C'est le cas des élevages de lapins ou de porcs autour desquels se développent des systèmes informels de métayage permettant de toucher de nombreuses autres personnes non initialement ciblées.

L'impact des projets économiques particulièrement ceux de FAIF aurait pu être amplifié, si Enabel disposait de plus d'outils adaptés pour leur financement comme les transferts monétaires qui sont reconnus pour leur efficacité et surtout leur efficience. En effet, la mise en œuvre en régie qui exige que les appuis soient délivrés intégralement par les staffs d'Enabel, limite le nombre de projets que PRODAKOR peut appuyer.

3.7 Performance de l'output 5



3.7.1 Progrès des indicateurs

Certains indicateurs de l'Output 5 portant sur la création d'un pôle de développement agricole au centre du terroir de Ngandajika ont été revus cette année 2021 pour tenir compte de certains choix stratégiques opérés par le programme. C'est le cas de l'abandon de l'électrification et du Centre logistique.

En 2021, le programme a reçu plus d'appui de la part de l'ECT gouvernance mais aussi du Contrat-cadre développement local. En dépit des difficultés (principalement dues à la contradiction des dynamiques de développement local nécessitant une stratégie à (très) long terme dans une logique projet à court terme), un pas a été réalisé dans le processus de mise en place de la dynamique PDA dans le terroir de Ngandajika.

Le tableau ci-dessous résume les réalisations de 2021 à coté de celles de 2020 ainsi des cibles de 2021 et finales.

Tableau 16 : Indicateurs de l'Output 5

Output 5 : Un pôle de développement agricole est créé au centre du terroir de Ngandajika.					
Indicateurs	Valeur de base 2019	Valeur 2020	Valeur 2021	Cible 2021	Cible finale 2022
Nombre de solutions mises en œuvre suite à l'identification des problèmes des filières, faite avec tous les acteurs du territoire	0	0	3	ND	
Taux d'exécution du plan d'action stratégique	N/A	0		ND	20%
Nombre de bénéficiaires accompagnés par l'incubateur rural	0		36	ND	250
Nombre de bénéficiaires insérés par l'incubateur rural	0			ND	150
Nombre d'élèves sortants de l'ITAV installés en auto-emploi	0		2	ND	300

Il ressort de ce tableau que 3 indicateurs sur 4 ont pu être rapportés en 2021. L'indicateur portant sur le taux d'exécution du plan d'action est assujéti à l'élaboration préalable de ce plan ; un travail que l'équipe vient juste d'entamer.

3.7.2 État d'avancement des principales activités

Tableau 17: Etat d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités	État d'avancement :			
	En avance	Dans les délais	Retardées	En sérieux retard
Sous-résultat 5.1 : Appui au rapprochement et à l'agrégation des acteurs porteurs du pôle de développement agricole de Ngandajika autour d'un plan de développement local.				
1. Mise en place du cadre de concertation inter-ETD (entité territoriale décentralisée)		X		
2 Activation des cadres de concertation des ETD de diagnostic participatif		X		
Identification des volontaires du développement local		X		
3 Elaboration et adoption des statuts et règlement intérieur du cadre de concertation inter-ETD		X		
4 Préparation du démarrage de planification pour l'élaboration du plan d'action prioritaire		X		
5 Sollicitation de l'arrêté du gouverneur de province par la reconnaissance officielle du cadre de concertation inter-ETD			X	
6 Préparation Restitution, adoption du plan au niveau local et validation au niveau provincial			X	
7 Organisation de la table ronde de mobilisation des ressources de financement du PDA à Ngandajika			X	
Sous-résultat 5.2: Appui aux chaînes de valeur agricole				
1 Mise en place des clusters filières porteuses		X		
2 Equiper les cadres de concertation pour l'animation des clusters filières et les cadres des concertations		X		

3 Diagnostic participatif du terroir et des filières porteuses agricole avec les volontaires du développement local et les cadres de concertations des ETD et inter-ETD,		X		
3 Préparation par le COPILO de l'AMI des maîtres d'œuvres pour la gestion de l'unité mixte de transformation des aliments poissons et volaille		x		
4 Mise en relation d'affaires les acteurs des filières porteuses dans les ETD et inter-ETD			x	
Sollicitation de l'espace à l'Administrateur du territoire pour l'obtention de l'espace de provenderie du CCI-ETD			x	
5 Lancement des appels à projets d'investissement pour les acteurs des filières et du système agricole du terroir			x	
6 Animation des clusters et CCT pour analyser des problèmes des filières et mener des actions prioritaires pour leur résolution par le CCI-ETD			x	
Sous-résultat 5.3: Appui au renforcement et à la formation du capital humain				
1 Recruter et orienter le public ciblé (sortants de l'ITAV de Tshioji, jeunes porteurs de projets désireux de se positionner vers l'emploi agricole avec une discrimination positive vis-à-vis des femmes)			x	
2 Installer les investissements nécessaires pour mettre en œuvre les formations courtes (maraichage, élevage, pisciculture...)			x	
3 Mettre en œuvre les formations courtes			x	
Sous-résultat 5.4: Stimulation et accompagnement de l'auto-entrepreneuriat agricole via l'incubateur intégré au pôle de développement agricole				
Mise en place du comité de gestion du centre d'incubation rural		x		
-Financement des projets par le centre d'incubation rural			x	
Sous-résultat 5.5: Facilitation de l'accès à des sources d'énergie durable				
Finaliser l'identification des sources d'énergie, leurs fournisseurs et les besoins éventuels				x
Mise en place des sources d'énergie				x
Sous-résultat 5.6: Assurer le suivi des sortants 2018 et 2019				
Renforcer les capacités en entrepreneuriat agricole, gestion de groupes et techniques de production en agri business			x	

1.1.6 Analyse des progrès réalisés.

Sous-Résultat 5.1. Appui au rapprochement et à l'agrégation des acteurs porteurs du pôle de développement agricole de Ngandajika autour d'un plan de développement local

Le processus d'agrégation et de rapprochement des acteurs a pris du temps pour démarrer. Après une première tentative avec l'établissement d'un groupement d'intérêt économique (GIE) jugé trop limitatif en termes de compétences réelles sur le processus de développement local, il a été convenu de s'orienter vers un cadre de concertation territorial qui fédérerait les cadres de concertations déjà existants au sein des ETD.



Image 23: Administrateur Adjoint de Ngandajika faisant son discours lors de l'atelier de mise en place du cadre de concertation Inter ETD

Ce travail entamé, un début de portage du processus de développement local par les acteurs y compris les autorités administratives est observable comme en témoignent les faits et observations suivants :

- Un cadre de concertation inter-ETD a été mis en place en partant des cadres de concertation existant au niveau des ETD (secteurs et chefferies) dont les membres ont élu le comité de pilotage du cadre de concertation et du processus de l'émergence d'un PDA.
- Un comité de gestion a été également élu pour gérer l'incubateur rural.
- Les acteurs locaux réalisent eux-mêmes le diagnostic du territoire et de son système agricole avec une facilitation de l'équipe.
- Les acteurs du territoire planifient l'avenir de leur territoire pour qu'il devienne un PDA.
- Le comité de pilotage organise des réunions sans appui financier d'Enabel pour analyser les projets des acteurs des ETD.
- Les acteurs de BALUBA SHANKADI tiennent eux-mêmes des réunions et proposent des solutions sur l'entretien des routes.
- Le comité de pilotage a analysé et proposé un nouvel appel à manifestation d'intérêt pour l'unité mixte de transformation des aliments de volaille et poissons.
- Les acteurs commencent à collaborer dans des relations d'affaires en trouvant des solutions locales aux problèmes locaux.

Malgré ces avancées, il y a lieu de mentionner que l'équipe rencontre quelques défis dans la mise en œuvre du processus de développement local, dont notamment (1) le temps relativement court retenu pour sa mise en œuvre et (2) le faible niveau de compréhension de certains acteurs sur l'approche développement local.

Sous-résultat 5.2: Appui aux chaînes de valeur agricole

Les semences de base promises aux acteurs du PDA dans le cadre de la Convention de subside avec INERA ont été produites. Dans le but de soutenir l'émergence de véritables chaînes de valeurs au niveau de Ngandajika, les acteurs porteurs du PDA avaient décidé de vendre ces semences à prix réduit aux agri-multiplicateurs actifs.

L'appui, dans ce volet cible aussi la transformation des produits agricoles afin de créer de réelles valeurs ajoutées. Dans ce cadre, les acteurs ont identifié, lors des diagnostics, plusieurs filières porteuses à soutenir afin de créer de véritables chaînes de valeurs. Parmi celles-ci, il y a la filière maïs et celle de l'huile de palme. Le diagnostic du territoire de Ngandajika centré sur les filières agricoles porteuses a permis de relever plusieurs problèmes touchant plusieurs de leurs maillons :

- Maillon intrant : Accès difficile aux semences et plantules de qualité, aux produits phytosanitaires ou vétérinaires...
- Maillon production : Faible niveau technique des producteurs, outils et équipements rudimentaires, absence d'unités de traction bovine...
- Maillon transformation : Difficulté d'accès aux unités de transformation : égreneuses, extracteurs d'huile de palme, équipements de production de savon, ou de farine de maïs de qualité.
- Maillon commercialisation : Routes en mauvais état, absence de moyen de transport et difficulté de stockage.

L'accès au financement est transversal à tous les maillons ; un financement destiné soit à la prise en charge des investissements (équipements, outils, intrants, infrastructure...) ou pour servir de fonds de roulement. Les premières pistes de solution avancées tournent autour de projets d'appui à l'acquisition de ces divers investissements et à la constitution de fonds de roulement.

Les analyses toujours en cours ont aussi débouché sur le choix d'investir dans la transformation du maïs et du soja en aliment volaille et poisson. En optant pour ces aliments, les acteurs entendent booster les filières avicole et piscicole qui ont des potentialités évidentes dans la zone. Comme produit de transformation de l'huile de palme, il a été retenu la production du savon de toilette, qui s'ajouterait aux transformations existantes telles que la production du savon de base (lessive) ou de l'huile brute.

L'unité mixte nécessaire à la fabrication d'aliments poisson et volaille est en cours d'acquisition. Un prestataire sera recruté pour son exploitation contre un cahier de charges précis. Les acteurs sont en train de chercher un site dans la cité de Ngandajika pour accueillir cette unité.

Sous-résultat 5.3: Appui au renforcement et à la formation du capital humain

Les compétences de base pour pratiquer correctement les métiers agricoles ont été déjà identifiés lors de l'enquête des acteurs en 2020.

Sous-résultat 5.4: Stimulation et accompagnement de l'auto-entrepreneuriat agricole via l'incubateur intégré au pôle de développement agricole

Le centre d'incubation rurale a été lancée. La première cohorte de trente-six (36) porteurs de projets a été déjà recrutée et formée. Les incubés vont bientôt recevoir leurs appuis financiers pour mettre en œuvre leurs projets. Le centre d'incubation a bien collaboré dans la formation en entrepreneuriat des 8 porteurs de projets en culture attelée ; des porteurs de projets ont eu à recevoir, via un mécanisme de location-vente, des équipements de traction animale (charrues, herses, charrettes...).

Sous-résultat 5.5: Facilitation de l'accès à des sources d'énergie durable

Le bureau d'études « MARGE » a rendu son rapport au début de 2021. Il est sorti de celui-ci que la mise en place d'une source d'énergie était difficile pour cette phase. En effet, le budget n'était pas suffisant pour électrifier toute la cité de Ngandajika. Le rapport a plutôt recommandé d'électrifier les points d'intérêt commun comme le centre logistique ou certains endroits stratégiques comme le CAP, l'INERA ou l'administration du territoire.

Sous-résultat 5.6: Assurer le suivi des sortants 2018 et 2019

Le suivi des sortants 2018 et 2019 de l'ITAV accompagnés à l'insertion professionnelle a continué. 51 jeunes repartis en 7 groupes ont été accompagnés jusqu'en juin 2021 pour des activités de cultures vivrières (maïs, soja, arachide et niébé).

4 Suivi budgétaire

Le taux d'exécution du budget global est de 82% à la fin de 2021. Ce taux varie cependant selon les outputs. L'output 5 a le taux d'exécution le plus faible du projet. La nouveauté de l'approche développement local comme stratégie de mise en œuvre ainsi que la renonciation à de grands postes de dépenses (électrification, aménagement d'un centre logistique) expliquent largement ce faible décaissement. De plus, certains volets qui ont des budgets consistants ont été mis de côté par la suite. C'est le cas notamment du volet énergie et aussi la mise en place d'un centre logistique dans le volet appui aux chaînes de valeurs agricoles. Il est nécessaire de faire un nouveau réaménagement budgétaire surtout pour prendre en charge les activités associées à l'Output 1 qui sont essentielles pour finaliser la dernière année du projet.

Pour ce qui est de l'année 2021, le taux de consommation budgétaire est de 101,32%. Ce taux d'exécution est très appréciable et dans la logique de 2020. Il découle d'une relative bonne collaboration entre les équipes opérationnel et support mais aussi du suivi étroit qui est mené tout au long de l'année 2021. Un réaménagement budgétaire a été effectué cette année pour allouer essentiellement des ressources dans le résultat 3 afin de construire les embarcadères pour 4 bacs construits mais non opérationnels. Des ressources ont été aussi transférées aux moyens généraux pour l'achat de 3 véhicules pour renforcer le parc de véhicule assez vétuste. Pour la dernière année, un nouveau réaménagement sera demandé afin de consolider les acquis dans le résultat 1.

Tableau 18: Exécution budgétaire

	Budget	Dépenses		Solde	Taux de déboursement à la fin de 2021
		Années précédentes	Année 2021		
Total	19500000	13217120	2791571	3 491 309	82%
Output 1	5913171	4916711	977207	19253	100%
Output 2	1044073	820089	176031	47953	95%
Output 3	2411985	1481114	226057	704814	71%
Output 4	522700	348964	114227	59509	89%
Output 5	2599562	161399	156772	2281391	12%
Moyens généraux	7008509	5488843	1141277	378389	95%

5 Risques et problèmes

En 2021, les risques et problèmes sont demeurés presque les mêmes qu'en 2020. De manière générale, le traitement de ces risques et problèmes est bien intégré dans les activités du programme. Il y a lieu de noter aussi que certains risques critiques liés à des marchés publics ne sont plus d'actualité compte tenu de leur annulation. C'est le cas des marchés liés à la fourniture d'énergie ou l'aménagement d'un centre logistique. Le problème lié à la pandémie COVID 19 demeure toujours. Malheureusement, il faudra vivre encore avec cette pandémie pour 2022 encore.

Au cours de l'année 2022, dernière année du projet, le risque de voir certaines compétences quitter prématurément le programme est réel, si des assurances d'emploi ne leur sont pas données. En effet, certains staffs pourraient de toute évidence partir bien avant la fin des activités, ce qui mettra

le projet dans une situation inconfortable compte tenu de la difficulté à recruter des remplaçants dans un court délai et pour un court contrat.

L'aide de la Représentation afin de motiver/apaiser à temps les personnes-clés du programme pourrait être utile.

Pour certains risques, la probabilité d'occurrence ou la gravité/l'impact ont été modifiées. Si le risque est toujours réel, le délai pour mettre en oeuvre l'action de mitigation a été aussi modifié. Le tableau ci-dessous donne la nouvelle matrice qui intègre aussi les gestes/actions posées en 2021 pour les mitiger.

Parmi les nouveaux risques, il y a celui lié à l'expansion de la chenille légionnaire qui est présent en RDC et qui pourrait attaquer le maïs qui est le principal produit vivrier et commercial des agriculteurs du Kasai.

Il y a lieu de noter que certains risques sont devenus des problèmes réels suite à l'actualisation de l'analyse. C'est le cas notamment de :

- Dégradation avancée des routes de desserte agricole nécessaires à l'évacuation des productions agricoles. Ces routes sont laissées à leur propre sort. Les actions visant à les entretenir sont très rares.
- Dégradation de la fertilité des sols. En dehors de quelques zones bien localisées, les sols du Kasai, de manière générale, sont très sableux et très lessivés et ont une fertilité limitée.
- Les questions de genre créent tellement des problèmes dans le Kasai qu'on ne peut plus les considérer uniquement comme des risques.

Tableau 19: Risques et mesures de mitigation

Description du Risque	Période d'identification	Catégorie	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Statuts
Instabilité politique en province	DTF et atelier suivi chaîne des résultats (MDF - décembre 2019)	DEV	Low	High	Medium Risk	Un suivi de l'évolution de la situation politique en province depuis la fin des élections de 2018 est fait régulièrement par l'équipe Enabel au Kasai Oriental et Lomami.	Coordonnateur Provincial (CP)	Permanent	Le chargé de programme ainsi que le Coordonnateur provincial suivent régulièrement la situation politique des deux provinces et instruisent si nécessaire des ajustements dans la conduite de nos activités	En cours
Insécurité	DTF et atelier suivi chaîne des résultats (MDF - décembre 2019)	DEV	Medium	High	High Risk	Un suivi de l'évolution de la situation sécuritaire en province depuis la fin des élections de 2018 est fait régulièrement par l'équipe Enabel au Kasai Oriental et Lomami.	Coordonnateur Provincial (CP)	Permanent	Idem plus haut, la situation sécuritaire fait l'objet de suivi étroit par la coordination provinciale appuyée par les chefs d'antenne.	En cours
Conflits tribaux	Atelier suivi chaîne des résultats (MDF - décembre 2019)	DEV	Low	High	Medium Risk	Un suivi des conflits entre villages ou tribus est fait dès leur apparition.	Coordonnateur Provincial (CP)	Permanent	En cours. Idem suivi de la situation sécuritaire	En cours
Tensions/Conflits en raison d'une plus grande focalisation de l'intervention sur le Territoire de Ngandajika	Q4 2019	DEV	High	High	High Risk	Sensibilisation, formation des autorités provinciales et locales sur les bénéfices attendus de l'approche territoriale du développement local de Ngandajika Implication et responsabilisation des chefs traditionnels et des différents leaders	*Coordonnateur Provincial *IM PRODAKOR et EDUKOR	Permanent	Les raisons du choix de Ngandajika pour le DL continuent d'être expliquées lors des SMCL et autres occasions de rencontre avec les autorités provinciales et chefs traditionnels. C'est une activité qui doit continuer	En cours

Gestion foncière qui réduit l'accès et les investissements, surtout pour les femmes	Début du programme	DEV	Medium	Medium	Medium Risk	Sensibilisation sur le droit foncier et actions de médiation à travers les espaces locaux de concertation ; Activités de vulgarisation des textes légaux du domaine agricole (loi agricole, loi foncière)	IM PRODAKOR	Permanent	En cours. Dans le cadre du "plan genre", les services provinciaux en charge de la thématique ont mené des missions de plaidoyers au niveau des 6 territoires et des actes d'engagements pour faciliter l'accès aux terres ont été signés. Les acteurs suivront l'effectivité.	En cours
Perturbations climatiques (sécheresse, irrégularités des pluies inondations)	Atelier suivi chaîne des résultats (MDF - décembre 2019)	DEV	High	High	Very High Risk	Diversification des cultures et des variétés ainsi que la vulgarisation des pratiques culturales agroécologiques.	ATN R1	Permanent	La diversification des cultures est l'objectif principal de la CdS en cours d'exécution avec INERA. Un avenant a été signé pour conforter les résultats acquis. Les pratiques agroécologiques continuent d'être promues	En cours
Faible qualité des matériels livrés par les fournisseurs	Atelier suivi chaîne des résultats (MDF - décembre 2019)	DEV	Medium	Medium	Medium Risk	Suivi du respect des spécifications techniques du dossier d'appel d'offres à la réception des fournitures livrées par les prestataires.	ATN en charge des résultats (R1, R2, R3, R4 et R5)	Permanent	En cours	En cours
Fluctuations des prix	Atelier suivi chaîne des résultats (MDF - décembre 2019)	DEV	High	Medium	High Risk	Suivi de la fluctuation des prix sur le marché par le mécanisme SIM/SIP géré par les unions des OPB	ATN PRODAKOR R2 et R4	Permanent	En cours	En cours

Courte durée des programmes	Atelier suivi chaîne des résultats (MDF - décembre 2019)	FIN	Medium	Medium	Medium Risk	Identification et mise en œuvre des projets de longue durée pouvant soutenir les efforts des changements qui sont souvent des processus longs et lents.	Enabel HQ Bruxelles Gouvernement de la RDC Représentation Enabel en RDC	Prochain PIC	Le prochain PIC est cours d'élaboration	Nouveau
Engagement insuffisant des acteurs locaux pour enclencher le processus du développement local	Q1 2020	OPS	High	High	High Risk	Action de sensibilisation, d'information et de formation des acteurs locaux	CP IM PRODAKOR et EDUKOR	Permanent	Les sensibilisations se tiennent chaque fois que des occasions se présentent.	En cours
Faible appropriation des thèmes et des problématiques du développement local et du développement agricole par les responsables locaux.	13/04/2020	DEV	Medium	Medium	Medium Risk	Responsabilisation plus importante des acteurs locaux dans le cadre de l'approche Développement Local.	IM	31/12/2022	En cours avec la mise en place du secrétariat du cadre de concertation du territoire qui commence à prendre un leadership sur plusieurs aspects du DL.	En cours
						Responsabilisation sur l'atteinte de résultats (changements) identifiés dans des espaces animés par les équipes Enabel.	CA Ngandajika	01/12/2022	Idem plus haut, les cadres de concertations territoriales et ETD prennent de plus en plus de leadership dans les activités	En cours
Fraude dans le processus d'achat (partage marge fournisseur-gestionnaire achat CTB, fausses factures, sélection arbitraire des fournisseurs/prestataires, matériel livré non conforme, etc)	Début du programme	FIN	Low	High	Medium Risk	- Procédures standard d'achat définies dans le Manuel de procédures Marchés Publics RD Congo, et reprises dans le Manuel Spécifique KOR	RAFI + CG	Permanent	Procédures en place	En cours
						- Contrôles et suivis du partenaire selon planning défini		Permanent		

						- Validation des engagements et des paiements selon registre des signataires mandatés + Visa RAFI sur bons de commande au-delà de 2500 EUR (visa CG sinon)		Permanent		
Fraude lors des ateliers (liste fictive de participants, montants abusifs des frais de mission, fausses factures, etc)	Début du programme	FIN	High	Low	Medium Risk	- Forfaits transport, logement et per diem définis dans l'annexe 4 du Manuel spécifique	RAFI + CG + ATI + ATN	Permanent	Procédures en place + nouveau Memo (n°6) publié en juin 2017 sur comment justifier les avances d'ateliers	En cours
						- Demande d'une liste de participants dans les TDR à comparer avec la liste de présence finale signée		Permanent		
						- Visa FIN nécessaire sur les TDR et le budget Atelier avant d'octroyer l'avance		Permanent		
Perte/vol du stock	Début du programme	FIN	Medium	Medium	Medium Risk	- Existence de fiches de stock à jour	RAFI + Logisticien Programme	Permanent	Procédure en place des contrôles physiques aléatoires effectués régulièrement	En cours
						- Rapportage logistique mensuel (réconciliation fiches de stock et inventaire technique)		Permanent		
						- Mouvements (entrée/sortie de stock) validés à travers des bordereaux d'expédition et des PV de réception archivés mensuellement		Permanent		

Détournement lié à l'utilisation des véhicules (perte/vol de carburant, revente pièces de rechange, entretiens abusifs, etc)	Début du programme	FIN	Medium	Medium	Medium Risk	- Contrôle ex-ante avant validation entretien véhicule/sortie magasin pièce de rechange sur base d'une fiche de suivi d'entretien à jour	RAFI + Logisticien Programme	Permanent	Analyse de l'historique des entretiens et de leur fréquence	En cours
						- Stockage des pièces usagées		Permanent	Contrôle physique du stock	
						- Gestion du carburant via pompe électronique et réconciliation mensuelle des fiches de stock carburant de chaque station-service/citerne avec les carnets de bord de chaque véhicule		Permanent	Analyse des moyennes de consommation des véhicules par mois	
Fraude dans la gestion de caisse (écarts, avances à des fins personnelles, avances non justifiées, vol, etc)	Début du programme	FIN	Low	Medium	Low Risk	- Comptage de caisse journalier et réconciliation avec registre de caisse	RAFI + CG	Permanent	Procédure en place et contrôles réguliers effectués	En cours
						- Seuils maximum de cash en caisse définis et appliqués		Permanent		
						- Contrôle mensuel de la liste des avances ouvertes à la clôture comptable		Permanent		
Braquage au bureau Enabel, à la banque ou sur le trajet/de et vers les antennes/lors des ateliers/lors de activités de terrain	Début du programme	FIN	Low	High	Medium Risk	- Seuils maximum de cash en caisse définis et appliqués - Caisses rangées chaque soir dans coffre	RAFI + Caissière	Permanent	Être attentif à l'évolution du contexte Eviter les habitudes Varier les jours, heures, trajets, montants	En cours

						- Présence d'un gardien à l'entrée du bureau. Entrées et sorties enregistrées dans un carnet		Permanent		
						- Discrétion et confidentialité des opérations de caisse et des mouvements de et vers la banque		Permanent		
Solidité bancaire et professionnalisme (erreurs volontaires ou involontaires de la banque, fonds non disponibles car retenus par la banque, commissions excessives, vulnérabilité financière)	Début du programme	FIN	Low	High	Medium Risk	- Choix d'une banque solide	RAFI + CG + Comptables (+ SC pour relations avec la banque)	Permanent	Soldes bancaires et transactions vérifiées continuellement	En cours
						- Contrôles et réconciliations bancaires au moins hebdomadaires		Permanent		
						- Communication effective avec la banque en cas de problème pour une résolution rapide		Permanent		
Fraude dans l'émission et/ou l'encaissement de chèques	Début du programme	FIN	Low	Low	Low Risk	- Registre des chèques à jour fourni par les comptables avec les pièces probantes à chaque clôture comptable	RAFI + CG + Comptables	Permanent	Vérification régulière de l'applicabilité des mesures décrites en colonne G + Réduction des paiements par chèque depuis juin 2017 car la plupart des fournisseurs ont un compte en banque (et si ce n'est pas le cas, les comptables insistent pour qu'ils en ouvrent un au nom de leur société)	En cours
						- Réconciliation bancaire régulière		Permanent		

						<ul style="list-style-type: none"> - Chéquiers vierges gardés dans coffre - Chèques émis au nom d'une société privilégiés - Pièce d'identité et procuration exigées pour retrait des chèques - Chèques barrés dans la mesure du possible - Chéquier en cours rangé dans un tiroir fermé à clé 		Permanent		
Faux et usage de faux (signatures imitées, faux cachets utilisés, faux documents fournis, etc)	Début du programme	FIN	Low	Medium	Low Risk	- Registre des signataires établi et suivi (annexe 1a du Manuel Spécifique) et signatures multiples permettant de réduire le risque	RAFI + CG	Permanent	Vérification régulière de l'application stricte des mesures énoncées en colonne G	En cours
						- Liste avec spécimen des signatures des signataires mandatés établie et à jour		Permanent		
						- Cachet des mandataires à ranger dans tiroir fermé à tout moment		Permanent		
Mauvaises collaborations / synergies entre les équipes PRODAKOR et EDUKOR autour du résultat commun.	13/04/2020	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Suivi / appui de la coordination provinciale et des ECT.	CP	31/12/2022	En cours. Des échanges réguliers ainsi que des actions communes sont entreprises exemple du FAIF mais aussi des activités du DL.	En cours

Postures inadéquates des équipes Enabel compromettant les résultats attendus sur le DL.	13/04/2020	DEV	Medium	Medium	Medium Risk	Information/formation des équipes Enabel avec les appuis ECT Gouvernance et prestataire extérieur spécialisé.	CP	31/12/2022	Le cabinet pour appuyer le développement local a déjà organisé 2 missions d'appui. De même, nous continuons de bénéficier d'un coaching étroit de l'ECT gouvernance	En cours
Retard dans l'exécution de plusieurs marchés portant sur 200,000 euros ou plus ; retard pouvant découler de plusieurs causes.	01/05/2020	OPS	Medium	High	High	Anticiper le processus tant au niveau local et impliquer les autorités provinciales et même national au plus haut niveau	CP	31/12/2022	en cours	En cours
Réduction significative des débouchés commerciaux des ménages agricoles appuyés ainsi que leurs revenus attendus particulièrement en fin de projet suite à une généralisation de la pauvreté engendrée par une prolongation de l'épidémie COVID 19.	01/05/2020	DEV	Medium	High	High	Diversification des débouchés et Adaptation de la stratégie commerciale des bénéficiaires pour réduction des coûts de transaction ou augmentation des opportunités d'économie d'échelle lors des opérations de commercialisation des produits agricoles,	ATN R2	31/12/2022	Les OPB sont accompagnées pour à la fois diversifier leurs débouchés mais aussi mettre en place des stratégies commerciales plus efficaces. Il y a de plus en plus de participation dans les ventes groupées des produits agricoles.	En cours
Expansion brusque de la chenille légionnaire	05/1/2021	OPS	Medium	High	High	Intégrer dans les messages d'appui-conseil les méthodes de prévention et de lutte contre cette maladie	ATN R1	31/12/2022	Les messages ont été partagés avec les IPA	En cours
Départ prématuré de staffs clés de PRODAKOR	20/01/2022	OPS	Medium	High	High	Concentrer autant que possible les activités dans le premier semestre	IM	31/07/2022	Nouveau	Nouveau

						Identifier pour chaque poste les compétences internes capables de les suppléer	IM	31/07/2022		
						Communiquer dès que possible avec les staffs qui devraient être retenus pour le prochain PIC	CPM	31/07/2022		

Tableau 20: Problèmes et mesures de mitigation

Description du Problème	Période d'identification	Catégorie	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Statuts
Prolongation des mesures de distanciation et des normes sanitaires rendant difficile la tenue à temps de missions et des activités	07/9/2020	OPS	High	Medium	High	Privilégier les activités en petits groupes (Représentation par des délégués des bénéficiaires puis restitution et suivi des restitutions Déléguer certaines activités simples aux STD avec des FA)	IM	31/12/2022	En cours de mise en œuvre avec des ateliers limités à une vingtaine de participants	En cours
Une appropriation/ adhésion de la partie congolaise insuffisante pour mettre en place les conditions permettant la durabilité du fonctionnement des STD.	13/04/2020	OPS	High	Medium	High	Plaidoyer continu et organisé envers les autorités congolaises pour leur mobilisation dans le cadre du projet.	Chargé Prog	31/12/2022	En cours	En cours
						Communication active sur le sujet.	Chargé com	31/12/2022	En cours	En cours

Conditions inédites de travail occasionnées par l'épidémie du COVID-19 obligeant à recourir systématiquement à des modes opératoires particuliers tels que le travail à distance, distanciation sociale/physique, réunions en petits groupes, ou téléconférences de coordination (impliquant une équipe dispersée à travers le monde) dans un contexte de réduction des possibilités de transport de matériels et/ou de personnes.	01/05/2020	OPS	High	Medium	High	Coaching rapproché/étroit par le Contrôleur Financier pour optimiser les règles et procédures afin d'aller plus vite.	Senior Finance Contrôleur	31/12/2022	Des solutions pratiques sont au fur et à mesure mises en place afin d'adresser les difficultés qui se présentent avec le COVID. Elles garantissent un niveau satisfaisant d'opérationnalité comme en témoigne le niveau de décaissement de 2021.	En cours
						Allouer plus de ressources et optimiser les moyens logistiques pour faciliter le travail dans le contexte (crédit Internet, carburant pour faire plus de missions à petites équipes),	RAFI	31/12/2020	L'octroi de crédits Internet a été généralisé à tous les staffs qui font le télétravail.	Complété
						Coacher le personnel sur les techniques de travail à distance	CPM	31/12/2020	Les documents/ recommandations sur les techniques de télétravail venant du CPM, du siège ou d'ailleurs sont largement partagés avec le staff.	Complété
Dégradation de la fertilité des sols et de l'environnement	13/04/2020	DEV	High	High	High	Développer la gestion intégrée des sols avec des nouvelles pratiques culturelles de restauration des sols.	ATN R1	31/12/2022	Une fiche d'activité avec IPAPL pour fournir un appui conseil aux agriculteurs avec un accent sur la GIFS et leur restauration est en cours d'exécution. Les pépinières agroforestières et de reboisement sont en cours d'installation.	En cours
						Arrêt des appuis aux labours mécanisés profonds.	IM	30/04/2020	Complétée	Complété

						Promotion de la culture attelée.	ATN R1	31/12/2022	Une fiche d'activité avec AIDN est élaborée et l'achat du matériel est lancé. Le processus de contractualisation avec CODEART est lancé. La promotion de la culture attelée (CA) est bien lancée avec l'achat des bœufs de trait et la fabrication d'outils de CA.	
Faible prise en compte du genre de façon transversale	03/07/2013	DEV	High	Medium	High	La participation, le ciblage, la responsabilité des femmes sont prises en compte dans les activités de production et de transformation des produits.	IM	31/12/2022	L'ATN en charge du genre a appuyé les différents responsables à définir une stratégie genre spécifique à chaque résultat. Exemple dans le cadre de la transformation, un quota est attribué aux OPB féminines	En cours
Dégradation des pistes de dessertes agricoles nécessaires à l'évacuation des productions agricoles.	13/04/2020	OPS	High	High	High	Appui pour l'organisation de la réfection au niveau des points chauds des pistes concernées par les initiatives locales	ATN R3	31/12/2022	Des ateliers de concertations sur l'entretien des routes ont été tenus et chaque catégorie d'acteur s'est engagé lors de ces ateliers. Du matériel est en cours d'acquisition pour soutenir les initiatives dans leur effort d'entretien.	
Faible niveau de coordination entre acteurs du secteur au niveau de la province	14/07/2020	DEV	High	High	High	Plus grande implication et présence active de l'équipe provinciale Enabel dans les espaces provinciaux de coordination.	CP	31/12/2022	Quelques contacts qui demandent à être renforcés	En cours

6 Synergies et complémentarités

6.1 Avec les autres interventions du portefeuille

Comme en 2020, PRODAKOR a travaillé en 2021 en synergie avec les interventions du Programme d'Enabel au Kasai Oriental et Lomami mais aussi dans d'autres provinces.

1° Avec EDUKOR

La synergie avec EDUKOR continue d'être recherchée au-delà même des exigences imposées par les documents des deux projets; exigence matérialisée par le partage d'un résultat commun dans la phase d'extension. Il y a lieu de rappeler que le résultat commun vise la mise en place d'un pôle de développement agricole au niveau du terroir de Ngandajika. Parmi les occasions de synergie avec EDUKOR, on peut citer sans être exhaustif :

- Formation de deux apprenants au niveau de l'atelier d'AIDN en fabrication d'outils agricoles (charrettes, charrues et herses) et dont un finissant qui a été retenu par l'ONG formatrice.
- La mise en oeuvre du FAIF : Tout le processus et la méthodologie de ce volet ont été définis en commun. La mise en oeuvre se fait aussi de manière commune. Cela inclut la délivrance des appuis financiers aux bénéficiaires qui sont partagés entre les deux projets. La qualité des outils (Format de plan d'affaire, grille de sélection des projets...) utilisés dans ce volet a été ainsi significativement améliorée grâce à cette bonne collaboration. Cela a sans doute contribué à améliorer les résultats de deux projets en termes de promotion du leadership des femmes (recherché par PRODAKOR) et d'insertion professionnelle (EDUKOR).

2° Avec PROGEAU Mbuji Mayi

Cette synergie a été surtout matérialisée par la mise à disposition de ressources humaines. PRODAKOR a ainsi bénéficié à plusieurs reprises du soutien de l'ingénieur de PROGEAU dans le cadre de ses diverses activités de construction. De même l'IM de PROGEAU a été mis à contribution dans l'élaboration des documents techniques du périmètre maraîcher de l'ITAV Nganadajika.

3° Avec PRODAT.

Le PRODAKOR maintient des échanges fructueux à plusieurs niveaux avec l'intervention PRODAT de la Province de la Tshopo et sollicite des avis techniques d'experts de ce projet (Par exemple conception de l'étable fumière de l'ITAV avec un Expert de PRODAT). Cette bonne collaboration s'est traduite aussi par une visite d'échanges de 2 staffs de PRODAKOR pour voir des réalisations de PRODAT en matière de techniques agro-écologiques, de production et de transformation de l'huile de palme ainsi que de commercialisation des produits agricoles.

6.2 Avec les projets pour tiers

Dans le même registre, Le PRODAKOR entretient aussi des relations de collaboration étroite avec le PIREDD Mongala. Un des sujets sur lesquels PRODAKOR a bénéficié des avis de PIREDD est le modèle agroforestier à promouvoir dans le Kasai dans le cadre du renforcement des techniques agro-écologiques.

6.3 Autres synergies et complémentarités

Avec l'ONG belge SOS Faim, le festival des films AlimenTerre a été de nouveau organisé dans la zone d'intervention de PRODAKOR. Après la cité de Ngandajika en 2019 et Mbuji Mayi 2020,

c'était le tour de Mwene Ditu d'accueillir le festival de cette année. Une soixantaine de personnes venues de tous les horizons (autorités publiques provinciales, services publics de santé, ONG, OPB et leurs Unions, services techniques de l'Etat, Centre de recherche de l'INERA, Instituts supérieurs et universités locales, simples agriculteurs, médias etc) ont participé à ce festival.

Au menu, il y avait 3 films qui sont (1) Amuka, l'éveil des paysans congolais, (2) Le Périmètre de Kamsé et (3) Le Festin. Ces films ont servi de prétextes pour débattre sur plusieurs questions majeures liées au développement de l'agriculture et de la sécurité alimentaire dans la Zone. Plusieurs recommandations ont été faites à l'endroit des acteurs qui comprennent les partenaires techniques et financiers, les organisations paysannes mais aussi les acteurs étatiques au niveau national et provincial. Afin d'éviter que les FAT ne soient « des rencontres de plus », un comité a été mis en place pour suivre la mise en œuvre des recommandations issues de la session de 2021. Il se réunira au moins une fois avant le prochain FAT. Avec l'éveil de conscience qu'il favorise mais aussi avec le dispositif de suivi mis en place, nous espérons que ce festival contribuera à une meilleure gouvernance du secteur agricole.

7 Thèmes transversaux

7.1 Environnement et changement climatique

Dans la même lancée que les années antérieures, PRODAKOR continue de mener des actions favorables à l'environnement ainsi qu'à la prise en compte des problèmes engendrés par le changement climatique. Parmi ces actions, sans être exhaustif, on peut citer :

- La promotion de la culture du palmier à huile. L'évaluation de CIRAD conclut que l'action palmier à huile de PRODAKOR est très bénéfique pour l'environnement et aussi pour le changement climatique. En effet, la plupart des plantations sont installées dans des zones peu boisées voire dénudées. Elles jouent ainsi un rôle dans la captation du dioxyde de carbone (en la conservant au moins une trentaine d'année) tout en protégeant les sols contre les érosions hydriques et éoliennes. Il convient de mentionner aussi que comme toute culture pérenne, le palmier à huile a besoin de moins surfaces et exerce ainsi une moindre pression sur les reliques de terres naturelles (Pas besoin de jachères et de rotation).
- La promotion des techniques agroécologiques telles que les associations légumineuses - céréales ou l'usage d'engrais verts (Mucuna). Ces techniques agroécologiques incluent aussi la traction bovine en cours de relance dans la zone. Celle-ci permet un travail de sol plus léger et moins destructurant en plus d'un apport de matières organiques de qualité (déjections animales) qui contribuent à la protection du sol ainsi qu'au maintien de sa fertilité. Présentement, des pépinières additionnelles ont été installées et devraient, dans de brefs délais, permettre la mise en place de bois villageois ainsi que des parcelles agroforestières pour davantage amplifier les bénéfices environnementaux de PRODAKOR.
- L'identification de variétés locales adaptées au changement climatique. Elle se fait dans le cadre de la Convention de subsidence signée avec l'INERA visant en partie à identifier des variétés locales adaptées au changement climatique. Les résultats intermédiaires semblent intéressants. Il s'agira par la suite de procéder à leur homologation avant leur vulgarisation. Ainsi, l'aboutissement de ce processus va permettre d'impacter positivement le changement climatique.
- Faisant suite aux directives de la représentation RDC, dorénavant les achats locaux sont privilégiés. Lors des ateliers et réunions, les bouteilles d'eau en plastique à usage unique sont maintenant bannies au niveau du programme. A la place, des distributeurs d'eaux avec

des bouteilles rechargeables sont systématiquement utilisées. De plus, les staffs sont plus sensibles à l'économie d'énergie (éclairage des bureaux), à l'utilisation de papiers d'impression suite à la visite de l'Expert climat et environnement d'Enabel RDC. Tout ceci devrait avoir sans doute une conséquence positive sur l'empreinte carbone de PRODAKOR.

7.2 Genre

PRODAKOR dispose déjà d'un résultat entièrement dédié au renforcement du leadership des femmes rurales ; un résultat mis en place dans le cadre d'une approche genre et destiné à apporter une solution spécifique aux problèmes des femmes rurales. Ainsi, plusieurs activités sont mises en œuvre parmi lesquelles l'alphabétisation fonctionnelle en direction des femmes, le soutien des initiatives des femmes dans le cadre du FAIF, l'animation d'espaces d'échange qui sont de véritables endroits où se discutent les problèmes des femmes et la conscientisation des hommes pour enfin créer un environnement plus inclusif à leur faveur. On peut aussi mentionner les plaidoyers pour faciliter l'accès à la terre par les femmes qui ont été menés avec les services provinciaux en charge du genre dans les six territoires de la zone d'intervention.

La prise en compte du genre de manière transversale reste un défi quotidien pour l'ensemble du programme agricole qui travaille souvent avec des organisations paysannes mixtes dominées par les hommes. Rares sont celles qui, dans le comité directeur/organes de gestion, ont une représentation féminine significative. Ainsi pour la plupart, celles-ci sont de simples membres avec un rôle subsidiaire ne permettant pas d'influencer significativement les décisions de leurs associations pour bénéficier équitablement des retombées de leurs activités.

La mise en œuvre de l'approche genre, c'est aussi l'intégration dans les activités rattachées aux autres résultats d'une approche plus spécifique. Conscient du fait que pour diverses raisons (non disponibilité à cause des tâches ménagères) les femmes ne sont pas très présentes dans les différentes séances de renforcement des capacités techniques (visites d'appui conseils, visites des moniteurs agricoles, animation au niveau des parcelles expérimentales...) et sont ainsi moins bien « capacités », des visites additionnelles ont été demandées aux moniteurs en faveur des agricultrices et candidates-agricultrices de référence. Dans le même ordre d'idées et dans le but de combler le gap de capacité technique, un appui en petits matériels/outils va être fourni en début de l'année 2022 aux agricultrices de référence. Par ailleurs, dans le cadre de la transformation des produits agricoles, un quota d'égreneuses, de malaxeurs et de tricyles a été réservé aux femmes.

7.3 Digitalisation

Le travail de PRODAKOR consistant à prélever toutes les données SIG des principaux vergers familiaux de palmier à huile a commencé. Bien que ce travail n'ait pas été finalisé à date, il est possible aujourd'hui de visualiser plusieurs vergers familiaux. La géolocalisation des réalisations du projet fait partie maintenant des pratiques ancrées dans l'équipe.

Un Système d'Information sur les Marchés (SIM) couplé à un Système d'Information sur les Prix (SIP), utilisant les SMS des réseaux téléphoniques locaux, est implanté et fonctionnel, dans la zone de travail du PRODAKOR pour soutenir la commercialisation des produits agricoles. 30 agriculteurs ont été formés pour supporter ces systèmes qui bénéficient environ à 3300 agriculteurs.

Par ailleurs, plusieurs **groupes WhatsApp** d'acteurs à la base ont été créés pour une diversité de raisons. On peut noter par exemple citer le groupe des pépiniéristes de palmiers ou celui des pépiniéristes agroforestiers pour l'association des pisciculteurs. Ces groupes constituent de véritables plateformes facilitant grandement les échanges entre membres.

7.4 Emplois décents

Dans le contexte opérationnel de PRODAKOR, il semble difficile de parler de travail décent surtout si on se réfère à la note d'Enabel RDC y dédiée. En effet, cette note stipule que le salaire d'un travail décent se situe à au moins 103 dollars pour la Lomami ou 153 dollars pour le Kasai oriental. Ces montants sont difficilement réalisables dans le contexte du Kasai Oriental et la Lomami ou un enseignant de l'école primaire gagnait jusqu'à une date récente un salaire mensuel de 37 dollars par mois ou un policier 30 dollars.

D'ailleurs, cette difficulté rend compréhensible la fixation de la cible de l'indicateur de l'Outcome de PRODAKOR portant le revenu issu des activités agricole à 250 dollars par saison, soit 500\$ par année. Ce revenu représenterait un revenu moyen mensuel de 41 dollars.

En 2021, chacun des **32** membres de PFP qui sont aussi des employés de cette OPB a reçu un revenu moyen mensuel de 25 USD pour un taux d'occupation de moins de 20%. Cela signifie en équivalent -temps plein (tenant compte aussi du caractère saisonnier des activités agricoles), que les revenus moyens mensuels s'élèveraient à au moins 100 dollars largement supérieurs au revenu acceptable dans la zone.

En plus de ces emplois acceptables créés par PFF, les unités de transformation (Extraction huile de palme, égrenage mouture de maïs) mises à la disposition des OPB ou des Unions ont contribué à créer **18 emplois** comme opérateur de malaxeur touchant des revenus entre environ 10 et 22\$ par mois.

Par ailleurs, de nombreux emplois temporaires sont aussi créés surtout avec les plantations de palmier à huile PalmElit. Certains planteurs qui disposent de grandes surfaces (plus de 5 hectares) ont souvent recours à de la main-d'œuvre payée pour exécuter certains travaux d'entretien. C'est un aspect qui est en train de démarrer petit à petit, car la plupart du temps, les agriculteurs ont plutôt recours à la main d'œuvre familiale non rémunérée.

Quelques emplois périodiques ont été créés aussi par les OPB et leurs Unions, dans l'entretien de certains champs communautaires (c'est le cas à Kanyenga, dans le territoire de Ngandajika), ainsi que dans le remplissage des sacs et la manutention, lors des opérations de transformation des produits agricoles et de vente. Ces emplois sont occasionnels et sont liés au cycle de production et d'exécution des opérations post-récolte.

8 Leçons apprises

Il y a plusieurs leçons apprises des succès de PRODAKOR ainsi que de ses défis rencontrés au courant de cette année 2021. De ces défis et succès, des leçons ont été tirées. Plusieurs d'entre eux sont déjà mentionnés plus haut. Nous allons cependant rappeler quelques principaux dans les lignes ci-dessous.

8.1 Les succès

1. L'OP F.S MPUNGA qui avait reçu 40 lapins pour 10 ménages et a décidé sans aucune contrainte de mener des activités de métayage avec leurs consœurs. A moins d'une année 13 autres femmes bénéficient de lapins qui permettent à ces dernières non initialement ciblées (autres femmes) de bénéficier des retombées du FIAF et ainsi d'augmenter son impact. Cela représente un succès indéniable. Pour des interventions similaires en RDC ou

ailleurs, ce serait bien d'écouter davantage les femmes et de leur laisser la possibilité de choisir.

2. Dans le cadre du FAIF, plusieurs autres projets ont été financés en 2020 puis en 2021. La mobilisation d'accompagnateurs généralistes et spécialisés a été très utile dans la conduite des activités par les bénéficiaires. Cela a permis de produire de meilleurs résultats en termes de génération de revenus comme en témoigne le nombre d'OPB féminines qui génèrent des revenus partagés. Dans une initiative d'appui aux activités génératrices de revenus comme dans le cadre du FAIF, l'accompagnement technique doit être toujours apporté en amont et en cours en plus des appuis financiers.

8.2 Les défis

3. La mise en place d'une stratégie pertinente pour faciliter un accès large aux semences de *Mucuna* et *Vigna radiata angularis* utilisées comme engrais vert est un défi de taille. En effet, le succès d'une bonne promotion des ITK d'engrais verts à base de ces plantes peu répandues et non consommables repose sur une disponibilité en quantité suffisante de leurs semences. Ces engrais verts sont maintenant reconnus très utiles pour la fertilité des sols mais leur utilisation reste limitée par la non-disponibilité en quantité suffisante de leurs semences au plus près des producteurs. Les agri-multiplicateurs pourraient jouer un rôle dans la production de ces semences particulières.
4. L'adoption des modèles agroforestiers. En effet, malgré les nombreuses sensibilisations, il est observé une réticence de certains bénéficiaires à mettre certaines espèces d'arbres nécessaires à l'implantation de modèles agroforestiers tels que les cultures en couloir ou les cultures intercalaires. Cela retarde beaucoup la diffusion des modèles parmi la communauté. Une plus grande implication des bénéficiaires dans les décisions des modèles agroforestiers à promouvoir aurait pu booster l'adhésion nécessaire à l'adoption de tels modèles.
5. L'appropriation des acquis de PRODAKOR à la fois par certains bénéficiaires (OPB, Unions, CAP pour la production des alevins, agriculteurs simples ou de référence...) mais aussi les STD (IPA, IPDR, INERA pour l'appui durable de chaîne semencière...) reste un défi majeur pour garantir la durabilité des acquis surtout pour cette dernière année du projet.
6. ,
7. La concrétisation du plan d'action stratégique et le lancement des projets portés les acteurs et ou structures actives dans le processus PDA

8.3 Questions d'apprentissage stratégique

L'évaluation de l'action palmier à huile de PRODAKOR menée par CIRAD a permis de répondre aux questions sur l'adaptabilité de la variété PalmElit (celle promue au Kasai), et aussi sur les aspects liés à ses performances en termes de production mais aussi son acceptabilité (prise en compte des préférences en termes de goût...) par les communautés. La variété PalmElit s'adapte bien dans la zone malgré le petit déficit hydrique auquel elle doit faire face. Sa zone de prédilection idéale est beaucoup plus pluvieuse que le Kasai. Les performances de cette variété malgré cela sont très appréciables. Il en est de même de l'engouement de la communauté qui ne cesse de la demander. Ainsi la continuation de sa diffusion reste même si avec la fin du projet, celle-ci devra reposer sur des acteurs bien établis.

La question sur la pertinence d'empoissonner les étangs naturels a fait l'objet aussi d'une étude. Malgré le caractère partiel de cette étude, le risque de créer des conflits après empoisonnement

des étangs naturels est réel. Dès lors, en attendant des investigations plus approfondies, il est plus salubre de mettre en standby cette activité.

Au demeurant la question l'approche pour relancer entièrement la traction animale dans la zone en tenant compte de l'absence d'institutions de financement et du caractère particulier de ce sous-secteur demeure toujours actuelle malgré l'initiative prise dans ce domaine.

Cette question de financement concerne aussi les palmiers même si une stratégie Exit pour l'action palmier à huile est en train d'être mise en œuvre.

La gestion des divers appuis matériels se pose toujours.

8.4 Synthèse des enseignements tirés

Tableau 21: Enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
1° Faire davantage confiance au sens d'organisation des femmes peut amener à créer un plus grand impact de leur appui. C'est le cas de l'OP F.S MPUNGA qui avait reçu 40 lapins pour 10 ménages et qui a décidé sans aucune contrainte de mener des activités de métayage avec leurs consœurs. A moins d'une année 13 autres femmes bénéficient de lapins qui permettent à ces dernières non initialement ciblées (autres femmes) de bénéficier des retombées du FIAF et ainsi d'augmenter ainsi son impact. Pour des interventions similaires en RDC ou ailleurs, ce serait bien d'écouter davantage les femmes et leur laisser la possibilité de choisir.	<i>Portefeuille pays.</i>
2° Dans une initiative d'appui aux activités génératrices de revenus comme dans le cadre du FAIF, l'accompagnement technique doit être toujours apporté en plus des appuis financiers. Dans le cadre du FAIF, plusieurs autres projets ont été financés en 2020 puis en 2021. La mobilisation d'accompagnateurs généralistes et spécialisés a été très utile dans la conduite des activités par les bénéficiaires. Cela a permis de produire de meilleurs résultats en termes de génération de revenus comme en témoigne le nombre d'OPB féminines qui génèrent des revenus partagés.	<i>Portefeuille pays.</i>
3 °Le succès d'une bonne promotion des ITK d'engrais verts à base de plantes peu répandues et consommables telles que le Mucuna ou le Vigna radiata angularis repose sur une disponibilité en quantité suffisante de semences de qualité pour ces spéculations. Ces engrais verts sont maintenant reconnus très utiles pour la fertilité des sols mais leur utilisation reste limitée par la non-disponibilité en quantité suffisante de leurs semences au plus près des producteurs. Dès lors PRODAKOR doit aider à mettre en place des stratégies pour faciliter l'accès à ces semences. Les agri-multiplicateurs pourraient jouer un rôle dans la production de ces semences particulières.	<i>Portefeuille pays,</i>
4 ° Une implication insuffisante des bénéficiaires dans les décisions de modèles agroforestiers crée une vraie réticence de certains d'entre eux à les mettre en pratique. Ceci est observé avec certains des bénéficiaires à mettre certaines espèces d'arbres nécessaires à l'implantation de modèles agroforestiers tels que les cultures en couloir ou les cultures intercalaires et cela retarde beaucoup la diffusion des modèles parmi la communauté	<i>Enabel Bruxelles, pays partenaire, Belgique</i>

9 Pilotage

9.1 Modifications apportées à l'intervention

Plusieurs modifications ont été apportées sur des activités initialement planifiées de PRODAKOR. Cependant, les modifications les plus consistantes concernent principalement des activités rattachées au résultat 5 (Pôle de développement agricole). Fait partie de ces activités, la mise en place d'un grand centre logistique qui comporterait plusieurs unités de stockage, de transformation et de commercialisation des produits agricoles ainsi que l'incubateur avec ses différentes salles informatiques, de formation ou son restaurant et cafétéria. Les avis venant de divers experts internes mais aussi externes concluaient à la prématurité de cette infrastructure qui risquait d'être un autre éléphant blanc. La raison principale est que les acteurs ne semblent pas être prêts à l'accueillir et qu'il est nécessaire de construire avant tout un mécanisme/système de fonctionnement et de gestion plus apte à le porter.

De plus, le volet énergie qui trouvait pour une bonne partie sa justification avec ce centre logistique ne sera pas non plus exécuté, du moins selon la première forme envisagée. Celle-ci prévoyait une grande ferme solaire intégrée à un grand centre logistique et qui lui fournirait toute l'énergie dont il a besoin mais aussi qui en fournirait à toute la cité de Ngandajika. En effet, l'étude conduite par le bureau MARGE avait conclu que ni le budget ni le temps restant du projet ne permettraient de réaliser cette activité de fourniture d'énergie telle qu'initialement planifiée. L'étude recommandait toutefois un phasage dans la réalisation de ce volet ; un phasage qui allait nous amener au-delà de 2023.

Le changement de ces deux importantes activités impactera aussi les sous-résultats ainsi que les indicateurs associés. Il en est de même du budget dédié. Un premier réaménagement budgétaire a été organisé en juillet 2021. Ce réaménagement de juillet a consisté aussi à l'allocation de ressources pour la construction des embarcadères des bacs construits dans le cadre de PRODEKOR pour améliorer leur fonctionnalité et le recrutement d'un Expert en développement local.

Un autre est envisagé dans le premier trimestre 2022 afin de permettre une réallocation budgétaire dans certaines activités-clés associées au résultat 1.

Malgré ces modifications, les objectifs globaux du projet restent toujours atteignables sans grandes difficultés.

9.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Le tableau ci-dessous résume les décisions stratégiques importantes prises par le Comité de pilotage au cours de l'année 2021.

Tableau 22: Décisions du comité de pilotage

Décision à prendre	Période d'identification	Source
Les membres de la SMCL recommandent que là où l'arrêté d'interdiction des feux n'est pas pris, une circulaire soit signée encadrer et renforcer cette interdiction (Des feux de brousse)	Novembre 2021	PV SMCL Novembre 2021.
Les membres de la SMCL recommandent que désormais les SMCL se tiennent en 2 jours soit un jour par programme	Novembre 2021	PV SMCL Novembre 2021.
Les membres de la SMCL ont approuvé le réaménagement budgétaire sollicité portant sur un montant de €625,000 pour la construction des 4 embarcadères, l'achat de 3 véhicules et le recrutement d'un Expert National en développement Local. Cet argent vient principalement des lignes budgétaires énergie.	Juillet 2021	PV SMCL Juillet 2021.
La reformulation des indicateurs de proposée par l'équipe de PRODAKOR portant 8 indicateurs est adoptée	Novembre 2021	PV SMCL Novembre 2021.

Il y a lieu de noter que les échéances pour les actions non exécutées seront suivies jusqu'à la fin du projet en décembre 2022

Tableau 23: Recommandations du comité de pilotage

Action			Suivi	
Action(s)	Resp.	Echéance	Progression	Statut

1. Que les gouvernements des deux provinces du Kasai Oriental et de la Lomami inscrivent une ligne dans leur budget afin de soutenir la recherche agricole et de pérenniser les acquis obtenus avec l'appui de PRODAKOR	Gouverneurs de Provinces Kasai Oriental et Lomami	Décembre 2022	La Province de la Lomami réalisé 45% des prévisions en finançant notamment l'acquisition de semences par des ménages agricoles à la faveur du lancement de la campagne agricole A 2021	En cours
2. Que les gouvernements des deux provinces du Kasai Oriental et de la Lomami puissent disponibiliser des moyens financiers en faveur des inspections agricoles et de développement rural afin de pouvoir étendre l'encadre dans les autres territoires non couverts par PRODAKOR.	Ministères provinciaux de l'agriculture, du budget et des finances des provinces du Kasai Oriental et Lomami	Décembre 2022	Non exécuté.	A évaluer à la prochaine SMCL
3. Que les inspections provinciales de développement rural puissent prendre des dispositions utiles pour étendre le modèle d'organisation des producteurs agricoles dans les autres bassins non couverts par PRODAKOR	IPDR	Décembre 2022	Pour la Lomami, on est à l'enquête qui permettra d'identifier les OPB et les classifier. Non exécuté pour le KOR ou les OPB sont au niveau c-à-d non accompagnées	En cours d'exécution
4. Que les ministres provinciaux des deux provinces en charge de l'environnement veillent sur l'application effective de l'interdiction des feux de brousse afin de protéger la fertilité des sols	Ministres provinciaux en charge de l'environnement	Décembre 2022	Au KOR, on estime que l'arrêté n'est plus pertinent puisqu'une loi existe déjà. Pour la Lomami l'arrêté est pris et rendu public.	Finalisé
5. Les membres de la SMCL recommandent au programme d'améliorer la transmission de l'information budgétaire aux ministres provinciaux pour leur meilleure contribution à la mise en œuvre des activités	Enabel Kasai Oriental et Lomami	Décembre 2021	Exécuté	Finalisé

9.3 Réorientations stratégiques envisagées

La SMCL extraordinaire tenue en juillet passé avait déjà autorisé une ponction du budget initialement dévolu au volet énergie pour construire les embarcadères de 4 Bacs, bacs que PRODEKOR n'avait pu finaliser. La même SMCL avait autorisé l'achat de 3 véhicules pour étoffer le parc vieillissant de véhicules d'Enabel Kasai Oriental et Lomami ainsi que la prise en charge d'un Expert en développement local pour booster les activités du résultat commun. Ce réaménagement budgétaire intervenait à la suite de l'Etude Energie qui avait conclu que le temps et le budget alloué pour ce volet n'étaient pas suffisant pour réaliser le volet conformément à ce qui était planifié : une grande ferme solaire adossée au centre logistique qui alimenterait la cité de Ngandajika. Dans la même période plusieurs experts internes et externes (Experts du cadre du Contrat cadre développement Local) ont remis en cause la pertinence/l'opportunité de mettre en place un grand centre logistique compte tenu de la capacité des acteurs à le gérer (dynamique pas assez suffisante) et le temps limité pour PRODAKOR de mener l'accompagnement nécessaire avant la fin du projet.

Ainsi, à côté de la réorientation du volet énergie, une réorientation du centre logistique s'impose. En lieu et place d'un grand centre logistique, nous suggérons d'appuyer quelques petits projets des acteurs des projets compatibles en termes de dimension/taille avec leurs capacités actuelles. C'est le cas de l'unité mixte de fabrication d'aliments poisson et volaille.

Au demeurant, il est fort probable qu'avec la venue prochaine du Projet de Développement Agro-industriel de Ngandajika (PRODAN) que l'électrification soit apportée à Ngandajika en exploitant les potentialités hydroélectriques existantes dans la zone pour faire fonctionner les futures installations agro-industrielles. Cela signifie aussi que le besoin d'une grande transformation des produits pourrait ne pas se poser du moins dans un court et moyen terme.

Une autre réorientation concerne le financement de certaines activités initialement portées par EDUKOR dans résultat commun par PRODAKOR. De la sorte, les fonds résiduels (modestes) d'EDUKOR seront plus facilement destinés à compléter le budget de la construction du Centre de Ressource. Il va sans dire que les activités qui découleront du Plan d'Action Prioritaire des acteurs locaux du cadre de concertation seront supportées par les fonds du même Résultat 5.

9.4 Recommandations

Tableau 24: Recommandation équipe de Projet

Recommandations	Acteur	Date limite
Réaménagement budgétaire pour allouer un peu de ressources aux résultats 1 et 2 et prendre en charge quelques activités additionnelles nécessaires pour améliorer la durabilité de PRODAKOR	SMCL	Q1 2022
Accélérer l'attribution du marché pour la construction des embarcadères pour permettre le démarrage des travaux au début du deuxième trimestre au plus tard	CMPL	Q1
Accélérer le processus d'identification des petits projets des acteurs locaux pour éventuellement lancer ce qui relèverait des engagement de Enabel avant la fin de Q2.	Equipe Projet	Q2 2022

10 Annexes

10.1 Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de la PERTINENCE : note totale	A	B	C	D
	X			
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?				
X	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
...	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
...	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.		
...	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.		
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?				
X	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).		
	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.		
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.		
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.		

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
	A	B	C	D

Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale			X		
2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?					
	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.			
X	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.			
	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.			
	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.			
2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?					
	A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.			
X	B	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.			
	C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.			
	D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.			
2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?					
	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.			
X	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.			
	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.			
	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.			

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>					
Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale		A	B	C	D
			X		
3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?					

	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.
X	B	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.
	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.
	D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.
3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?		
	A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
X	B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.
	C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.
	D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C, pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale	A	B	C	D
			X	
4.1 Durabilité financière/économique ?				
	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.		
	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.		
X	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.		
	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.		
4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?				

	A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
X	C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.
4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?		
	A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
	B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
X	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.
4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?		
	A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
X	B	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
	C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

10.2 Cadre logique et/ou théorie de changement mis à jour

Les moyens et les ressources ont été mis en branle pour offrir les services/résultats contractuels (outputs) dont l'utilisation effective par les bénéficiaires et les partenaires est considérée comme la condition pour produire/obtenir le changement escompté ainsi que les progrès recherchés.

La responsabilité opérationnelle des résultats relève de la sphère de contrôle du Programme. Dans ce sens, la planification et l'implémentation des activités durant l'année 2021 avaient pour ambition d'atteindre les cinq résultats contractuels en veillant sur la qualité de leur mise en œuvre. Ces efforts ont été constamment menés dans une perspective qui questionnait leur capacité à produire les services/résultats escomptés.

L'offre des services/livrables/résultats opérationnels, l'accompagnement technique ainsi que l'animation des dynamiques émergentes ont été positionnés en vue d'influencer l'atteinte de l'Outcome. L'année 2021 a permis d'observer les changements suivants qui y ont significativement contribué à :

- L'adoption toujours croissante des ITK qui se traduit par un accroissement des rendements agricoles
- La demande grandissante des alevins, des graines prégermées de palmier à huile, des semences R1 et R2 par les agriculteurs
- L'inscription de la vente groupée dans la pratique de commercialisation des produits agricoles. Ceux-ci sont de plus en plus transformés avec une valeur ajoutée qui impacte notablement les revenus des agriculteurs
- L'entretien, la réparation des machines de transformation des produits agricoles sans se référer au Programme ainsi que le bon niveau de gestion des investissements par les structures bénéficiaires
- Le rapprochement et la confiance accrues entre les agents des services accompagnateurs et les agriculteurs
- L'amélioration progressive de la perception du statut de la femme : prise de parole en public par la femme, son accès à l'écriture et à la lecture, son investissement dans les activités économiques, son positionnement dans les sphères locales de décision
- Les acteurs du terroir de Ngandajika apprennent à se connaître et à travailler ensemble pour construire des compromis autour de la vision du développement agricole de leur terroir au sein du cadre de concertation inter-ETD
- Ils développent un sens de responsabilité et de l'auto-prise en charge, notamment en organisant sans un appui du programme leurs réunions de concertation. Ce qui balise le chemin vers l'autonomisation des acteurs
- Les acteurs locaux réalisent eux-mêmes le diagnostic du terroir et de son système agricole.
- Le démarrage de collaboration et de développement des relations d'affaire entre les acteurs des filières et les différentes ETD

Tous ces changements ont été induits par l'ensemble des produits/services offerts par PRODAKOR en 2021. Ils sont appelés à être surveillés tout au long de 2022, année de clôture du programme. En effet, le maintien et le renforcement de l'offre de services par le programme et leur utilisation par les partenaires et les bénéficiaires dans leurs activités ordinaires de production restent la voie aussi bien pour l'augmentation des revenus que pour la réduction du déficit alimentaire et de la pauvreté dans la zone d'intervention. Le mouvement des indicateurs de l'objectif spécifique en 2021 conforte le programme à poursuivre sans relâche et à consolider l'accompagnement de l'opérationnalisation de sa théorie du changement auprès des bénéficiaires.

Révision de la théorie de changement en 2021 à travers la chaîne des résultats

Outputs

1. Les services d'innovation technique, d'expérimentation paysanne et d'appui-conseil destinés aux exploitations agricoles familiales sont améliorés

2. Services de conservation, transformation et commercialisation améliorés

3. La gouvernance du secteur agricole est

4. Le leadership des femmes rurales est amélioré

5. Un pôle de développement agricole est créé au centre du

Changements induits

Adoption toujours croissante des ITK

Demande grandissante des alevins, des graines prégermées, des semences R1 et R2 par les agriculteurs

Stockage, transformation et vente groupée des produits agricoles

L'amélioration progressive de la perception du statut de la femme : prise de parole en public par la femme, son accès à l'écriture et à la lecture, son investissement dans les activités économiques, son positionnement dans les sphères locales de décision

Changements induits

L'entretien, la réparation des machines de transformation des produits agricoles sans se référer au Programme ainsi que le bon niveau de gestion des investissements par les structures bénéficiaires

Outcome

Les revenus des exploitations agricoles familiales sont augmentés

Objectif global

Déficit alimentaire et pauvreté réduits

Les acteurs du terroir de Ngandajika apprennent à se connaître et à travailler ensemble pour construire des compromis autour de la vision du

Auto-prise en charge de certaines réunions de concertation/
Développement relations d'affaire entre les acteurs des filières du Terroir de Ngandajika

10.3 Fiches de suivi de processus de changement (optionnel)

Fiches de suivi à utiliser dans le cadre d'une démarche réflexive en cours ou une démarche de recherche-action explicite utilisée par l'intervention (*voir guide gestion du contenu*).

Titre Output 1	
Quelle est l'hypothèse de travail (1 phrase) qui donne l'orientation pour arriver à l'outcome intermédiaire ?	
Est-ce que la Théorie de Changement (modèle, principes, valeurs) sous-jacente à l'hypothèse de travail a été développée d'une façon explicite ? <input type="radio"/> Non <input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Changements majeurs apportés au Toc durant l'année ? Si oui : lesquels ? (éventuellement ToC modifiée en annexe)	
Quelles ont été les décisions majeures prises durant l'année pour réaliser le changement sur base de l'hypothèse de travail, et leur justification ? <input type="radio"/> Décision 1 : <input type="radio"/> Justification Décision 1 : <input type="radio"/> Décision 2 : <input type="radio"/> Justification Décision 2 :	
Y-a-t-il eu des opportunités dans le contexte (spécifiquement en lien avec le résultat) qui ont facilité le processus de changement et l'atteinte de l'outcome intermédiaire ?	
Y-a-t-il eu des contraintes majeures dans le contexte (spécifiquement en lien avec le résultat) qui ont influencé négativement facilité le processus de changement et l'atteinte de l'outcome intermédiaire ?	
Le processus de changement (recherche-action) a-t-il été documenté ? <input type="radio"/> Non <input type="radio"/> Oui Si oui, sous quelle forme ?	
Y-a-t-il eu une communication par rapport au processus de changement documenté ? <input type="radio"/> Non <input type="radio"/> Oui Si oui, sous quelle forme ?	

10.4 Aperçu des MoRe Results

Suite à la SMCL de novembre 2021, des reformulations d'indicateurs ont été validées. Le tableau ci-dessous présente les nouvelles formulations adoptées.

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au	Outcome (1 indicateur modifié)
	<ul style="list-style-type: none"> • Revenu brut moyen des agriculteurs issu des activités agricoles
	Output 1 (1 indicateur modifié)

Rapport des résultats

cours des 12 derniers mois ?	<ul style="list-style-type: none"> • Pourcentage d'agriculteurs qui ont accès physique aux semences de qualité. <p>Output 3 (1 indicateur modifié)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pourcentage d'OPB expérimentées sur le plan technique et organisationnel qui fournissent des services de qualité auprès de leurs membres. <p>Output 4 (1 indicateur modifié)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'OPB de femmes ayant une activité économique qui produisent des revenus partagés aux membres <p>Output 5 (1 indicateur modifié)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Taux d'exécution du plan d'action • Nombre de bénéficiaires accompagnés par l'incubateur rural • Nombre de bénéficiaires insérés par l'incubateur rural • Nombre d'élèves sortants de l'TTAV installés en auto-emploi
Rapport Baseline enregistré dans PIT ?	Oui
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	Du 25 septembre au 17 octobre 2017 (rapport final MTR : janvier 2018)
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	--- Octobre 2022
Missions de backstopping depuis le 01/01/2012	<ul style="list-style-type: none"> * 1^{ère} mission Backstopping EST : du 06-08/11/2014 * 2^{ème} mission Backstopping EST : du 11-19/05/2015 * 3^{ème} mission Backstopping MDF : du 03-08/03/2016 * 4^{ème} mission Backstopping EST : du 20/09-03/10/2017 * 5^{ème} Visite ECT Agriculture – Enabel RDC: du 04-14/03/2018 * 6^{ème} Visite ECT Gouvernance – Enabel RDC: du 18 -21/06/2018 * 7^{ème} Visite ECT Agriculture – Enabel RDC: du 01 -06/07/2019 * 8^{ème} mission Backstopping MDF : du 03-06/12/2019 * 9^{ème} Visite ECT Agriculture – Enabel RDC: du 27 -31/01/2020 * 10^{ème} Visite de ECT Gouvernance et ECT Infrastructure Enabel RDC: 3 mars au 10 mars * 11^{ème} Visite de ECT Agriculture Enabel RDC : 15 au 19 mars 2021 * 12^{ème} Visite de EST Agriculture 22/09 au 8/10/2021

10.5 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

Le tableau ci-dessous donne le budget à la date du 31 janvier 2022.

	Initial Budget	Delta Revised Budget	Total Budget	Total commitments	Actuals	Available
RDC1217111_A010100	1 168 000,00	350 782,00	1 518 782,00	0,00	1 411 039,35	107 742,65
RDC1217111_A010101	0,00	0,00	0,00	0,00	63,47	-63,47
RDC1217111_A010102	0,00	0,00	0,00	0,00	36,06	-36,06
RDC1217111_A010103	0,00	0,00	0,00	26 644,94	83 461,38	-110 106,32
RDC1217111_A010104	0,00	0,00	0,00	0,00	-5 650,68	5 650,68
RDC1217111_A010200	852 500,00	-166 459,00	686 041,00	0,00	678 558,42	7 482,58
RDC1217111_A010201	0,00	0,00	0,00	0,00	9 938,72	-9 938,72
RDC1217111_A010202	0,00	0,00	0,00	0,00	4 326,79	-4 326,79
RDC1217111_A010203	0,00	0,00	0,00	2 162,60	13 433,98	-15 596,58
RDC1217111_A010204	0,00	0,00	0,00	0,00	316,33	-316,33
RDC1217111_A010205	0,00	0,00	0,00	0,00	450,53	-450,53
RDC1217111_A010300	245 000,00	-494 500,00	-249 500,00	0,00	138 572,97	-388 072,97
RDC1217111_A010301	0,00	400 000,00	400 000,00	0,00	0,00	400 000,00
RDC1217111_A010302	0,00	0,00	0,00	0,00	7 868,72	-7 868,72
RDC1217111_A010303	0,00	0,00	0,00	0,00	2 140,94	-2 140,94
RDC1217111_A010401	0,00	0,00	0,00	0,00	7 383,08	-7 383,08
RDC1217111_A020100	590 000,00	488 577,00	1 078 577,00	210,19	589 534,48	488 832,33
RDC1217111_A020101	0,00	0,00	0,00	0,00	13 245,93	-13 245,93
RDC1217111_A020102	0,00	0,00	0,00	8 635,89	86 706,12	-95 342,01
RDC1217111_A020103	0,00	0,00	0,00	0,00	15 288,61	-15 288,61
RDC1217111_A020105	0,00	0,00	0,00	0,00	45 753,22	-45 753,22
RDC1217111_A020106	0,00	0,00	0,00	0,00	136 998,74	-136 998,74
RDC1217111_A020200	260 000,00	12 211,00	272 211,00	0,00	262 364,66	9 846,34
RDC1217111_A020201	0,00	0,00	0,00	2 518,35	5 257,57	-7 775,92
RDC1217111_A020203	0,00	0,00	0,00	0,00	96,66	-96,66
RDC1217111_A020301	0,00	250 000,00	250 000,00	15 905,70	58 013,59	176 080,71
RDC1217111_A020302	0,00	0,00	0,00	0,00	2 730,18	-2 730,18
RDC1217111_A020303	0,00	0,00	0,00	0,00	1 572,27	-1 572,27
RDC1217111_A020304	0,00	0,00	0,00	15 841,65	40 122,08	-55 963,73
RDC1217111_A020401	0,00	0,00	0,00	0,00	36,36	-36,36
RDC1217111_A020501	0,00	0,00	0,00	0,00	8 452,88	-8 452,88
RDC1217111_A020601	0,00	0,00	0,00	0,00	1 052,73	-1 052,73
RDC1217111_A030100	145 000,00	-34 593,00	110 407,00	242,25	154 338,03	-44 173,28
RDC1217111_A030101	0,00	0,00	0,00	0,00	256,20	-256,20
RDC1217111_A030103	0,00	0,00	0,00	2 518,35	91 600,75	-94 119,10
RDC1217111_A030104	0,00	0,00	0,00	0,00	58,09	-58,09
RDC1217111_A030200	1 290 440,00	13 548,00	1 303 988,00	242,25	1 342 599,43	-38 853,68
RDC1217111_A030201	0,00	0,00	0,00	0,00	5 479,85	-5 479,85
RDC1217111_A030202	0,00	0,00	0,00	0,00	5 048,08	-5 048,08
RDC1217111_A030203	0,00	0,00	0,00	2 518,35	20 481,18	-22 999,53
RDC1217111_A030204	0,00	0,00	0,00	0,00	7 687,05	-7 687,05
RDC1217111_A030205	0,00	0,00	0,00	0,00	1 035,45	-1 035,45
RDC1217111_A030206	0,00	0,00	0,00	0,00	1 524,30	-1 524,30
RDC1217111_A030300	30 000,00	1 045,00	31 045,00	0,00	6 467,52	24 577,48
RDC1217111_A030301	0,00	0,00	0,00	0,00	480,51	-480,51
RDC1217111_A030304	0,00	0,00	0,00	0,00	13 043,09	-13 043,09
RDC1217111_A030305	0,00	0,00	0,00	0,00	2 118,03	-2 118,03
RDC1217111_A040101	0,00	60 000,00	60 000,00	0,00	1 672,59	58 327,41
RDC1217111_A040103	0,00	0,00	0,00	0,00	31 175,93	-31 175,93

RDC1217111_A040201	0,00	180 000,00	180 000,00	105 228,00	196 393,86	-121 621,86
RDC1217111_A040202	0,00	0,00	0,00	0,00	13 299,67	-13 299,67
RDC1217111_A040203	0,00	0,00	0,00	2 594,44	63 212,74	-65 807,18
RDC1217111_A040301	0,00	19 500,00	19 500,00	20 227,00	23 039,07	-23 766,07
RDC1217111_A040302	0,00	0,00	0,00	0,00	24 490,83	-24 490,83
RDC1217111_A040401	0,00	0,00	0,00	0,00	1 016,77	-1 016,77
RDC1217111_A050101	0,00	80 000,00	80 000,00	0,00	53 753,40	26 246,60
RDC1217111_A050103	0,00	0,00	0,00	60 288,98	62 840,46	-123 129,44
RDC1217111_A050201	0,00	15 000,00	15 000,00	0,00	1 908,72	13 091,28
RDC1217111_A050203	0,00	0,00	0,00	1 450,22	15 206,01	-16 656,23
RDC1217111_A050204	0,00	0,00	0,00	0,00	8 836,49	-8 836,49
RDC1217111_A050301	0,00	67 620,00	67 620,00	0,00	18 732,51	48 887,49
RDC1217111_A050303	0,00	0,00	0,00	0,00	1 104,54	-1 104,54
RDC1217111_A050305	0,00	0,00	0,00	0,00	4 820,22	-4 820,22
RDC1217111_A050306	0,00	0,00	0,00	8 692,51	20 273,15	-28 965,66
RDC1217111_A050307	0,00	0,00	0,00	0,00	3 838,30	-3 838,30
RDC1217111_A050308	0,00	0,00	0,00	0,00	138,84	-138,84
RDC1217111_A050309	0,00	0,00	0,00	0,00	1 097,11	-1 097,11
RDC1217111_A050401	0,00	-33 000,00	-33 000,00	0,00	7 233,28	-40 233,28
RDC1217111_A050402	0,00	55 000,00	55 000,00	0,00	4 978,98	50 021,02
RDC1217111_A050501	0,00	67 500,00	67 500,00	0,00	66 265,74	1 234,26
RDC1217111_B010100	300 000,00	277 228,00	577 228,00	0,00	330 267,60	246 960,40
RDC1217111_B010101	0,00	0,00	0,00	0,00	41 519,48	-41 519,48
RDC1217111_B010102	0,00	0,00	0,00	0,00	118 464,37	-118 464,37
RDC1217111_B010104	0,00	0,00	0,00	741,68	721,46	-1 463,14
RDC1217111_B010105	0,00	0,00	0,00	0,00	50 700,39	-50 700,39
RDC1217111_B010106	0,00	0,00	0,00	12 960,00	46 126,68	-59 086,68
RDC1217111_B010200	153 000,00	114 772,00	267 772,00	0,00	234 007,91	33 764,09
RDC1217111_B010201	0,00	0,00	0,00	0,00	221,83	-221,83
RDC1217111_B010202	0,00	0,00	0,00	0,00	4 722,45	-4 722,45
RDC1217111_B010203	0,00	0,00	0,00	0,00	1 644,18	-1 644,18
RDC1217111_B010204	0,00	0,00	0,00	0,00	3 154,83	-3 154,83
RDC1217111_B010205	0,00	0,00	0,00	0,00	22 845,75	-22 845,75
RDC1217111_B010300	65 000,00	-25 000,00	40 000,00	0,00	2 483,49	37 516,51
RDC1217111_B020100	60 000,00	25 000,00	85 000,00	0,00	69 056,86	15 943,14
RDC1217111_B020101	0,00	0,00	0,00	0,00	9 748,06	-9 748,06
RDC1217111_B020103	0,00	0,00	0,00	0,00	3 470,98	-3 470,98
RDC1217111_B020200	70 000,00	30 000,00	100 000,00	0,00	49 073,41	50 926,59
RDC1217111_B020202	0,00	-50 927,00	-50 927,00	0,00	0,00	-50 927,00
RDC1217111_B020204	0,00	0,00	0,00	0,00	187,20	-187,20
RDC1217111_B020301	0,00	25 000,00	25 000,00	0,00	7 738,53	17 261,47
RDC1217111_C010100	65 000,00	-32 263,00	32 737,00	0,00	18 964,79	13 772,21
RDC1217111_C010101	0,00	0,00	0,00	0,00	1 232,21	-1 232,21
RDC1217111_C010104	0,00	0,00	0,00	0,00	2 906,86	-2 906,86
RDC1217111_C010200	265 500,00	13 183,00	278 683,00	0,00	255 044,71	23 638,29
RDC1217111_C010204	0,00	0,00	0,00	0,00	24 548,24	-24 548,24
RDC1217111_C010300	40 000,00	141 971,00	181 971,00	0,00	157 315,87	24 655,13
RDC1217111_C010301	0,00	0,00	0,00	0,00	12 715,83	-12 715,83
RDC1217111_C010302	0,00	0,00	0,00	0,00	308,39	-308,39
RDC1217111_C020100	780 000,00	-147 776,00	632 224,00	242,25	701 391,80	-69 410,05
RDC1217111_C020101	0,00	0,00	0,00	0,00	3 824,69	-3 824,69

RDC1217111_C020102	0,00	0,00	0,00	0,00	204,35	-204,35
RDC1217111_C020103	0,00	0,00	0,00	0,00	17 449,70	-17 449,70
RDC1217111_C020104	0,00	0,00	0,00	0,00	694,88	-694,88
RDC1217111_C020108	0,00	0,00	0,00	0,00	8 995,71	-8 995,71
RDC1217111_C020200	150 000,00	160 370,00	310 370,00	0,00	257 506,74	52 863,26
RDC1217111_C020201	0,00	0,00	0,00	0,00	237,17	-237,17
RDC1217111_C020202	0,00	0,00	0,00	5 032,85	12 790,32	-17 823,17
RDC1217111_C020300	5 000,00	28 000,00	33 000,00	0,00	6 804,22	26 195,78
RDC1217111_C020301	0,00	0,00	0,00	0,00	249,37	-249,37
RDC1217111_C030101	0,00	38 000,00	38 000,00	0,00	8 452,23	29 547,77
RDC1217111_C030103	0,00	0,00	0,00	0,00	5 167,93	-5 167,93
RDC1217111_C030201	0,00	44 000,00	44 000,00	0,00	4 018,22	39 981,78
RDC1217111_C030202	0,00	0,00	0,00	0,00	12 867,19	-12 867,19
RDC1217111_C030204	0,00	0,00	0,00	0,00	60 719,91	-60 719,91
RDC1217111_C030301	0,00	21 000,00	21 000,00	0,00	1 436,53	19 563,47
RDC1217111_C030303	0,00	0,00	0,00	0,00	5 441,88	-5 441,88
RDC1217111_C040101	0,00	350 000,00	350 000,00	0,00	96 063,56	253 936,44
RDC1217111_C040102	0,00	0,00	0,00	0,00	3 887,60	-3 887,60
RDC1217111_C040103	0,00	0,00	0,00	0,00	772,60	-772,60
RDC1217111_C040104	0,00	0,00	0,00	0,00	691,04	-691,04
RDC1217111_C040105	0,00	420 000,00	420 000,00	570 831,25	20 692,72	-171 523,97
RDC1217111_C040201	0,00	70 000,00	70 000,00	0,00	0,00	70 000,00
RDC1217111_D010100	220 000,00	-108 136,00	111 864,00	0,00	158 956,67	-47 092,67
RDC1217111_D010101	0,00	0,00	0,00	0,00	2 075,22	-2 075,22
RDC1217111_D010102	0,00	0,00	0,00	0,00	7 177,22	-7 177,22
RDC1217111_D010103	0,00	0,00	0,00	0,00	12 194,41	-12 194,41
RDC1217111_D010104	0,00	0,00	0,00	0,00	622,26	-622,26
RDC1217111_D010200	90 000,00	48 336,00	138 336,00	0,00	63 108,87	75 227,13
RDC1217111_D010201	0,00	0,00	0,00	0,00	12 139,28	-12 139,28
RDC1217111_D010202	0,00	0,00	0,00	0,00	113,04	-113,04
RDC1217111_D010203	0,00	0,00	0,00	0,00	392,70	-392,70
RDC1217111_D010204	0,00	0,00	0,00	317,86	17 617,43	-17 935,29
RDC1217111_D010300	0,00	0,00	0,00	0,00	16,90	-16,90
RDC1217111_D020100	107 500,00	44 440,00	151 940,00	0,00	103 435,14	48 504,86
RDC1217111_D020101	0,00	0,00	0,00	0,00	6 688,07	-6 688,07
RDC1217111_D020102	0,00	0,00	0,00	0,00	353,57	-353,57
RDC1217111_D020103	0,00	0,00	0,00	3 350,00	3 308,67	-6 658,67
RDC1217111_D020104	0,00	0,00	0,00	0,00	2 678,87	-2 678,87
RDC1217111_D020200	20 000,00	100 560,00	120 560,00	0,00	47 504,54	73 055,46
RDC1217111_D020201	0,00	0,00	0,00	16 373,53	14 360,80	-30 734,33
RDC1217111_D020202	0,00	0,00	0,00	0,00	4 886,23	-4 886,23
RDC1217111_D020203	0,00	0,00	0,00	0,00	4 465,50	-4 465,50
RDC1217111_D020205	0,00	0,00	0,00	0,00	979,72	-979,72
RDC1217111_D020206	0,00	0,00	0,00	0,00	393,79	-393,79
RDC1217111_E010101	0,00	13 500,00	13 500,00	0,00	30 422,48	-16 922,48
RDC1217111_E010200	0,00	-156 000,00	-156 000,00	0,00	1 266,43	-157 266,43
RDC1217111_E010201	0,00	165 000,00	165 000,00	0,00	23 829,67	141 170,33
RDC1217111_E010203	0,00	0,00	0,00	0,00	171,70	-171,70
RDC1217111_E010301	0,00	19 000,00	19 000,00	0,00	0,00	19 000,00
RDC1217111_E010401	0,00	16 000,00	16 000,00	0,00	0,00	16 000,00
RDC1217111_E010501	0,00	10 000,00	10 000,00	0,00	132,52	9 867,48

RDC1217111_E010601	0,00	13 000,00	13 000,00	0,00	0,00	13 000,00
RDC1217111_E010701	0,00	57 500,00	57 500,00	0,00	402,65	57 097,35
RDC1217111_E010703	0,00	0,00	0,00	0,00	1 633,19	-1 633,19
RDC1217111_E010801	0,00	27 000,00	27 000,00	0,00	44 026,74	-17 026,74
RDC1217111_E010803	0,00	0,00	0,00	0,00	505,11	-505,11
RDC1217111_E020101	0,00	207 335,00	207 335,00	0,00	0,00	207 335,00
RDC1217111_E020201	0,00	80 000,00	80 000,00	0,00	0,00	80 000,00
RDC1217111_E020301	0,00	88 000,00	88 000,00	132,44	17 085,19	70 782,37
RDC1217111_E020401	0,00	50 000,00	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
RDC1217111_E020501	0,00	36 500,00	36 500,00	0,00	0,00	36 500,00
RDC1217111_E020502	0,00	0,00	0,00	12 951,40	10 078,51	-23 029,91
RDC1217111_E020601	0,00	31 000,00	31 000,00	0,00	0,00	31 000,00
RDC1217111_E020603	0,00	0,00	0,00	0,00	3 158,76	-3 158,76
RDC1217111_E020701	0,00	96 600,00	96 600,00	0,00	417,13	96 182,87
RDC1217111_E020703	0,00	0,00	0,00	0,00	250,21	-250,21
RDC1217111_E020801	0,00	23 500,00	23 500,00	0,00	1 465,88	22 034,12
RDC1217111_E020802	0,00	0,00	0,00	0,00	712,59	-712,59
RDC1217111_E020803	0,00	0,00	0,00	124 221,14	11 251,91	-135 473,05
RDC1217111_E020901	0,00	17 000,00	17 000,00	0,00	0,00	17 000,00
RDC1217111_E030101	0,00	0,00	0,00	0,00	437,85	-437,85
RDC1217111_E030201	0,00	87 500,00	87 500,00	0,00	0,00	87 500,00
RDC1217111_E030301	0,00	37 500,00	37 500,00	0,00	0,00	37 500,00
RDC1217111_E040101	0,00	149 000,00	149 000,00	3 891,85	82 340,05	62 768,10
RDC1217111_E040201	0,00	28 127,00	28 127,00	0,00	0,00	28 127,00
RDC1217111_E040301	0,00	67 500,00	67 500,00	0,00	0,00	67 500,00
RDC1217111_E040401	0,00	0,00	0,00	0,00	123,41	-123,41
RDC1217111_E050101	0,00	100 000,00	100 000,00	0,00	1 860,27	98 139,73
RDC1217111_E050201	0,00	100 000,00	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00
RDC1217111_E050203	0,00	0,00	0,00	0,00	95,13	-95,13
RDC1217111_E050301	0,00	1 500 000,00	1 500 000,00	0,00	33 702,12	1 466 297,88
RDC1217111_E050302	0,00	-505 000,00	-505 000,00	0,00	0,00	-505 000,00
RDC1217111_E050303	0,00	0,00	0,00	0,00	2 340,35	-2 340,35
RDC1217111_E050401	0,00	300 000,00	300 000,00	0,00	0,00	300 000,00
RDC1217111_E050404	0,00	-120 000,00	-120 000,00	0,00	0,00	-120 000,00
RDC1217111_E060101	0,00	60 000,00	60 000,00	0,00	0,00	60 000,00
RDC1217111_X010100	125 185,00	-125 185,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RDC1217111_Z010100	1 440 000,00	1 112 826,00	2 552 826,00	825,69	2 145 693,48	406 306,83
RDC1217111_Z010200	462 000,00	586 211,00	1 048 211,00	135 538,39	969 917,10	-57 244,49
RDC1217111_Z010300	276 375,00	676 264,00	952 639,00	2 324,21	754 233,62	196 081,17
RDC1217111_Z010400	396 000,00	136 991,00	532 991,00	164,72	539 210,58	-6 384,30
RDC1217111_Z020100	120 000,00	174 227,00	294 227,00	0,00	174 949,75	119 277,25
RDC1217111_Z020200	45 000,00	3 287,00	48 287,00	0,00	49 985,74	-1 698,74
RDC1217111_Z020300	85 500,00	27 651,00	113 151,00	0,00	154 126,39	-40 975,39
RDC1217111_Z020400	230 000,00	-7 531,00	222 469,00	2 401,64	330 484,01	-110 416,65
RDC1217111_Z030100	180 000,00	105 285,00	285 285,00	13 098,10	347 950,78	-75 763,88
RDC1217111_Z030200	290 000,00	195 037,00	485 037,00	2 987,04	722 987,75	-240 937,79
RDC1217111_Z030300	25 000,00	26 350,00	51 350,00	0,00	51 370,04	-20,04
RDC1217111_Z030400	75 000,00	72 036,00	147 036,00	7 281,74	150 411,12	-10 656,86
RDC1217111_Z040100	75 000,00	-45 486,00	29 514,00	0,00	28 878,23	635,77
RDC1217111_Z040200	60 000,00	48 538,00	108 538,00	0,00	57 633,63	50 904,37
RDC1217111_Z040300	60 000,00	-3 425,00	56 575,00	0,00	56 574,91	0,09

RDC1217111_Z040400	48 000,00	3 414,00	51 414,00	124,23	69 871,56	-18 581,79
RDC1217111_Z040500	35 000,00	-6 041,00	28 959,00	0,00	32 912,00	-3 953,00
RDC1217111_Z999800	0,00	0,00	0,00	-0,02	8 821,01	-8 820,99
Total général	11 000 000,00	8 500 000,00	19 500 000,00	1 191 713,66	15 973 456,08	2 334 830,26

10.6 Ressources en termes de communication

Les boîtes en images mis en place 2020 afin de faciliter les activités de terrain dans le cadre des activités d'appui aux échanges homme-femmes continuent d'être toujours utilisées.

18 panneaux de visibilité ont aussi été mis en place dans les sites qui accueillent les malaxeurs motorisés d'huile de palme.

Dans le cadre de la promotion des innovations, 9 émissions radiophoniques ont été enregistrées et diffusées dans la zone d'intervention dans le but de promouvoir des innovations agricoles. Dans la même lancée, 3 capsules-vidéos portant sur (1) Amélioration de la production d'huile de palme avec le malaxeur motorisé, (2) Fabrication du savon par les femmes de l'OP PFP à LUPUTA et (3) Conservation, transformation et commercialisation des produits agricoles par l'Union PRODIM ont été produites et diffusées dans au moins 7 sites clés. Il s'agit à travers ces vidéo-forums de montrer les bonnes pratiques/innovations et susciter leur imitation par le public-cible.

Par ailleurs 6 articles ont été rédigés publiés dans la Newsletter de Enabel Kasai Oriental-Lomami et/ou dans Open Enabel.

11 Tables des images

Image 1 : Conservation des semences souches à froid	24
Image 2: Séance INERA-SENASEM : Caractérisation d'une variété de manioc pour l'homologation.....	24
Image 3: Visite d'une pépinière de palmier variété PalmElit à Luamuella avec autorités provinciales	27
Image 4: Visite d'une palmeraie à Kakangayi (Miabi) Evaluation Expérience PRODAKOR.....	27
Image 5: Injection d'Extrait Hypophysaire : Formation sur la reproduction assistée	29
Image 6: Farine de maïs de "qualité" conditionnée et prête pour la vente à Kanyenga.....	33
Image 7: Malaxeur motorisé.....	34
Image 8: Presse motorisée	34
Image 9: Huile de palme en clarification	35
Image 10: Egreneuse motorisée à Kamanda	38
Image 11: Huile de palme conditionnée en vente à Mwene Ditu.....	41
Image 12: Matériaux locaux (sable et briques cuites) mobilisés pour les dépôts secondaires	43
Image 13: Formation des producteurs sur la commercialisation des produits agricoles	43
Image 14: Autorités provinciales visitant une palmeraie améliorée	47
Image 15: Séance d'animation des membres d'une OPB par un agent de l'IPDR à Tshilunde	48
Image 16: Cérémonie de mise en service Bac de Ntamba Kabila	50
Image 17: Travaux de groupes ateliers de concertation sur l'entretien des routes par les dynamiques locales	50
Image 18: OPB de femmes bénéficiant d'un malaxeur motorisé.....	53
Image 19: Une agricultrice de référence devenue agri-multiplicatrice	53
Image 20: Des femmes de l'Union Futulukayi en pleine séances d'alphabétisation.....	54
Image 21: Photo de famille avec autorités coutumières et administratives après séance de plaidoyer pour l'accès à la terre en faveur des femmes	55
Image 22: Oignons récolté par OPB Diku Diétu ; bénéficiaire du FAIF.....	55
Image 23: Administrateur Adjoint de Ngandajika faisant son discours lors de l'atelier de mise en place du cadre de concertation Inter ETD.....	59

12 Tables des figures

Figure 1 : Pluviométrie 2021 (mm) bassins production zone d'intervention PRODAKOR.....	13
Figure 2 : Taux d'adoption des innovations en fonction des années.....	18
Figure 3: Evolution de l'adoption des innovations au sein des ménages non accompagnés	18
Figure 4: Evolution production semences de l'INERA / Ngandajika.....	23
Figure 5: Evolution de la quantité de farine de maïs produite	33
Figure 6: Evolution de la production d'huile de palme par les extracteurs améliorés 2019-2021. 36	
Figure 7: Evolution des quantités de maïs égrené 2019 – 2021 par les équipements motorisés	37
Figure 8: Evolution des quantités de produits agricoles entreposées entre 2019 et 2021	39
Figure 9: Evolution du nombre d'utilisateurs des dépôts 2019-2021	40
Figure 10: Evolution des ventes groupées 2017-2021	42
Figure 11: Evolution du nombre de ménages participant aux ventes groupées	42
Figure 12: Evolution du nombre de ménages accompagnés par les IPDR & IPA.....	49
Rapport des résultats	98

13 Tables des tableaux

Tableau 1: Indicateurs de l'Outcome	17
Tableau 2: Structure du revenu agricole	19
Tableau 3: Indicateurs de l'Output 1	20
Tableau 4: Etat d'avancement des activités de l'Output 1	21
Tableau 5: Indicateurs de l'Output 2	30
Tableau 6: Production de farine de maïs	32
Tableau 7: Quantité d'huile de palme produite en 2021	34
Tableau 8: Quantité de maïs égrené et nombre d'utilisateurs des égreneuses	37
Tableau 9: Quantités de produits agricoles stockés dans les dépôts principaux	39
Tableau 10: Quantité des produits vendus en vente groupée	40
Tableau 11: Indicateurs de l'Output 3	44
Tableau 12: Etat d'avancement des activités de l'Output 3	46
Tableau 13: Indicateurs de l'Output 4	51
Tableau 14: Etat d'avancement des activités de l'Output 4	52
Tableau 15: Revenu partagés des OPB féminines appuyées	56
Tableau 16 : Indicateurs de l'Output 5	57
Tableau 17: Etat d'avancement des principales activités	57
Tableau 18: Exécution budgétaire	61
Tableau 19: Risques et mesures de mitigation	63
Tableau 20: Problèmes et mesures de mitigation	71
Tableau 21: Enseignements tirés	79
Tableau 22: Décisions du comité de pilotage	81
Tableau 23: Recommandations du comité de pilotage	81
Tableau 24: Recommandation équipe de Projet	83